



**JEUX DE LA
FRANCOPHONIE**
JEUNESSE, ARTS ET SPORTS

Revue de presse

JEUX DE LA FRANCOPHONIE

Décembre 2018

Réalisée par le Comité international des Jeux de la Francophonie (CIJF)

SYNTHESE

Ce document fait la synthèse de la presse parue sur internet portant sur les Jeux de la Francophonie au cours du mois de décembre 2018

- à partir du site internet des Jeux de la Francophonie ww.jeux.francophonie.org

La fréquentation du site du 1^{er} décembre 2018 au 31 décembre 2018

Sessions : 3 3633

**Il s'agit du nombre total de sessions sur la période. Une session est la période pendant laquelle un utilisateur est actif sur son site Web, ses applications, etc. Toutes les données d'utilisation (visionnage de l'écran, événements, e-commerce, etc.) sont associées à une session.*

Utilisateurs: 2 816

**Utilisateurs qui ont initié au moins une session dans la plage de dates sélectionnée*

Pages vues : 9 655

**Il s'agit du nombre total de pages consultées. Les visites répétées d'un internaute sur une même page sont prises en compte.*

Au niveau de l'Internet

86 articles de presse ou brèves recensés publiées sur divers sites internet

- 18 concernant les VIII^{es} Jeux de la Francophonie
- 12 concernant les Jeux de la Francophonie en général
- 46 concernant les IX^{es} Jeux de la Francophonie
- 10 sur les lauréats des Jeux de la Francophonie
- 4 vidéos
- 1 brochure

Sommaire

I. Articles sur les VIIIes Jeux de la Francophonie.....	1
« La Côte d'Ivoire sera prête en 2021 » (http://sport-ivoire.ci).....	1
Côte d'Ivoire : Affaire Can 2023, depuis Paris le ministre des sports réagit « L'argument qui est avancé tenterait de jeter l'opprobre sur notre pays » (http://www.koaci.com).....	2
Retrait de la CAN 2021 à la Côte d'Ivoire: Le faux procès et le vilain calcul d'Amad Amad, président de la CAF (http://www.linfodrome.com)	4
Probable retrait de la CAN 2021 à la Côte d'Ivoire, Abidjan désavoue la CAF (beninwebtv.com)	5
CAN 2019 : A qui profite vraiment l'éviction du Cameroun ? (afrique.latribune.fr/)	7
Tentative de retrait de l'organisation de la Can 2021 à la Côte d'Ivoire: Les dessous d'une décision controversée (www.fratmat.info)	10
LA CAN 2021 AU CAMEROUN ET LA CAN 2023 EN CÔTE D'IVOIRE ? AHMAD S'EXPLIQUE (http://www.football365.fr/)	12
CAN 2019-2021-2023 : Cameroun, CIV, Guinée... Ahmad fait le point complet (http://www.afrik-foot.com)	13
Paru aussi dans : www.lequotidien.sn , www.senegaldirect.net	14
CAN 2021 : Le Président Alassane Ouattara y tient (http://sport-ivoire.ci)	15
CAN 2019 : le pays organisateur sera connu le 9 janvier 2019 (Ahmad) (www.digitalcongo.net) ...	16
Culture : « Regard sur les paroles de Mambé », un ouvrage qui traduit les pensées fortes et percutantes de réalisme de Beugré Mambé (news.abidjan.net).....	19
Cameroun : La guerre des clans s'intensifie au sein du régime de Yaoundé (http://koaci.com)	20
Paru aussi dans : abidjantv.net	21
CHARLY TCHATCH, L'ÉLU DES GRANDS PODIUMS (lifemag-ci.com)	22
RAPPORT – CAMPUS AWF 2018 (africawebfestival.com)	24
Toutes les conditions requises seront réunies pour que le Stade olympique d'Ebimpé abrite la CAN (Feature) (news.abidjan.net).....	29
II. Articles sur les IXes Jeux de la Francophonie.....	32
Des Jeux de la Francophonie huit fois plus chers que prévu à Moncton-Dieppe (https://ici.radio-canada.ca/)	32
Jeux de la Francophonie : Brian Gallant se récusé parce qu'il a des « proches » dans le comité (ici.radio-canada.ca/).....	37
Le gouvernement Higgs ne paiera pas plus que 10 M\$ de la facture des Jeux de la Francophonie (ici.radio-canada.ca)	42
«Right» mal parti (www.acadienouvelle.com).....	46
Jeux de la Francophonie : le comité organisateur souligne qu'il n'a pas été impliqué dans la première estimation de coût (ici.radio-canada.ca)	47
Le budget des Jeux de la Francophonie de Moncton explose (www.journaldequebec.com)	48
Right cher pour être Right fiers (www.acadienouvelle.com)	49
Coûts des Jeux de la Francophonie : le comité organisateur se défend (https://www.acadienouvelle.com)	52
Les Jeux de la Francophonie plongent dans le rouge (http://www.francsjeux.com)	55
Jeux de la Francophonie : « On a fait le travail qui nous a été demandé », affirme le comité organisateur (ici.radio-canada.ca).....	57
Sherbrooke met une croix sur les jeux de la francophonie (www.latribune.ca)	60
Paru aussi dans: rimq.qc.ca	60
Est-ce que le N.-B. peut se payer des jeux de 130 M\$? « La réponse facile, c'est non. » (ici.radio-canada.ca)	61
Autopsie du budget initial des Jeux de la Francophonie 2021 (ici.radio-canada.ca)	64

Jeux de la Francophonie 2021 : Le comité organisateur estime avoir bien fait son travail (www.acadienouvelle.com).....	67
Jeux de la Francophonie : 5 démissions au conseil d'administration (ici.radio-canada.ca).....	72
Jeux de la Francophonie : des amis de Brian Gallant dans l'organisation (ici.radio-canada.ca).....	74
Déclaration des membres démissionnaires du conseil d'administration du Comité organisateur national des Jeux de la Francophonie (CNJF) (www.newswire.ca)	77
Paru aussi dans: www.finanzen.ch	78
Jeux de la Francophonie 2021 : Le comité organisateur estime avoir bien fait son travail (www.francompresse.ca)	79
La sécurité plombe la facture (http://www.francsjeux.com)	79
Jeux de la Francophonie : la facture pourrait être réduite à 115,3 M\$, selon des experts-comptables (ici.radio-canada.ca)	80
Déclaration du conseil d'administration du Comité organisateur national des Jeux de la Francophonie (www.newswire.ca)	85
Blaine Higgs n'écarte pas l'annulation des Jeux de la Francophonie 2021 (www.acadienouvelle.com).....	86
Les Jeux de la Francophonie sont en crise, selon le ministre Dominic Cardy (ici.radio-canada.ca)..	88
Démissions à la chaîne (http://www.francsjeux.com)	90
L'annulation des Jeux de la Francophonie pourrait coûter cher au Nouveau-Brunswick (ici.radio-canada.ca)	90
Blaine Higgs inquiet face à la hausse de la facture des Jeux de la Francophonie (lactualite.com)...	93
Jeux de la Francophonie 2021 : nouvelle polémique au Canada au tour du coût de l'évènement (www.batal.ma).....	94
Paru aussi dans : www.msport.ma.....	95
Jeux de la Francophonie 2021 : Brian Gallant sort de son mutisme (ici.radio-canada.ca)	95
Jeux de la Francophonie: Blaine Higgs est soucieux (http://journalmetro.com).....	98
Le Nouveau-Brunswick évoque une annulation (http://www.francsjeux.com)	100
Jeux de la Francophonie : une entreprise proche d'une ex-membre du C. A. décroche un contrat (ici.radio-canada.ca)	100
Décentralisons les Jeux (Acadie Nouvelle)	101
Soupçon de conflit d'intérêt (http://www.francsjeux.com)	103
LETTRÉ OUVERTE AU PREMIER MINISTRE DU NOUVEAU-BRUNSWICK PORTANT SUR LES JEUX DE LA FRANCOPHONIE 2021 – COLLECTIF (astheure.com)	104
Jeux de la Francophonie : Blaine Higgs veut imposer un ultimatum au fédéral (ici.radio-canada.ca)	106
Cri du coeur des fédérations sportives pour sauver les Jeux de la Francophonie (ici.radio-canada.ca)	108
Nouvelle menace d'annulation (http://www.francsjeux.com)	110
Paru aussi dans: www.msport.ma/	110
Jeux de la Francophonie : l'OIF reconnaît que le budget proposé est irréaliste (ici.radio-canada.ca)	111
Jeux de la Francophonie: Higgs tranchera en janvier (www.acadienouvelle.com)	112
Jeux de la Francophonie: une occasion unique (Acadie Nouvelle, Pressreader)	118
Jeux de la Francophonie 2021 : des défis de budget (www.la-liberte.ca)	119
Jeux de la Francophonie : la candidature de Sherbrooke était meilleure (ici.radio-canada.ca)	122
III. Articles sur les Jeux de la Francophonie en général.....	123
Francophonie : Un jeune infographiste haïtien lauréat du concours international de logo de la Confejes (rezonodwes.com)	123
David DOUILLET, à la matinale CIAN/SPORSORA : « Si l'on veut grandir tous ensemble, il faut respecter et aimer l'Afrique ! » (www.africapresse.paris).....	124

Hassan Kanso, entraîneur polyglotte multi-médaille, cherche un club dans le Pays de Châteaubriant (actu.fr).....	128
Francophonie : La COFEMEN et le CIJF décorés des insignes de l'ordre national du lion (www.bonjourdakar.com).....	131
Paru aussi dans : www.dakaractu.com.....	132
LA JEUNESSE, SOCLE DE TOUT FONDEMENT DURABLE, SELON MBAGNICK NDIAYE (http://aps.sn).....	132
Ces personnalités marocaines qui nous ont quittés en 2018 (www.lesiteinfo.com).....	133
Paru aussi dans: www.mapexpress.ma, www.lemag.ma, fr.le360.ma, fr.hibapress.com.....	139
Rétro 2018. Ils nous ont quittés cette année (www.h24info.ma).....	139
IV. Articles sur les lauréats des Jeux de la Francophonie	144
Côte d'Ivoire/Festibo 6: Des compagnies artistiques de renommée internationale invitées (aip.ci).....	144
Paru aussi dans : news.abidjan.net	144
Fred Pellerin conte « Les jours de la semelle » (ici.radio-canada.ca).....	145
La double casquette de Pauline Allin (www.directvelo.com)	148
L'assemblée facultaire 2018 sous le signe du 175 ^e (medecine.umontreal.ca)	149
Entretien avec Nasser Larguet, directeur technique national «Je considère que mon bilan à la tête de la DTN est positif à 75%» (lematin.ma)	155
Mamiki Cissé quitte l'ABC pour le Sénégal (http://www.sport-ivoire.ci)	159
Théâtre : le comédien Petit Tonton promène le public dans les méandres du « Duel au fouet » (www.guineenews.org)	160
Aké Loba (ex-joueur de la SOA) pose ses valises au Mexique (http://mondialsport.net/).....	163
L'athlète Gaël Kangbazou récompensé par le ministre Régis Dounda (http://www.faapa.info) ...	166
V. Vidéos	167
La tenue des Jeux de la francophonie compromise (Radio-Canada.ca).....	167
Téléjournal Acadie.....	167
PÉRIODE DES QUESTIONS: LE BUDGET DES JEUX DE LA FRANCOPHONIE, LE 11 DÉCEMBRE (http://davidcoonmla.ca)	168
Des organisations sportives se lancent à la défense des Jeux de la Francophonie (ici.radio-canada.ca)	168
VI. Publications / brochures.....	169
L'ÉCHO DES TATAMIS DES TATAMIS	169
VII. Contact	169

I. Articles sur les Villes Jeux de la Francophonie

« La Côte d'Ivoire sera prête en 2021 » (<http://sport-ivoire.ci>)

- <http://sport-ivoire.ci/football-can/%C2%AB-la-c%C3%B4te-divoire-sera-pr%C3%AAt-en-2021-%C2%BB>
- Le 3 décembre 2018



Le Ministre ivoirien des sports, Paulin Danho, est actuellement en France pour vendre la destination Côte d'Ivoire, mais aussi pour trouver des partenaires pour la réussite de la CAN 2021 qu'abritera le pays des Eléphants.

Non, la Côte d'Ivoire n'est engagée dans aucune polémique autour la CAN, la 33^e, dont l'organisation lui a été attribuée le 20 septembre 2014 en Ethiopie. Pour preuve, le Gouvernement ivoirien demeure à pied d'œuvre pour accueillir l'Afrique dans les conditions et les délais espérés par la CAF. En France depuis quelques jours dans le cadre des Rencontres Internationales des Grands Evénements Sportifs (RIGES), Paulin Danho, face à la Ministre française des sports, Roxana Maracineanu, et à plusieurs responsables d'entreprises, a réaffirmé la détermination de la Côte d'Ivoire à réussir le pari de la CAN 2021 chez elle.

« Au sortir de la crise qu'a connu la Côte d'Ivoire, le président Alassane Ouattara a voulu faire du sport un des piliers de la relance économique mais aussi de la réconciliation. Parce que le sport permet de fédérer et canaliser les énergies. Nous avons donc organisé avec beaucoup de succès les 8^{es} Jeux de la Francophonie et nous nous apprêtons à organiser la 33^e édition de la Coupe d'Afrique des Nations en 2021 », a déclaré le Ministre Danho, témoin du lancement officiel des travaux de construction des infrastructures sportives et d'hébergement à Yamoussoukro en octobre dernier. Engagé pour la réussite de l'événement dans les moindres détails, la Côte d'Ivoire a mis « en place un Comité local d'Organisation (COCAN 2021) sous la supervision du Gouvernement, et nous avons mobilisé sur le marché international un peu plus de 300 millions d'euros pour réaliser 4 stades de grandes envergures avec des équipements de proximité. A savoir les centres d'hébergement. Et ce en

marge du programme national que nous avons mis en œuvre pour renforcer les plateaux techniques de santé et les infrastructures routières. Aujourd'hui, tous les marchés ont été attribués et les entreprises ont mis en place les lignes de financement », a indiqué le Ministre des Sports de Côte d'Ivoire au siège de Business France à Paris.

“La CAN 2021, c'est la Côte d'Ivoire qui l'organisera”

Après avoir présenté avec précision les projets d'investissements comme la réhabilitation des stades, le programme de réhabilitation des infrastructures sportives et la réhabilitation des infrastructures sportives en milieu scolaire, M. Paulin Danho ne s'est pas extirpé de l'actualité. Mais loin de répondre aux rumeurs autour de la CAN 2021, le Ministre ivoirien des sports a tenu à préciser la situation concernant la Côte d'Ivoire. « La Côte d'Ivoire est retenue pour l'organisation de la CAN 2021. Elle n'est plus au stade de la candidature. Donc il n'y a pas de candidature ouverte pour 2021. Plutôt pour 2019, suite à la défaillance du Cameroun. La CAN 2021, c'est la Côte d'Ivoire qui l'organisera. Nous travaillons donc pour être prêts pour 2021 », a-t-il clarifié comme pour dissiper, depuis Paris, toutes les zones d'ombre qu'un courrier aurait jeté sur l'identité de l'organisateur de la 33^e édition de la Coupe d'Afrique des Nations de football.

Guy Evrard SOTY à Paris

Côte d'Ivoire : Affaire Can 2023, depuis Paris le ministre des sports réagit « L'argument qui est avancé tenterait de jeter l'opprobre sur notre pays » (<http://www.koaci.com>)

- <http://www.koaci.com/cote-divoire-affaire-2023-depuis-paris-ministre-sports-reagit-largument-avance-tenterait-jeter-lopprobre-notre-pays-125763.html>
- Le 4 décembre 2018

La sortie d'hier lundi du président de la confédération africaine de Football (Caf), Ahmad Ahmad a fait mentir le ministre des sports ivoirien, Claude Paulin Danho qui depuis Paris où il séjourne présentement, avait rassuré que l'organisation de la coupe d'Afrique des nations (Can) revenait à la Côte d'Ivoire en 2021

Hier dans une émission accordée à une chaîne de télévision panafricaine, Ahmad Ahmad a affirmé que le comité exécutif de la Caf avait décidé de faire un décalage des dates. Par conséquent, le Cameroun organiserait la Can 2021 et la Côte d'Ivoire celle de 2023. La raison évoquée pour les deux pays, la lenteur dans la finalisation des infrastructures.

« La Côte d'Ivoire n'est pas prête pour organiser la Can en 2021 », avait affirmé Ahmad Ahmad.

Depuis la capitale parisienne où il séjourne actuellement, le ministre des sports ivoirien Paulin Danho a vigoureusement réagi ce mardi 4 décembre lors d'un entretien vidéo transmis à KOACI.

Pour lui, dans le cadre de l'organisation de la Can 2021, la Côte d'Ivoire a attribué tous les marchés nécessaires à l'ensemble des entreprises pour construire à Korhogo, à San-Pédro, à Bouaké, à Yamoussoukro et à Abidjan les infrastructures sportives et les équipements d'hébergement et de restauration.

« Nous avons attribué tous les marchés nécessaires à l'ensemble des entreprises pour construire à Korhogo, à San-Pédro, à Bouaké, à Yamoussoukro et à Abidjan les infrastructures sportives et les équipements d'hébergement et de restauration et nous continuons dans le cadre du programme de développement de la Côte d'Ivoire à déployer l'ensemble des infrastructures nécessaires, notamment la voirie. En ce qui nous concerne, nous continuons selon les recommandations et le

cahier des charges en notre possession. Nous venons d'être informés de façon laconique par la presse que la Côte d'Ivoire pourrait être dessaisie. Il y a deux aspects que nous voulons soulever. D'abord nous n'avons pas été formellement saisis en tant qu'État et ensuite l'argument qui est avancé tenterait de jeter l'opprobre sur la Côte d'Ivoire, sur notre incapacité d'être prêts en 2021. Nous voulons attirer l'attention des responsables de la Caf sur cette démarche qui manque de courtoisie, de sérénité et d'objectivité ».

Le ministre des sports précise que l'argument avancé par le président de la Caf, Ahmad Ahmad ne tient pas la route et que la Côte d'Ivoire a déjà organisé des grands événements. Pour lui, il n'apprécie pas qu'on jette l'opprobre sur la Côte d'Ivoire. Paulin Danho avance également la Caf doit tenir compte des engagements qu'elle prend avec des États.

« Nous avons déjà organisé de grands événements en Côte d'Ivoire notamment le sommet des chefs d'État, les jeux de la francophonie avec plus de 3500 athlètes, donc nous sommes habitués à organiser des grands événements et nous n'apprécions pas qu'on puisse jeter l'opprobre sur la capacité technique et financière de la Côte d'Ivoire à mobiliser des ressources. La Caf doit tenir compte des engagements qu'elle prend avec des États parce que nous avons des obligations de planification de développement et en ce qui concerne la Côte d'Ivoire, nous avons mobilisé 300 millions d'euros (200 milliards de Francs Cfa). Les entreprises ont été désignées, les banques ont mis en place des lignes de financement et le travail a commencé. Et nous ne souhaitons pas qu'on jette le trouble dans la tête des opérateurs économiques et surtout qu'on jette l'opprobre sur la Côte d'Ivoire. Quand nous serons saisis officiellement par la Caf, en tant qu'État souverain, nous aviserons en tenant compte des contraintes techniques, financières et des effets induits par cette décision », a-t-il conclu.

Reste désormais à ce que la CAF confirme officiellement ce que son président eut à annoncer hier, s'en suivra sans nul doute une réaction officielle du gouvernement ivoirien.

Jean Chrésus

Retrait de la CAN 2021 à la Côte d'Ivoire: Le faux procès et le vilain calcul d'Amad Amad, président de la CAF (<http://www.linfodrome.com>)

- <http://www.linfodrome.com/sport/43801-retrait-de-la-can-2021-a-la-cote-d-ivoire-le-faux-proces-et-le-vilain-calcul-d-amad-amad-president-de-la-caf>
- Le 4 décembre 2018



L'évolution de la construction du stade olympique d'Ebimpé, en quelques mois, signe de l'engagement des Ivoiriens à tenir le pari de la Can 2021

Ce qui était, jusque-là, une rumeur, est devenu une réalité. Le président de la Confédération africaine de football vient de proposer le retrait de la CAN 2021 à la Côte d'Ivoire au profit du Cameroun, pays organisateur de la prochaine CAN (2019) qui lui a été retiré au motif qu'il n'est pas prêt. Le Malgache, Amad Amad n'a pas cherché loin ses arguments pour demander que la CAN des Ivoiriens soit décalé en 2023 afin de céder celle de 2021 au pays de Paul Biya pour se rattraper. Il a simplement décidé de « *faire entorse aux règlements* » pour repousser l'échéance pour la Côte d'Ivoire pendant que ce pays se prépare activement en vue du respect de son cahier des charges. « *La Côte d'Ivoire ne sera pas prête pour 2021. C'est pour arranger les choses qu'on va décaler. C'est confirmer, la Can 2021 pour le Cameroun et celle de 2023 pour la Côte d'Ivoire* », a lancé comme un pavé dans la marre, Amad Amad, qui soutient que la décision émane du Comité exécutif qui a été approuvée par le Congrès.

A priori, c'est justice faite au Cameroun pour le contenter de sa Can retiré faute d'avoir été prêt pour accueillir le plus grand rendez-vous sportif du continent. Mais, est-ce la faute à la Côte d'Ivoire si le Cameroun, qui a postulé et fait campagne pour 2019, n'a pas pu honorer ce rendez-vous ? La Côte d'Ivoire, qui a consciemment postulé pour 2021 devra-t-elle payer pour un tiers ? Au demeurant, c'est faire injure aux dirigeants ivoiriens que de dire tout de go, à trois ans de 2021, que le pays de Didier Drogba ne sera pas prêt pour le rendez-vous de la Caf. Rien, a priori, ne justifie les affirmations de Amad Amad, qui aurait eu un peu de respect pour les Ivoiriens en prenant cette décision de concert avec leurs autorités. Le président de la Caf aurait eu la bienséance de négocier avec les dirigeants du football ivoirien avant de prendre sa décision que cela n'aurait choqué.

Mais, alors que la Côte d'Ivoire s'investit pleinement pour accueillir le monde du football africain sur

son sol, elle est cassée dans son élan par cette décision qui va refroidir les ardeurs. En effet, il suffit de faire un tour sur le sol d'Ebimpé, à la périphérie Nord-Est d'Abidjan pour se rendre compte des efforts fournis par les Ivoiriens pour le respect de l'échéance de 2021. En quelques mois, les dirigeants ivoiriens ont fait sortir de terre le stade olympique prévu à Ebimpé, qui fait déjà la fierté de tout passant. Dans les trois années à venir, trois autres joyaux du genre sont annoncés. Ces quatre stades devraient compléter ceux qui existent déjà. Notamment le stade Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan, celui du Champroux, ceux de Bouaké, Yamoussoukro et autres qui seront en réfection pendant ce temps.

Mieux, pour décréter que les Ivoiriens ne seront pas prêts comme le Cameroun, il aurait fallu aux dirigeants de la Caf attendre à l'approche de l'échéance, comme ils l'ont fait pour les Camerounais, à quelques mois du rendez-vous de 2019, pour faire l'état des lieux et décider.

Il y a deux ans, alors que certains pouvaient en douter, la Côte d'Ivoire a relevé le défi de l'organisation sur ses terres des 8^{ème} Jeux de la Francophonie. Un succès qui ne devrait pas permettre à Amad Amad de lui faire injure de décaler la CAN 2021 au motif qu'elle ne serait pas prête. Sur quoi se permet-il de le dire ? Doute-t-il de la capacité des Ivoiriens à relever ce défi loin de l'insurmontable ? Le président de la Caf fait un faux procès et un vilain calcul, et s'il n'est trop tard, il pourrait toujours se ressaisir. Quitte à faire passer le Cameroun, le fautif, en 2023, pour ne pas refroidir les ardeurs des Ivoiriens qui ont pris d'importants engagements financiers pour tenir le pari de 2021.

Félix D.BONY

Probable retrait de la CAN 2021 à la Côte d'Ivoire, Abidjan désavoue la CAF (beninwebtv.com)

- <https://beninwebtv.com/2018/12/probable-retrait-de-la-can-2021-a-la-cote-divoire-abidjan-desavoue-la-caf/>
- Le 5 décembre 2018



Cote-d-Ivoire-le-president-Ouattara-annonce-l-amnistie-de-Simone-Gbagbo. @Europe1

Lundi 03 décembre, sur une chaîne de télévision panafricaine, le président de la confédération africaine de football (CAF), a annoncé le retrait à la Côte d'Ivoire, de l'organisation en 2021 de la coupe d'Afrique des nations (CAN), au profit du Cameroun à qui l'instance avait aussi retiré celle de 2019. A cette décision, la Côte d'Ivoire a réagit par le biais de son ministre des sports en fustigeant

un « manque de courtoisie, de sérénité et d'objectivité », dans la démarche.

Ahmad Ahmad, le président de la CAF a annoncé lundi, un décalage dans les dates attribuées aux différents Etats pour l'organisation de la plus prestigieuse des compétitions du continent, la Coupe d'Afrique des nations. Ainsi, le Cameroun qui devrait l'organiser en 2019, s'est vu repoussé de deux ans, évinçant ainsi la Côte d'Ivoire qui devrait accueillir le tournoi en 2021. Abidjan se contentera donc de 2023 selon la CAF qui indique que et le Cameroun et la Côte d'Ivoire ne pouvaient pas tenir dans les délais à eux impartis. **« La Côte d'Ivoire n'est pas prête pour organiser la Can en 2021 »**, avait affirmé Ahmad Ahmad.

« Nous n'avons pas été formellement saisis en tant qu'État »

Environ 24 heures après, le ministre des sports ivoirien Claude Paulin Danho a vigoureusement réagi mardi 4 décembre, dans un entretien vidéo rapporté par Koaci, afin de mettre les choses au clair. **« Nous venons d'être informés de façon laconique par la presse que la Côte d'Ivoire pourrait être dessaisie. Il y a deux aspects que nous voulons soulever. D'abord nous n'avons pas été formellement saisis en tant qu'État et ensuite l'argument qui est avancé tenterait de jeter l'opprobre sur la Côte d'Ivoire, sur notre capacité à être prêts en 2021. Nous voulons attirer l'attention des responsables de la Caf sur cette démarche qui manque de courtoisie, de sérénité et d'objectivité »**, a indiqué le ministre.

Pour lui, dans le cadre de l'organisation de la Can 2021, la Côte d'Ivoire a attribué tous les marchés nécessaires à l'ensemble des entreprises pour construire à Korhogo, à San-Pédro, à Bouaké, à Yamoussoukro et à Abidjan les infrastructures sportives et les équipements d'hébergement et de restauration. **« Nous avons attribué tous les marchés nécessaires à l'ensemble des entreprises pour construire à Korhogo, à San-Pédro, à Bouaké, à Yamoussoukro et à Abidjan les infrastructures sportives et les équipements d'hébergement et de restauration et nous continuons dans le cadre du programme de développement de la Côte d'Ivoire à déployer l'ensemble des infrastructures nécessaires, notamment la voirie. En ce qui nous concerne, nous continuons selon les recommandations et le cahier des charges en notre possession »**, a-t-il ajouté.

La Caf doit tenir compte des engagements qu'elle prend avec des États

« Nous avons déjà organisé de grands événements en Côte d'Ivoire notamment le sommet des chefs d'État, les jeux de la francophonie avec plus de 3500 athlètes, donc nous sommes habitués à organiser des grands événements et nous n'apprécions pas qu'on puisse jeter l'opprobre sur la capacité technique et financière de la Côte d'Ivoire à mobiliser des ressources. La Caf doit tenir compte des engagements qu'elle prend avec des États parce que nous avons des obligations de planification de développement et en ce qui concerne la Côte d'Ivoire, nous avons mobilisé 300 millions d'euros (200 milliards de Francs Fcfa). Les entreprises ont été désignées, les banques ont mis en place des lignes de financement et le travail a commencé. Et nous ne souhaitons pas qu'on jette le trouble dans la tête des opérateurs économiques et surtout qu'on jette l'opprobre sur la Côte d'Ivoire. Quand nous serons saisis officiellement par la Caf, en tant qu'État souverain, nous aviserons en tenant compte des contraintes techniques, financières et des effets induits par cette décision », a conclu le ministre.

Une intervention qui vient redistribuer les cartes dans cet embrouillamini de décisions et d'incompréhensions. Ahmad Ahmad doit donc revoir sa politique de décision à la tête de la CAF afin de ne pas s'attirer les critiques de la part de ses Etats membres.

CAN 2019 : A qui profite vraiment l'éviction du Cameroun ? (afrique.latribune.fr/)

- <https://afrique.latribune.fr/politique/2018-12-05/can-2019-a-qui-profite-vraiment-l-eviction-du-cameroun-799809.html>
- Le 5 décembre 2018



(Crédits : Reuters)

Au terme de sa réunion extraordinaire du 30 novembre 2018 à Accra au Ghana, la CAF a retiré l'organisation de la compétition au Cameroun. Au moment où l'instance dirigeante du football africain cherche un candidat de substitution, l'éviction du Cameroun est peut-être du pain béni pour certains acteurs. Et pas toujours du côté où on s'y attend le plus. Analyse.

En guise de consolation, le Cameroun se voit attribuer l'organisation de la CAN 2021. C'est la parade pour l'instance dirigée par Ahmad Ahmad, le président de la Confédération africaine de football (CAF) après l'éviction du Cameroun de l'organisation de la CAN 2019.

Et pourtant, au-delà des réactions de désarroi, de colère, parfois même de protestation, le retrait de l'organisation de la plus prestigieuse compétition sportive africaine pourrait avoir d'autres bénéficiaires qui transcendent les frontières du Cameroun. A qui profite cette éviction ?

Maroc : la CAN 2019, vitrine pour décrocher l'organisation d'une coupe du monde

Tous les yeux se tournent vers le Maroc. Même s'il doit faire **face à la concurrence farouche de l'Afrique du Sud**, dans une sorte de remake de la course à l'organisation de la Coupe du monde 2010, le royaume nord-africain est vite apparu comme un favori pour devenir le pays de substitution pour la CAN 2019.

Selon plusieurs analyses concordantes, le Maroc, dont on loue la capacité logistique et organisationnelle, pourrait se racheter du désistement de la CAN 2015 qu'il avait écartée de son territoire pour cause d'Ebola. En guise de « revanche », plusieurs fédérations africaines avaient décidé de voter contre la candidature du Maroc à l'organisation de la Coupe du monde 2026, lui préférant le trio Etats-Unis-Mexique-Canada.

Tout l'enjeu pour le Maroc de remporter l'appel d'offres qui sera lancé d'urgence dans les prochaines semaines est de faire d'une organisation réussie de la CAN, une vitrine de référence

pour sa candidature en trio avec le Portugal et l'Espagne pour devenir un des hôtes de la Coupe du monde 2030. Même si le projet pourrait se heurter à l'opposition de l'UEFA, le Maroc est résolu à devenir le pays de substitution du Cameroun.

Côte d'Ivoire, victime collatérale d'un chamboulement calendaire

Finalement, ce que l'on appelle la «leçon d'Accra», s'adresse à tous les candidats à l'organisation d'une CAN. Premier concerné, la Côte d'Ivoire se voit ainsi mis sous pression de répondre aux exigences d'un cahier des charges que la CAF veut respectueux des exigences notamment la livraison des infrastructures. Malgré les rumeurs sur les retards, le pays ouest-africain avait pu tenir correctement en juillet dernier les 8è Jeux de la francophonie en accélérant les travaux et les finir dans les délais.

«Nous nous sommes rendus compte que même la Côte d'Ivoire ne sera pas prête en 2021», affirme Ahmad Ahmad dans une interview à nos confrères d'*Afrique Media*. En jouant les équilibristes, le comité exécutif de la CAF a décidé de réattribuer l'édition 2021 au Cameroun en guise de consolation. La Côte d'Ivoire se trouve désormais dans une position de victime collatérale d'un chamboulement calendaire qui aurait des répercussions durables.

La Guinée accepterait-elle de perdre sa place pour la CAN 2023 au profit de la Côte d'Ivoire? Le Sénégal, candidat pour l'édition 2025, pourra-t-il encore patienter pendant qu'on discute qui de la Guinée ou de la Côte d'Ivoire prendra sa place ? Le casse-tête calendaire est loin d'être une équation simple pour la CAF.

La Guinée, plus de temps de préparation pour 2023

Avec l'édition 2023, la Guinée souhaite réapparaître dans les gradins du football africain, du côté organisateur. Depuis la Coupe d'Afrique des nations des moins de 17 ans 1999, le pays n'a organisé aucune compétition majeure du Continent. C'est dire que tout le symbole pour la Guinée d'accueillir la grand-messe du football continental.

Pour autant, selon nos informations, le pays n'a encore démarré la construction d'aucun des 6 stades exigés par la CAF, encore moins les routes et l'infrastructure hôtelière. *«Du point de vue des autorités, le déplacement de l'échéance pourrait être considéré comme une bouffée d'oxygène. Vu que depuis l'attribution de l'édition 2023 à notre pays le 20 septembre 2014, à date le premier coup de pioche n'a pas encore été donné, ce décalage pourrait se présenter comme une aubaine pour nos autorités»,* analyse une source bien informée.

Dès lors toute la question est de savoir si la Guinée pourra tenir l'échéance 2023. *«La Guinée a pris l'engagement de tenir les délais prescrits par le cahier de charge de la CAF pour l'édition 2023. Au mois de février et mars 2018, une mission de visite des six sites de compétition a été réalisée par le Comité d'organisation de la CAN 2023. C'est sur la base du rapport produit par cette mission que la conception des différents dossiers d'appel d'offres seront faits. Le président de la république et le gouvernement en font un point d'honneur »,* analyse pour *La Tribune Afrique*, le journaliste sportif Thierno Saïdou Diakité

« L'organisation de la fête biennale du football continental en Guinée représente un réel mérite pour le glorieux passé sportif du pays. Le cas camerounais est un avertissement sans frais pour la Guinée. Depuis donc le vendredi 30 novembre 2018, l'opinion publique s'agite et commence à mettre la pression sur le gouvernement; afin qu'un coup d'accélérateur soit donné aux préparatifs de la CAN 2023», relève encore notre expert.

Ahmad Ahmad, règlement de comptes en lucarne ?

Hasard de calendrier ou message exotérique ? A deux jours près, Issa Hayatou et Hicham El

Amrani, ex-président et SG de la CAF, ont été condamnés en Egypte à 16 milliards de Fcfa d'amende dans l'affaire de droits TV attribués au Groupe Lagardère. Beaucoup voient dans la concomitance de cette punition judiciaire avec le retrait de l'organisation de la CAN2019 au Cameroun, une manière pour Ahmad Ahmad de régler de vieux comptes avec Issa Hayatou. D'autres même vont jusqu'à accuser Gianni Infantino, le président de la FIFA d'être celui qui tire les ficelles d'une « expédition punitive » contre l'ex-président de la CAF. Ce n'est que l'écume des choses.

« Il est de notoriété publique que Issa Hayatou et Ahmad Ahmad ne passeront pas leurs vacances ensemble. Mais de là à en faire le motif du retrait... il y a un pas à ne pas franchir. Pour être objectif, si le Cameroun avait été prêt, en livrant les infrastructures (stades, hôtels, routes) à temps, je ne vois pas comment la CAF aurait retiré l'organisation au Cameroun. La CAF ne peut quand même pas se permettre d'organiser une compétition aussi prestigieuse dans le désordre » désamorce Hamed Paraiso, Rédacteur en chef et responsable Sports à Telesud. *«Même si le contexte post-électoral est assez calme, personne ne peut présumer de l'évolution de la situation politique et personne ne peut dire non plus si la crise anglophone n'allaient pas impacter le déroulement de la compétition».*

Cameroun, un sursaut d'orgueil national

Paradoxalement, le Cameroun pourrait être le premier bénéficiaire de la décision sans appel de la CAF. Le pays de Paul Biya dispose désormais de plus de temps pour finir les 7 stades, les 25 stades d'entraînement, les infrastructures hôtelières et routières pour être prêt pour la CAN 2021.

Entre le plan triennal pour accélérer la construction des infrastructures et l'emprunt obligataire de 107 milliards de Fcfa, le pays devrait canaliser les 1500 milliards de Fcfa d'investissements destinés à la CAN afin de finir les infrastructures. Sans compter les investisseurs privés qui se sont rués dans le domaine hôtelier. *«Si le Cameroun n'était pas prêt pour cette CAN 2019, rappelle encore Hamed Paraiso, il peut l'être pour les prochaines éditions. Mais, il faut que le Cameroun en fasse une question d'orgueil national »*

Le football africain, grand gagnant du retrait au Cameroun ?

Avec la leçon d'Accra, la CAF a voulu rappeler le sérieux qui doit accompagner la candidature à l'organisation de la compétition sportive reine sur le Continent. Grande bénéficiaire de ce retrait au Cameroun, l'instance faîtière du football continental sort renforcée dans son rôle de bienveillance. Même si sa part de responsabilité dans une décision prise sur le tard, n'est pas à écarter.

«C'est le système d'attribution de la compétition aux pays organisateurs qu'il faut revoir, plaide pour sa part Hamed Paraiso. Les conditions pour être candidat doivent être révisées, durcies. Par exemple, le pays candidat pour l'organisation doit avoir au moins 50% des infrastructures exigées opérationnelles pour l'attribution d'une phase finale de Coupe d'Afrique. Il faut sortir du système d'attribution actuel qui fait que bien souvent, les pays désignés démarrent de zéro la construction des infrastructures».

Finalement, le grand gagnant de la leçon d'Accra c'est peut-être le football africain. *«L'honneur est sauf ... C'est l'image du football africain qui sort renforcé de cette épreuve, conclut Hamed Paraiso. La CAN est la plus prestigieuse compétition de la CAF. Elle doit continuer à vivre et ne doit souffrir d'aucune critique que ce soit du Continent ou en dehors».*

Tentative de retrait de l'organisation de la Can 2021 à la Côte d'Ivoire: Les dessous d'une décision controversée (www.fratmat.info)

- <https://www.fratmat.info/index.php/sports/tentative-de-retrait-de-l-organisation-de-la-can-2021-a-la-cote-d-ivoire-les-dessous-d-une-decision-controversee>
- Le 8 décembre 2018



La Confédération africaine de football (Caf) retire l'organisation de la Can 2021 à la Côte d'Ivoire. C'est au cours d'une interview, sur une chaîne de télévision panafricaine, que les Ivoiriens ont appris la mauvaise nouvelle.

Ahmad était catégorique. « A l'heure où je vous parle, la Côte d'Ivoire n'a quasiment pas avancé. Il y a eu une première mission d'inspection sur place qui a confirmé la situation. Il y a des stades à construire ou à rénover, des terrains d'entraînement, au moins dix-huit, mais aujourd'hui, où en est-on vraiment ? Même chose pour l'hôtellerie. Le cahier des charges est formel : il faut un nombre de chambres suffisant pour accueillir les équipes, les officiels, les partenaires économiques, etc., dans des hôtels quatre ou cinq étoiles. Je ne veux pas que l'on reçoive les joueurs dans de mauvaises conditions, qu'il s'agisse des infrastructures sportives, hôtelières ou autres », a dit le président de la Caf dans les colonnes du magazine Jeune Afrique.

Une décision prise pour faire plaisir au Cameroun et à son Président, Paul Biya. « Pour faire les choses de manière plus humaine, décalons toutes les Can et donnons plus de chances et plus de temps au Cameroun pour qu'il réalise les infrastructures. (...) Nous avons pris cette décision de décaler le Cameroun en 2021 et la Côte d'Ivoire en 2023. La Côte d'Ivoire non plus ne sera pas prête pour la Coupe d'Afrique 2021, au vu de l'évolution des travaux », soutient Ahmad.

Déshabiller Pierre pour habiller Paul

Ce qui fâche dans cette affaire, c'est lorsqu'on voit la hargne avec laquelle le président Ahmad veut déshabiller la Côte d'Ivoire pour habiller le Cameroun, fautif. Qu'est-ce qui a bien pu se passer entre le Président Biya et le successeur d'Issa Hayatou lors de leur dernière rencontre, en octobre, au Cameroun, pour que ce dernier se plie en quatre pour lui faire plaisir ?

En effet, Ahmad ne s'en cache pas : « Quand j'ai rencontré Paul Biya à Yaoundé, début octobre, j'ai compris qu'il tenait à ce que la Can ait lieu au Cameroun », confiait-il. Parlant de sa rencontre avec le

Chef de l'Etat camerounais, au plus fort de la pression exercée sur son pays.

Dans tous les cas, cette décision suscite une énorme polémique puisque la Côte d'Ivoire a bien l'intention d'organiser la Can chez elle, en 2021 et l'on peut imaginer qu'il en sera de même pour la Guinée, censée accueillir la compétition en 2023.

Tous dans le brouillard

Le hic, c'est que Cameroun n'a pas encore indiqué s'il allait attaquer devant le Tribunal arbitral du sport (Tas) cette décision, mais pour prouver qu'il était bien en mesure d'organiser la Can en juin 2019, il entend terminer dans les temps, en février prochain, les stades prévus pour la Can.

Au cas où l'un des pays saisisait le tribunal arbitral du sport, ce serait catastrophique pour le sport africain. D'ailleurs Ahmad en est conscient. « Moi je pense que notre faute, nous la CAF, c'est d'avoir donné 2021 (au Cameroun). Cela va être une faute qui va être ciblée par le TAS parce qu'aucun règlement ne nous permet de vous attribuer cela », admet le dirigeant malgache.

Si le Cameroun accepte d'organiser la Can-2021, du coup, la Côte d'Ivoire deviendrait pays-hôte de l'édition 2023. Pendant ce temps, la Côte d'Ivoire n'a pas encore contacté ou approché officiellement par la Caf et la Guinée, censée organiser la Can 2023, son sort n'a même pas été mentionné par le président de la Caf.

Pour le ministre des Sports, Danho Paulin, cette décision est inimaginable. « D'abord, nous n'avons pas été formellement saisis en tant qu'État et, ensuite, l'argument qui est avancé tenterait de jeter l'opprobre sur la Côte d'Ivoire, sur notre capacité à être prêts en 2021. Nous voulons attirer l'attention des responsables de la Caf sur cette démarche qui manque de courtoisie, de sérénité et d'objectivité », a indiqué le ministre des Sports.

En effet, dans le cadre de l'organisation de cette 33e édition de la Can 2021, la Côte d'Ivoire a attribué tous les marchés nécessaires pour construire, à Korhogo, San Pedro, Bouaké, Yamoussoukro et Abidjan, les infrastructures sportives et les équipements d'hébergement et de restauration. « Nous avons attribué tous les marchés nécessaires et nous continuons, dans le cadre du programme de développement de la Côte d'Ivoire, à déployer l'ensemble des infrastructures nécessaires, notamment la voirie », a-t-il ajouté.

Le mépris vis-à-vis de la Côte d'Ivoire

Pour Danho Paulin, la Côte d'Ivoire est habituée à organiser de grands événements. Il en veut pour preuve les huitièmes Jeux de la Francophonie qui ont réuni plus de 3000 athlètes et encadreur et autres visiteurs, en 2017. Dans la foulée, le pays a accueilli le sommet Ue-Ua.

C'était 83 Chefs d'État et de gouvernement et quelque 5000 participants des 55 pays d'Afrique et de 28 pays d'Europe. Même si ce n'est pas pareil avec la Coupe d'Afrique des nations, cela démontre la capacité d'accueil et aussi les capacités en matière de sécurité, sans oublier le volet communication qu'un tel événement impose. « Par conséquent, on ne peut pas se lever comme ça et dire que la Côte d'Ivoire ne sera pas prête. Nous n'apprécions pas qu'on puisse jeter l'opprobre sur la capacité technique et financière du pays à mobiliser des ressources. La Caf doit tenir compte des engagements qu'elle prend avec les États parce que nous avons des obligations de planification et de développement. Et en ce qui concerne la Côte d'Ivoire, nous avons mobilisé 200 milliards de FCfa. Les entreprises ont été désignées, les banques ont mis en place des lignes de financement et le travail a commencé. Il faut éviter de jeter le trouble dans la tête des opérateurs économiques », a dénoncé le ministre Danho Paulin qui réserve une suite à cette décision unilatérale, au cas où la Côte d'Ivoire

serait

saisie

officiellement.

Mais Ahmad, face à cette réaction a réagi en ces termes, dans les colonnes de Jeune Afrique: « Le ministre ivoirien des Sports aurait peut-être dû expliquer où en est vraiment le pays dans l'avancée des travaux, avec des preuves et des arguments, avant de communiquer sur la volonté de la Caf de changer le calendrier ». Une arrogance déconcertante dont il fait preuve également lorsqu'il s'agit de la Fédération ivoirienne de football (Fif) qui, surprise, par la décision de la faitière continentale, s'était empressée de lui adresser un courrier de protestation.

Mais Ahmad n'a accordé aucune importance au courrier signé du président Sidy Diallo. « Ils feront ce qu'ils veulent. Nous assumerons. Mais de mon côté, je suis en contact avec le Président Ouattara. L'organisation d'une Can, c'est avant tout l'affaire de l'État. À Accra, j'avais invité des présidents de fédérations africaines à l'occasion de la Can féminine. Augustin Sidy Diallo, celui de la Fif, était là. Il s'est juste contenté de me saluer au petit déjeuner. J'aurais aimé qu'il vienne me parler du football en Côte d'Ivoire, de la Can ... », a indiqué le Malgache. M. Ahmad mandaté par les fédérations parle maintenant aux Chefs d'Etat et non aux « petits » présidents de fédération.

Pendant ce temps, le doute s'installe dans l'esprit des opérateurs économiques et des entreprises engagées sur les différents chantiers qui vont sûrement tourner au ralenti.

PAUL BAGNINI

LA CAN 2021 AU CAMEROUN ET LA CAN 2023 EN CÔTE D'IVOIRE ? AHMAD S'EXPLIQUE (<http://www.football365.fr/>)

- <http://www.football365.fr/can-2021-cameroun-can-2023-cote-divoire-ahmad-sexplique-8713066.html>
- Le 10 décembre 2018

Ahmad, le président de la CAF, s'explique au sujet des CAN 2021 et 2023, que l'instance panafricaine souhaite confier au Cameroun et à la Côte d'Ivoire grâce à un glissement du calendrier.



Faire « glisser » de deux ans les deux prochaines CAN, prévues initialement en 2019 au Cameroun et en 2021 en Côte d'Ivoire, tel est aujourd'hui le plan de la CAF. Interrogé par RFI, le

président **Ahmad confirme**. « Je suis sûr qu'on va y arriver. Je suis persuadé du fait que les grands responsables ivoiriens vont écouter leurs compatriotes qui gèrent la préparation de la CAN. Ils vont se rendre compte que c'est la CAF qui avait raison », explique le dirigeant malgache, qui plaide le **pragmatisme plutôt que l'application stricte des textes**, comme l'auraient souhaité les Comores. « On ne peut pas appliquer bêtement les règlements, même pour le cas du Cameroun. Faire ce glissement d'une édition sur l'autre est une faute de la CAF. C'est une entorse aux règlements. Mais nous ne pouvons pas faire autrement. On est dans une phase très compliquée. Si je me rappelle bien, l'article 92 du règlement de la CAN, dans un cas de retrait comme celui-ci [celui du Cameroun, Ndlr], il y a une amende et une suspension pour deux éditions », poursuit Ahmad, qui **se veut constructif**. « Le comité exécutif a fait le règlement. Et s'il décide de changer ce règlement, c'est son droit. Comment pourrait-on laisser tomber le Cameroun et le sanctionner par rapport aux investissements qui ont été consentis ? En tant que responsables, nous ne pouvons pas faire ça. »

DES RESPONSABLES « INSUFFISANTS » ? LA CÔTE D'IVOIRE TACLÉE À LA GORGE

Sans parler de la Guinée, **Ahmad assure que le Cameroun est d'accord** pour bénéficier de ces deux années de rab (et l'absence de recours judiciaire tend à le prouver), mais quid de la Côte d'Ivoire ? La Fédération ivoirienne de football (FIF) et le ministre des Sports ont déclaré n'être au courant d'aucune discussion sur un glissement. La réponse d'Ahmad fuse, cinglante. « **Tout ça m'étonne un peu...** Ne pas remercier la Confédération africaine de football (CAF) d'avoir donné du temps. Surtout venant de la part des techniciens. Si ça avait été le chef de l'Etat, j'aurais pu facilement comprendre. Car, dans la politique, on n'est pas forcé de connaître et comprendre les arcanes de l'organisation d'une grande compétition. Ça démontre peut-être l'insuffisance des responsables qui, au lieu de convaincre leurs chefs que cette décision est une bonne chose, font de la politique politicienne pour créer des polémiques », lâche le boss de la CAF, qui **se veut réaliste**. « Comment voulez-vous construire cinq stades en deux ans ? Il y a certaines villes censées abriter la CAN où il n'y a rien, pas d'hôtels notamment. Ces gens font croire à leurs chefs qu'un village comme celui qui a accueilli les athlètes des Jeux de la Francophonie peut être utilisé avec la CAF. Non, car le football, c'est autre chose. » La réponse ivoirienne est attendue avec curiosité.

CAN 2019-2021-2023 : Cameroun, CIV, Guinée... Ahmad fait le point complet (<http://www.afrik-foot.com>)

- <http://www.afrik-foot.com/can-2019-2021-2023-cameroun-civ-guinee-ahmad-fait-le-point-complet>
- Le 10 décembre 2018



Présent ce lundi devant la presse, le président de la Confédération africaine de football (CAF),

Ahmad, a confirmé que le Cameroun va récupérer l'organisation de la CAN 2021 à la place de la Côte d'Ivoire qu'il n'a pas ménagé dans ses propos... Pour la Guinée, qui devait initialement accueillir la CAN 2023, il va en revanche falloir patienter...

Elle était très attendue et la prise de parole du président de la Confédération africaine de football (CAF), Ahmad, est enfin intervenue ce lundi. Dans un entretien accordé à l'AFP et à RFI, le Malgache a fait le point complet sur les répercussions que le retrait de l'organisation de la CAN 2019 au Cameroun va engendrer sur les prochaines éditions, à commencer par celle de 2021.

Attribuée à la Côte d'Ivoire dès 2014, cette CAN aura bien lieu au Cameroun comme pressenti ces derniers jours. *"Oui, ils sont d'accord, actuellement"*, a confirmé le dirigeant en parlant des autorités camerounaises. *"En 2021 ils seront prêts : on organise la CAN au Cameroun. Et en 2023 on organise en Côte d'Ivoire. C'était la décision prise par le comité exécutif."* Derrière ce discours optimiste, il ne sera pas aisé de convaincre les Ivoiriens de céder leur CAN ni de répondre à d'éventuelles poursuites judiciaires, mais Ahmad se veut très confiant.

Ahmad reprend de volée les Ivoiriens

"Je suis sûr qu'on va y arriver. Je suis persuadé du fait que les grands responsables ivoiriens vont écouter leurs compatriotes qui gèrent la préparation de la CAN. Ils vont se rendre compte que c'est la CAF qui avait raison", a d'abord glissé le patron du foot africain avant de hausser le ton. *"Comment voulez-vous construire cinq stades en deux ans ? Il y a certaines villes censées abriter la CAN où il n'y a rien, pas d'hôtels notamment. Ces gens font croire à leurs chefs qu'un village comme celui qui a accueilli les athlètes des Jeux de la Francophonie peut être utilisé avec la CAF. Non, car le football, c'est autre chose"*, a taclé Ahmad avant de s'en prendre à la Fédération ivoirienne de football (FIF) et au ministre des Sports qui avaient assuré ne pas avoir été consultés au sujet d'un report de deux ans de la CAN prévue au pays.

La Guinée en salle d'attente

"Tout ça m'étonne un peu... Ne pas remercier la CAF d'avoir donné du temps. Surtout venant de la part des techniciens. Si ça avait été le chef de l'Etat, j'aurais pu facilement comprendre. Car, dans la politique, on n'est pas forcé de connaître et comprendre les arcanes de l'organisation d'une grande compétition. Ça démontre peut-être l'insuffisance des responsables qui, au lieu de convaincre leurs chefs que cette décision est une bonne chose, font de la politique politicienne pour créer des polémiques", a asséné le dirigeant.

Ahmad a ensuite refusé de rentrer dans les détails concernant la Guinée, qui va vraisemblablement elle aussi devoir patienter deux ans de plus, jusqu'en 2025, pour accueillir la CAN qu'elle était censée organiser en 2023 : *"Je ne veux même pas parler du cas guinéen, pour le moment... Laissez-moi tout d'abord gérer les deux autres. Après, on verra. D'abord, il faut faire glisser les deux autres CAN"*. Autant dire que l'organisation de ces différentes CAN va encore faire couler beaucoup d'encre...

Paru aussi dans : www.lequotidien.sn, www.senegaldirect.net

- <https://www.lequotidien.sn/caf-cameroun-cote-divoire-guinee-ahmad-fait-le-point-complet/>
- <https://www.senegaldirect.net/can-2019-2021-2023-cameroun-civ-guinee-ahmad-fait-le-point-complet/>

CAN 2021 : Le Président Alassane Ouattara y tient (<http://sport-ivoire.ci>)

- <http://sport-ivoire.ci/football-can/can-2021%C2%A0le-pr%C3%A9sident-alassane-ouattara-y-tient>
- Le 11 décembre 2018



La CAN 2019 retirée au Cameroun semble créer un effet boule de neige. Mais que dans l'esprit de ceux qui le veulent bien. Si la CAF espère une attribution de la suivante au Cameroun, la Côte d'Ivoire demeure attachée à l'idée d'abriter la 33^è édition de la Coupe d'Afrique des Nations. SEM Alassane Ouattara en premier.

Lorsque le 19 octobre 2018, le Premier Ministre ivoirien, Amadou Gon Coulibaly, lançait à Yamoussoukro les travaux de construction des stades pour la CAN 2021, la Côte d'Ivoire était loin de se douter de l'attitude illogique et irrégulière de la CAF, dont l'ambition, après le Cameroun, se révèle être une volonté de dessaisir la terre d'ivoires de l'organisation de la CAN. Une compétition à laquelle le premier responsable de la Côte d'Ivoire tient. Contrairement à des indications du président de la CAF et de son 2^è vice-président passé responsable de la communication du comité exécutif.

Selon une source proche du dossier, la CAF, à la date du 6 décembre dernier, a adressé une correspondance loin des exigences élémentaires au Président Alassane Ouattara, avec l'intention de déposséder la Côte d'Ivoire de l'organisation de la CAN 2021. Offusqué, le Président de la République de Côte d'Ivoire aurait signifié au Ministre des Sports, Danho Paulin, de prendre toutes les dispositions pour faire comprendre à la CAF la détermination de la Côte d'Ivoire à honorer tous ses engagements dans les délais prévus dans le cahier des charges.

C'est dans cette dynamique qu'après consultation, le Ministre ivoirien des sports a demandé au président de la Fédération Ivoirienne de Football, Augustin Sidy Diallo, d'adresser un courrier à la CAF dans ce sens. Mais en cas de persistance, le Gouvernement ivoirien n'est pas loin de prendre ses responsabilités face au ballet médiatique extraordinaire Du sommet de la CAF. Mais en clair, il n'est point question, en tout cas pas pour l'heure, d'un quelconque retrait de la Côte d'Ivoire. Car entre la Côte d'Ivoire et la CAF, l'on en est à l'étape des échanges, de la consultation et des propositions. Mais ce qui est certain au Palais Présidentiel d'Abidjan, Alassane Ouattara ne compte pas lâcher la

CAN 2021.

État d'avancement des travaux

Plus que des éclats de voix et les frustrations face à la posture étonnante de la CAF, la réalité du terrain reste le seul argument pour confondre les mauvaises langues. Et sur ce plan, les équipes concernées ne lèvent pas le pied. Avides en parole, le COCAN 2021 travaille. Et selon nos sources, la commission infrastructures, gérée par Mme Mariam Yoda, travaille. Les prestataires gardent pour objectif de livrer œuvres au plus tard 6 mois avant le début de la compétition. A Ebimpé, le plus grand stade de Côte d'Ivoire, est à plus 60 % de réalisation. Le chef d'œuvre en réalisation sous les pioches du concessionnaire chinois sera prêt et testé en juin 2020 au plus tard. A Yamoussoukro le consortium français attributaire du stade de Yamoussoukro est à pied d'œuvre. Une autre entreprise chinoise, prestataire pour la cuvette de San Pedro, n'a pas arrêté les travaux pour ne pas accuser de retard. Le stade de Korhogo aussi n'est pas en reste. Quant aux stades de Bouaké et d'Abidjan, utilisés pour l'instant pour les rencontres du championnat, bénéficieront d'une réhabilitation dans un délai de 6 mois. Quant aux infrastructures non-sportives, une équipe parallèle y travaille afin de ne pas connaître les mêmes travers que le Cameroun, sous l'impulsion du Premier Ministre ivoirien qui en a fait une priorité.

La Côte d'Ivoire avec son expérience récente des 8^{es} Jeux de la Francophonie, ne saurait accepter cette tentative de spoliation de l'organisation de "sa" CAN 2021. Une main basse qui serait prise comme une offense personnelle au chef de l'Etat personnellement impliqué. Aussi des mesures de renforcement de capacités sont prévues pour achever à temps les chantiers, pour faire déchanter les pessimistes. Pour l'heure, loin de la polémique, le Président de la République de Côte d'Ivoire et ses équipes s'organisent pour s'accorder avec la CAF, avec pour intention de rassurer l'Afrique et le monde sur l'engagement total de la Côte d'Ivoire à ne pas laisser filer la CAN 2021.

CAN 2019 : le pays organisateur sera connu le 9 janvier 2019 (Ahmad) (www.digitalcongo.net)

- <https://www.digitalcongo.net/article/5c0fb444eab9d9000487a645/>
- Le 11 décembre 2018



Au micro de RFI, le Malgache Ahmad est par ailleurs revenu sur le souhait de la CAF d'organiser la CAN 2021 au Cameroun et celle de 2023 en Côte d'Ivoire.

RFI : Président Ahmad, les Camerounais étaient mécontents et ont semblé surpris lorsque vous avez annoncé qu'ils n'organiserait pas la CAN 2019. Il semblerait depuis deux ou trois jours que le Cameroun, par la voix de Paul Biya lui-même, ait toutefois accepté d'abriter la CAN 2021. **Confirmez-vous en avoir parlé avec le chef de l'Etat et qu'il soit enclin à aller vers 2021 ?**

Ahmad : Il y a eu une préparation de cette prise de décision. [...] Je sais que ma présence au Cameroun, avant les élections présidentielles, a intrigué beaucoup de personnes. Mais il faut faire comprendre aux gens qu'il y a une distinction à faire entre la personne, Ahmad, et le président de la CAF. Je dois diriger une institution sans tenir compte de ma personnalité. Je représente 54 pays africains et pas seulement Madagascar. Tout ça m'oblige évidemment à prendre beaucoup plus de précautions.

Les Camerounais sont donc d'accord pour organiser la CAN 2021 ?

Oui, ils sont d'accord, actuellement.

Les Ivoiriens sont-ils d'accord pour organiser la CAN 2023 plutôt que celle de 2021 ? Il y a eu de la cacophonie à ce sujet. La Fédération ivoirienne de football (FIF) et le ministre des Sports ont déclaré n'être au courant d'aucune discussion concernant un glissement. **Confirmez-vous le fait que les autorités ivoiriennes étaient bien au courant ?**

Tout ça m'étonne un peu... Ne pas remercier la Confédération africaine de football (CAF) d'avoir donné du temps. Surtout venant de la part des techniciens. Si ça avait été le chef de l'Etat, j'aurais pu facilement comprendre. Car, en politique, on n'est pas forcé de connaître et de comprendre les arcanes de l'organisation d'une grande compétition.

Ça démontre peut-être l'insuffisance des responsables qui, au lieu de convaincre leurs chefs que cette décision [accueillir la CAN deux ans plus tard, Ndlr] est une bonne chose, font de la politique politicienne afin de créer des polémiques.

Comment voulez-vous construire cinq stades [en Côte d'Ivoire pour la CAN 2021, Ndlr] **en deux ans** ? Il y a certaines villes censées abriter la CAN où il n'y a rien, pas d'hôtels notamment. Ces gens font croire à leurs chefs qu'un village comme celui qui a accueilli les athlètes des Jeux de la Francophonie peut être utilisé avec la CAF. Non, car le football, c'est autre chose. [...]

Concernant la Guinée, qui avait été désignée pays-hôte de la CAN 2023, on ne sait plus trop où on en est. **Va-t-on vers une CAN 2025 en Guinée ?**

[Il coupe] Je ne veux même pas parler du cas guinéen, pour le moment... Laissez-moi tout d'abord gérer les deux autres. Après, on verra. D'abord, il faut faire glisser les deux autres CAN. Je suis sûr qu'on va y arriver. Je suis persuadé du fait que les grands responsables ivoiriens vont écouter leurs compatriotes qui gèrent la préparation de la CAN. Ils vont se rendre compte que c'est la CAF qui avait

raison.

On ne peut pas appliquer bêtement les règlements, même pour le cas du Cameroun. Faire ce glissement d'une édition à l'autre est une faute de la CAF. C'est une entorse aux règlements. Mais nous ne pouvons pas faire autrement. On est dans une phase très compliquée. Si je me rappelle bien, l'article 92 du règlement de la CAN, prévoit dans un cas de retrait comme celui-ci [celui du Cameroun, Ndlr] une amende et une suspension pour deux éditions.

Vous allez donc contourner le règlement en ce qui concerne le Cameroun ?

Oui. Il faut être constructif. Le Comité exécutif a fait le règlement. Et s'il décide de changer ce règlement, c'est son droit. Comment pourrait-on laisser tomber le Cameroun et le sanctionner par rapport aux investissements qui ont été consentis ? En tant que responsables, nous ne pouvons pas faire ça. [...] On se rend bien compte que ce n'est pas évident pour un pays africain d'investir dans la construction de telles installations. Donc, on ne peut pas « assassiner » la jeunesse camerounaise, la jeunesse africaine. Car, ce sont eux qui vont bénéficier des avantages.

Le Congo-Brazzaville est-il vraiment candidat à l'organisation de la CAN 2019 ? Le ministre des Sports congolais l'a démenti.

Je ne veux pas aller vers ces polémiques-là. Je laisse à la presse les investigations. La CAF a reçu des lettres, dont une de la part du Congo. Ils doivent se poser des questions entre eux : **qui a envoyé cette lettre ? Qui a donné l'ordre de le faire ?** [...]

Je préfère évoquer le processus de désignation du pays-hôte de la CAN 2019. [...] On a ouvert les candidatures du 5 au 14 décembre. Après ces manifestations de candidature, le cabinet d'audit Roland Berger va compléter l'étude de ces candidatures par des questionnaires ou par des visites de terrain. [...]

Je sais, à travers mon bureau, qu'il y a eu des manifestations d'intérêt. **Mais est-ce que ces pays vont aller jusqu'à envoyer des candidatures ?** Sur ce point, on attend. [...]

J'avais dit que le 25 décembre, on aurait la short-liste avec les évaluations et le classement des pays retenus. Au début, on s'était dit qu'on allait consulter les membres du Comité exécutif, le 26-27 décembre. Mais j'ai consulté quelques membres, puis je suis revenu vers le cabinet Roland Berger pour leur dire qu'ils avaient plus de temps. Car nous avons décidé de nous réunir en session extraordinaire le 9 janvier [...] à Dakar, au lendemain des Trophées de la CAF. On va se réunir ce matin-là. Roland Berger va nous exposer son dossier. A nous, alors, de voter ou de choisir le pays organisateur de la CAN 2019, ce jour-là.

rfi.fr

Culture : « Regard sur les paroles de Mambé », un ouvrage qui traduit les pensées fortes et percutantes de réalisme de Beugré Mambé (news.abidjan.net)

- <https://news.abidjan.net/h/649729.html>
- Le 16 décembre 2018



© Abidjan.net par Job

Culture : « Regard sur les paroles de Mambé », un ouvrage qui traduit les pensées fortes et percutantes de réalisme de Beugré Mambé

La cérémonie de dédicace du livre, « Regard sur les paroles de Mambé », de l'auteur Michel Coffi Benoît, paru aux éditions Saint Sauveur, Abidjan 2018, 122 pages, a eu lieu dans la matinée de ce vendredi 14 décembre, à la salle Félix Houphouët-Boigny du District Autonome d'Abidjan, sous la présidence du Roi Tanoé Amon, Président de la chambre nationale des rois et chefs traditionnels de Côte d'Ivoire..



► Voir tout l'album photo

La cérémonie de dédicace du livre, « Regard sur les paroles de Mambé », de l'auteur Michel Coffi Benoît, paru aux éditions Saint Sauveur, Abidjan 2018, 122 pages, a eu lieu dans la matinée de ce vendredi 14 décembre, à la salle Félix Houphouët-Boigny du District Autonome d'Abidjan, sous la présidence du Roi Tanoé Amon, Président de la chambre nationale des rois et chefs traditionnels de Côte d'Ivoire.

L'idée d'écrire un livre sur Robert Beugré Mambé, a commencé à prendre forme, suite à un constat qu'a fait l'auteur : la jeunesse ivoirienne, notre jeunesse, manque de modèles. C'est, selon lui, un truisme de le dire, à en juger par les dérapages et les comportements antisociaux des « enfants microbes (enfants en conflit avec la loi) » et autres délinquants qui troublent le sommeil des paisibles populations ivoiriennes.

Comment peut-on donc imaginer qu'une société composée d'adultes pieux, vertueux et travailleurs,

puisse générer des « enfants microbes », délinquants, violents et paresseux. Dès lors, on peut aisément comprendre pourquoi les hommes ou les femmes de grande valeur méritent d'être identifiés et montrés à la jeunesse, comme modèles sociaux à reproduire et à imiter. « Robert Beugré Mambé est de ceux-là », a déclaré l'auteur Michel Coffi, comme source de motivation à faire cette production littéraire sur la vie du Ministre-Gouverneur du District autonome d'Abidjan.

La rencontre entre l'auteur et le personnage est vieille d'environ 16 ans et cette histoire révèle plusieurs événements au cours desquels le personnage se distinguant par des valeurs a attiré l'attention et obtenu le respect de l'élite ivoirienne.

C'était au sortir du 11ème congrès du PDCI-RDA, en 2002 ; Quelques années plus tard, c'est à la Commission électorale indépendante (CEI) ; Après la CEI, Mambé arrive à la tête du District autonome d'Abidjan en tant que Gouverneur, et sa nomination au Gouvernement en tant que ministre chargé des 8ème Jeux de la Francophonie.

« Les pensées fortes exprimées par Mambé dans ses allocutions, durant l'exercice de ces deux dernières missions, constituent la trame de l'ouvrage que j'ai décidé d'écrire, et que j'ai intitulé : « Regard sur les paroles de Mambé », a expliqué l'auteur Michel Coffi.

Les pensées qui en constituent la matière, sont celles de Robert Beugré Mambé, fortes, percutantes de réalisme, de clarté sémantique et de valeur didactique. L'auteur en a cité quelques-unes par exemple : « La politique est le sommet de la compassion ; l'Afrique doit accepter de ne plus faire comme les autres, elle doit faire avec les autres ; Dieu, souvent, utilise des courbes pour tracer une ligne droite ; Gloire , à tous ceux et à toutes celles qui comprendront que la plus belle des religions, est de voir en autrui un autre soi-même ; L'avenir d'un homme, d'une région, d'une institution, d'une nation se trouve au barycentre d'une figure géométrique dont Dieu seul détient la configuration et la géométrie », Fin de citation.

Au terme de cette cérémonie de présentation d'un ouvrage sur sa personnalité, le ministre-Gouverneur Beugré Mambé, face aux autorités gouvernementales, administratives et coutumières et religieuses, bien qu'ayant adopté une démarche empreinte d'humilité, n'a pas pu cacher l'émotion qui l'a animée. Selon lui, notre modèle, c'est la vérité de Dieu qui se cache en cache en chacun des hommes. « Et moi-même, je cherche le modèle en moi pour que je sois un modèle pour moi-même », dixit Beugré Mambé.

Cameroun : La guerre des clans s'intensifie au sein du régime de Yaoundé **(<http://koaci.com>)**

- <http://koaci.com/cameroun-guerre-clans-sintensifie-sein-regime-yaounde-126132.html>
- Le 17 décembre 2018



Lundi 17 décembre 2018- Au Cameroun, tout est visiblement bloqué plus d'un mois après la prestation de serment du président Biya le 6 novembre 2018. L'opinion est focalisée sur le prochain gouvernement.

En attendant, les ministres se livrent des batailles sans merci par journaux interposés sur fond de règlement de comptes après le retrait de la CAN 2019.

Le président Biya est courroucé après le retrait de l'organisation de la CAN 2019 Search CAN 2019 à son pays. Selon nos informations le gouvernement devait être publié le 30 novembre dernier.

« Quelques minutes avant, le président a stoppé net la lecture du décret nommant un nouveau gouvernement », confie un informateur à la radio télévision nationale qui a souhaité fortement garder l'anonymat.

« Le décret devait être lu en début de soirée, le texte a été interdit de lecture le 30 novembre alors que le Comité exécutif de la Confédération africaine de football (CAF) était réuni à Accra au Ghana et qu'il semblait déjà certain que la CAN devait être retirée au Cameroun », confie notre source.

Sanctions

Le président Biya tenait à sa CAN. Il s'était montré sûr. Le Cameroun disait-il sera prêt pour le rendez-vous, « le Cameroun sera prêt le jour dit, j'en prends l'engagement », avait déclaré le président camerounais en août 2017 à propos de la CAN 2019 Search CAN 2019 lors d'une réception offerte au palais de l'Unité aux athlètes ayant participé aux divers jeux de la Francophonie qui s'étaient tenus un mois avant à Abidjan en Côte d'Ivoire.

Plusieurs membres du gouvernement et responsables de la présidence sont soupçonnés de détournement dans le cadre de la CAN 2019. Un vaste scandale financier avec des implications à plusieurs niveaux de l'Etat.

Des hauts responsables sont également sous le coup d'enquêtes dans le cadre de leur gestion. Certains ont même des dossiers au tribunal criminel spécial (Tcs). Des medias indiquent que les ministres ont été interdits de sortie du territoire.

Pour l'heure, Biya garde le silence. Il faut dire que plusieurs proches politiques de Paul Biya Search Paul Biya qui entame son septième mandat à la tête du Cameroun sont emprisonnés pour des faits de détournements de fonds publics dans le cadre de « l'Epervier » (opération d'assainissement des mœurs dans la gestion de la chose publique).

Parmi ceux-ci, un ancien Premier ministre, deux ex-secrétaires généraux de la présidence de la République et plusieurs ministres.

Armand Ougock, Yaoundé

Paru aussi dans : abidjantv.net

- <http://abidjantv.net/afrique-3/yaounde-le-feu-sactive-davantage/>

CHARLY TCHATCH, L'ÉLU DES GRANDS PODIUMS (lifemag-ci.com)

- <https://lifemag-ci.com/charly-tchatch-lelu-des-grands-podiums/>
- Le 27 décembre 2018



Passionné de Communication, Hans Charly Mogni, dit Charly Tchatch, est originaire de Port-Gentil au Gabon. Il est compté parmi les meilleurs maîtres de cérémonies d'Afrique. Ce qui lui vaut d'animer les Jeux de la Francophonie à Abidjan et la Coupe d'Afrique des Nations CAN 2017 à Libreville. Son audace et son humour sur le podium lui confère une allure unique qui font de lui le maître de la tchatche. C'est au cours de son cursus scolaire, qu'il nourrit fermement la volonté de faire de sa passion un métier. Et pour y arriver, il travaille dur sans se laisser abattre dans les périodes de vache maigre... (Il raconte son histoire)

...J'AI DORMI DANS UN BUREAU PENDANT 1 AN 3 MOIS

C'était le bureau de l'association des étudiants.

Après la fermeture de la cité universitaire j'ai été hébergé par une amie. Après un mois, ne me sentant plus à l'aise, je décide de partir et d'aller dormir dans ce bureau juste pour une nuit. Finalement, j'y suis resté plus de 455 jours. L'avantage, c'est que ce bureau disposait d'une douche, alors je pouvais faire tranquillement ma toilette et j'utilisais des T-shirts donnés à l'association pour m'essuyer. Quand les autres membres de l'association arrivaient et me voyaient assis tranquillement, ils pensaient que c'est parce que je venais le premier et me félicitaient toujours pour ma ponctualité, alors qu'en réalité...

A l'exception du président, d'un ami et du gardien, personne n'avait connaissance de ma condition. A un moment, je me suis interrogé sur ce que je traversais en me demandant ce que je pouvais faire

pour sortir de cette situation. Je sais que j'ai un don, la voix parlée et la voix chantée. Je décide donc d'utiliser ma voix pour travailler.



Ses plus grands défis lui permettent d'atteindre ses objectifs.

L'une des fois où j'ai eu le plus gros trac de ma vie, c'est lors de la Coupe d'Afrique des Nations organisée au Gabon en 2017. Tout était cool. Mais avant que je ne monte sur scène, l'un des organisateurs me demande : « Est-ce que tu as déjà animé ce genre de grand événement ? » Je lui réponds "Non". Ensuite, il me demande si j'ai conscience que c'est le 3ème événement sportif le plus suivi au monde. Et là, le degré du trac monte à son summum. Mais intérieurement, je me suis lancé le défi de réussir à animer avec brio cet événement pour me prouver à moi-même que je suis capable de me surpasser. C'est ce que j'ai fait. Je m'exerce tout le temps devant un miroir. Je me souviens, avant l'obtention du Bac, j'aimais m'asseoir tout en haut de l'immeuble de ma tante. J'y rencontrais un jeune homme pas très normal avec qui je papotais. On simulait toujours mon arrivée des États-Unis. Il m'annonçait et je commençais à parler en disant : "Mesdames et messieurs, je suis très heureux de revenir dans mon pays..." (Avec l'accent américain (Rire). C'était une manière pour moi de m'exercer et me préparer. Car je savais qu'un jour je serai en face des foules.

Mon plus grand rêve...

C'est d'animer la cérémonie des Oscars aux États-Unis. Mais comment je fais ? La première chose, c'est de commencer par apprendre à parler anglais, par la suite me cultiver sur le réel contenu de cet événement. Je sais que je vais y arriver. Oui, j'aime rêver, mais je me donne les armes pour réaliser mes rêves. Dieu n'aime pas les gens qui disent être bénis par Lui, IL préfère ceux qui démontrent qu'ils sont bénis par Lui. Je rêve, en plus d'être maître de cérémonie des plus grands événements, devenir animateur télé, ou même posséder mon entreprise de communication; devenir milliardaire ! Ce n'est pas du jour au lendemain que tout va se construire. Il faut de la patience, de la passion et du

travail pour que j'arrive un jour à être comme Yves Zogbo Junior, Claudy Siar, etc.

Ma passion pour la communication

J'ai été influencé par Thierry M'bina, un grand animateur radio du Gabon. C'est lui qui a fait naître en moi la flamme pour la communication. J'ai eu l'occasion de le rencontrer lors d'une activité dans mon lycée quand j'étais en 4ème et je lui ai avoué que je rêve de travailler avec lui. Il m'a répondu qu'après le Bac, il faut que j'entre en contact avec lui pour concrétiser cela. Quelques années après, je le rencontre par hasard à sa chaîne de télé. J'y étais pour présenter une artiste avec qui je travaillais. En pleine émission, pendant que je présente mon artiste, Thierry m'arrête et demande aux spectateurs d'applaudir pour moi, car « ce jeune homme donne envie quand il parle », disait-il. A la fin, il m'a demandé de travailler avec lui. C'est comme cela que j'ai fait mon entrée dans le milieu de la télé.



RAPPORT – CAMPUS AWF 2018 (africawebfestival.com)

- <http://africawebfestival.com/archives/3133>
- Le 28 décembre 2018

organisé en partenariat avec CFI

- **LE LIEU**
- **PRESENTATION DE L'INJS**

L'Institut National de la Jeunesse et des Sports est un département public qui forme les préparateurs

physiques et les sportifs de haut niveau du pays.

Bâti sur une grande superficie et ayant servi en 2017 comme village des jeux de la francophonie cet établissement a été réhabilité et présentent un visage digne de son rang le temple de formation des formateurs.

- **LE CHOIX DE CE LIEU**

Le choix par Africa Web Festival de ce lieu pour abriter le Campus AWF n'est pas fortuit. Ce lieu a abrité la jeunesse de toute la Francophonie autour des valeurs de la solidarité, de la diversité et de l'excellence. Il est pour nous un excellent carrefour où, d'une part la jeunesse et les sports se rencontrent et d'autre part la jeunesse et les valeurs de vivre ensemble se côtoient.

Nous avons occupé trois bâtiments à savoir le H1, H2 et H6 du Village de la Francophonie au sein de l'Institut de la Jeunesse et des Sports (INJS) et une partie de l'espace externe où nous avons posé un Chapiteau dédié aux débats et échanges.

1. LE CAMPUS AWF 2018

- **LE CONCEPT**

CAMPUS AWF sont des rencontres de plus de 200 jeunes étudiants et entrepreneurs d'Afrique et d'ailleurs pour réfléchir l'Afrique créative, innovante et entreprenante.

Pour cette édition, l'accent a été mis sur le vivre ensemble et l'entrepreneuriat qui ont constitué chacun un sujet du jour. Ainsi :

- Le premier tour des débats et échanges, le sujet du jour était « Le Vivre ensemble » et les discussions ont tourné autour de **Paix et Bien être et l'avènement des Médias sociaux et Fake news (Infox) et ses implications dans la société**. Les Animateurs et Modérateurs étaient Mme. Fatim Camara de la Radio La Voix de la Diaspora, M. *Al Houssein Sidibé* chroniqueur à l'émission C'MIDI de la RTI1 et Dr. Boni Assié de l'Université Félix Houphouët-Boigny.
- Le deuxième tour des débats et échanges ont enregistré la participation de l'entrepreneur Marocain Mehdi CHAHI, Marketing Research Consultant et Digital Strategist, ainsi que Associé et Consultant à Innovate Research depuis 2016

- **COMITE SCIENTIFIQUE**

Le Comité Scientifique du CAMPUS AWF a été présidé par Dr. *BONI Assié Jean-Baptiste*, Enseignant-chercheur, Département des Arts, UFR Informations, Communications et Arts, Université Félix Houphouët Boigny – assieci@yahoo.fr

- **COMITE ARTISTIQUE**

Gotta Lago a assuré le volet artistique et culturel du CAMPUS AWF. Les Artistes, les Conteurs et les Musiciens ainsi que les artistes en herbe parmi nos participants lui doivent les rythmiques qui ont bercé la soirée des échanges

- **MODERATEURS ET ANIMATEURS**

- Dr. Boni Assié, Enseignant-Chercheur, Université Félix Houphouët-Boigny
- Gotta Lago, Auteur – Compositeur – Interprète québécois d’origine ivoirienne
- Maïmouna Fatim Camara, Directrice de « Diaspora FM »
- Al Houssein Sidibé, Chroniquer C’INNOVANT à C’MIDI sur la RTI1 Côte d’Ivoire
- Kabir SY SAVANE, AFRICA WEB FESTIVAL

- **LES PARTICIPANTS**

Nous avons enregistré en plus de 201 pensionnaires qui ont participé au CAMPUS AWF des entrepreneurs, les délégations étrangères, la presse et Artistes :

- 83 étudiants de l’ESATIC, l’Université FHB, l’UVCI, l’INP-HB, l’ISTC, l’ESMA ainsi que d’autres provenant des Universités et Grandes Ecoles de Côte d’Ivoire.
- Délégations étrangères (Afrique, Ile Maurice, Belgique, France, Québec)
- Une cinquantaine de Bénévoles & Equipe AWF
- 5 Rapporteurs
- animateurs & Modérateurs
- Conférenciers : Mehdi CHAHI (Maroc), Marketing Research Consultant et Digital Strategist, Associé et Consultant à INNOVATE RESEARCH depuis 2016

- **LE CAMPUS : LE DEROULEMENT**

Pour cette 5e édition de l’Africa Web Festival autour du thème « Consolider la paix par l’innovation et l’entrepreneuriat », une nouveauté était à relever, en l’occurrence, la mise en œuvre d’un espace d’échange, de réflexion et de détente dénommé « Campus AWF », au sein de l’Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS) en collaboration avec Canal France International. L’objectif de ce campus était de créer un espace commun de discussions sur les enjeux de la nouvelle Afrique et sa

diaspora.

Ainsi, dès le mercredi 28 novembre soir, veille du début de l'AWF, les premiers participants ont été accueillis à l'INJS avant d'être rejoints le jour d'après, soit le jeudi 29 novembre, en soirée, par un plus grand nombre.

Ces délégations étaient constituées de jeunes entrepreneurs ou cadres en entreprise, des bénévoles et d'étudiants en fin de cycle appartenant à différentes universités, notamment l'Université Félix Houphouët-Boigny, l'ESATIC, l'ESMA, l'INPHB, l'ISTC, l'Université Virtuelle de Côte d'Ivoire.

La soirée du jeudi 29 novembre 2018 a été meublée d'une part, par des parties de chant et danse, avec la participation des délégations étrangères, notamment venus du Canada, de France, de Belgique, d'Afrique de l'ouest et du centre et du Maghreb. D'autre part, elle a consisté en des réflexions, après le dîner. Ainsi, dès 22h, les participants se sont réunis pour échanger sur deux sujets, à savoir :

- Paix et Bien-être et l'avènement des Médias Sociaux
- Fake News et ses implications dans la société.

Il ressort des débats que si les médias sociaux peuvent contribuer à la paix et au bien-être, notamment par le fait qu'ils constituent des cadres de libre expression et de débats constructifs, il est à souligner que très souvent, ils sont mal utilisés. Ils sont pervertis par bon nombre d'utilisateurs qui les utilisent pour se livrer à des injures en tous genres, à des propos qui attisent la haine entre communautés et à des arnaques. De fait, il est important que les jeunes prennent conscience de l'apport que constituent les médias sociaux s'ils sont utilisés de manière efficiente.

Quant à la question des fake news, les intervenants ont mis en exergue le fait qu'ils sont légion sur la toile et que par conséquent, il est impérieux de ne pas diffuser sans vérification les informations qui circulent en boucle.

Le vendredi 30 novembre, sous le coup de 20h, ont débuté les activités de la 2e soirée du campus AWF. A cet effet, les participants ont pu bénéficier d'une prestation de « Taxi conteur », un conteur de renom en Côte d'Ivoire. Suite à cette prestation et un dîner, les discussions ont débuté autour de 22h sur le thème « Comment faciliter l'entrepreneuriat avec les moyens de l'Afrique ». Animé par le Dr Boni du département des arts de l'UFHB, cette discussion a débuté par l'intervention de M. Medhi Chahi, expert en matière d'entrepreneuriat qui a planté le décor. Pour lui, l'entrepreneuriat est une

chance pour l'Afrique, un levier incontournable de développement.

A la suite de son propos liminaire, les étudiants porteurs de projets ont pu bénéficier de ses conseils. Il s'agissait notamment de blogueurs, de propriétaires de micro-commerces, etc. Il a noté que le fait d'entreprendre n'est pas aisé, raison pour laquelle il est important de bien se préparer avant de se lancer. Il a aussi relevé qu'il est crucial de s'investir dans un domaine qui nous passionne, cela favorise notre implication.

La dernière soirée a été consacrée aux rapporteurs qui ont résumé les deux soirées de débats et d'échanges. Julienne Toualy, chanteuse ivoirienne a gratifié l'audience de sa musique. Les jeunes ont également souligné l'importance de la prise en compte leurs aspirations par les autorités publiques. Africa Web Festival dans ses missions s'est assigné le rôle d'intermédiation entre les porteurs de projet et les mentors d'une part et la jeunesse dynamique et l'Etat d'autre part.

C'est le Samedi 1 décembre 2018 que le camp a été levé.

1. TEMOIGNAGES

Samuel Konan – Ecole Supérieure Africaine des TIC (ESATIC) – konansamuel147@gmail.com

Pour ma première participation à Africa Web Festival (AWF), j'ai pu apprendre auprès de personnalités, de modèles de réussite que peut-être je n'aurais jamais pu avoir l'occasion de rencontrer. Aussi, le CAMPUS durant lequel j'ai été logé confortablement m'a permis d'échanger avec des apprenants d'autres établissements sur des thématiques bien pensées pour les futurs cadres que nous sommes. En somme, j'ai passé de beaux et agréables moments.

Merci à Maman SY Diawara et toute son équipe pour cette édition.

Affoussiata Fofana – ISTC Polytechnique – affoussiata84@yahoo.fr

Le Campus AWF fut pour moi un excellent espace d'échange sur des thématiques telles que la jeunesse et l'entrepreneuriat

Nicole Deba – Université Félix Houphouët-Boigny – debnico2003@yahoo.fr

Le Campus AWF fut pour moi une expérience très enrichissante. Parler d'entrepreneuriat et des

enjeux des réseaux sociaux en Côte d'Ivoire a permis aux jeunes ivoiriens de donner leurs points de vue sur des questions aussi importantes. Même si les avis étaient divergents, le plus important était de créer une plateforme d'échange.

Erickson-Didier Yapi – Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) –
yapigoh@gmail.com

C'est la toute première fois que je participe à un événement international de ce genre. Ça a été pour moi le moyen de me faire des contacts avec de nouveaux jeunes étudiants, des chefs d'entreprises et même avec un musicien. Pour ce qui est du Campus, j'ai surtout apprécié l'accueil et le cadre mais beaucoup plus la dernière journée sur le campus qui sera inoubliable pour moi.

- **QUELQUES RECOMMANDATIONS DE PARTICIPANTS**

- Accorder plus de temps aux échanges
- Créer un groupe d'échange entre les différents invités
- Mettre en place une compétition inter-participant sans tenir compte de l'établissement
- Intégrer l'aspect formation au CAMPUS AWF
- Avoir des séances de coaching sur l'entrepreneuriat

Toutes les conditions requises seront réunies pour que le Stade olympique d'Ebimpé abrite la CAN (Feature) (news.abidjan.net)

- <https://news.abidjan.net/h/650252.html>
- Le 28 décembre 2018

Toutes les conditions sécuritaires et environnementales requises seront réunies pour que le Stade olympique, en construction à Ebimpé, dans la commune d'Anyama (Abidjan Nord), puisse abriter la Coupe d'Afrique des Nations (CAN), annonce le chef de mission des travaux de construction de l'ouvrage, Mme Diomandé Affissiata.

A l'occasion d'une visite du chantier, le 25 décembre 2018, l'ingénieur en bâtiment et urbanisme a relevé les principales caractéristiques du futur Stade olympique comparativement à celui du Plateau, le Stade Félix Houphouët-Boigny qui a une capacité de 35 000 places.

Un Stade intelligent, offrant plus de commodités

Le Stade d'Ebimpé qui sera le plus grand de l'Afrique de l'Ouest, en termes de superficie (60 000 places), est bâti sur un terrain de 20 hectares. Le Stade même a une capacité au sol de 61 250 m², soit un peu plus de 6 ha, poursuit l'agent du Bureau national d'études techniques et de développement (BNETD).

Cette infrastructure met aussi l'accent sur le côté sécuritaire. « Avant, le problème de sécurité ne se posait pas tellement. Aujourd'hui, avec l'évolution, on a beaucoup plus de penchant pour la sécurité

et l'environnement. Nous avons fait une étude d'impact environnemental, pour mettre le Stade dans des conditions requises, pour pouvoir abriter la CAN », précise Diomandé Affissiata.

Le chef de mission des travaux de construction du Stade d'Ebimpé souligne que l'ouvrage comporte cinq niveaux, à savoir un rez-de-chaussée plus quatre étages. Au rez-de-chaussée, se trouvent des salles fonctionnelles, c'est-à-dire les magasins, les salles de la presse et de la police, les restaurants. En somme, « tout ce qui peut faire fonctionner le Stade, même les salles pour les athlètes ».

Au niveau du premier étage, il y a la plateforme des spectateurs. Au 2ème, il y a celle des VIP. Au 3ème étage, l'on a encore des salles, des bureaux. Et au 4ème étage, il y a des salles fonctionnelles pour des spectacles. Toutes choses qui font dire au chef de mission du projet de construction qu'il s'agit d'un Stade « intelligent ».

Un ouvrage financé par la coopération ivoiro-chinoise

Projet initié par la coopération ivoiro-chinoise, le futur Stade olympique d'Ebimpé a vu ses travaux de construction démarrer suite au lancement officiel effectué par le vice-président de la République de Côte d'Ivoire, Daniel Kablan Duncan, le 22 décembre 2016. La fin des travaux est prévue pour le 21 octobre 2019, soit une durée de 34 mois.

Une partie des travaux incombe à la partie chinoise. Ces travaux consistent à construire le Stade et tout ce qui est à l'intérieur de la surface de 20 ha.

L'extérieur des 20 ha incombe à la partie ivoirienne. La Côte d'Ivoire a pour devoir de fournir l'électricité, l'eau, le terrassement et l'Internet à la partie chinoise pour qu'elle puisse s'installer, explique le chef de mission du BNETD.

En outre, certains travaux secondaires sont dévolus à la Côte d'Ivoire après la construction du Stade. Il s'agit notamment du VRD (Voirie et Réseaux Divers, ndlr), c'est-à-dire la voirie autour du stade, l'assainissement, l'éclairage.

Selon Diomandé Affissiata, ces travaux sont indispensables pour le fonctionnement même du Stade parce que les Chinois travaillent à l'intérieur des 20 ha. « Et, par exemple, au niveau de l'évacuation d'eau pluviale, les travaux à l'intérieur du Stade vont s'arrêter sur la clôture des 20 ha et la partie ivoirienne doit prendre à partir de cette limite pour pouvoir évacuer. Pour ces travaux-là, nous sommes en phase d'étude pour pouvoir les réaliser, auquel cas, le Stade ne pourra pas fonctionner », poursuit-elle.

Le gros œuvre déjà réceptionné

La réception partielle du gros œuvre du Stade olympique d'Ebimpé s'est déroulée le mardi 18 décembre 2018. « Nous avons fait en majorité le gros œuvre qui consiste à surtout faire la stabilité de l'ouvrage. Il s'agit notamment de tout ce qui est béton, structure. (...) Actuellement, nous sommes en train de faire les travaux concernant les lots techniques, la plomberie, l'électricité, la climatisation, pour pouvoir combler », ajoute l'ingénieur.

Elle affirme qu'à ce jour (25 décembre 2018, ndlr), les travaux ont avancé à 60%. « Le gros œuvre concerne 30% des travaux, avec le démarrage des travaux du second œuvre, nous sommes aujourd'hui à 60% », indique Diomandé Affissiata, notant qu'au niveau de la partie ivoirienne, ont été effectués des travaux primaires d'amenée d'eau, de raccordement électrique, de télécommunication et de terrassement général.

Le financement de l'infrastructure

Le montant pour la construction du stade est de 64 milliards FCFA qui incombe à la partie chinoise. Au niveau de la partie ivoirienne, il se chiffre à quatre milliards FCFA pour les réseaux primaires. Et pour le réseau secondaire, le coût ne peut être pour l'instant chiffré puisque l'on est en phase d'étude.

Concernant le calendrier, le chef de mission du BNETD rassure que par rapport à la construction du stade, les travaux respectent le délai. Au niveau de la partie ivoirienne, les réseaux primaires, la réception des travaux est déjà faite et donc là, il n'y a aucun souci.

« Pour la construction du Stade, selon le planning que les Chinois nous ont fourni -puisque'ils nous donnent le planning général sur les 34 mois et un planning mensuel-, le Stade pourrait même finir avant la date fixée, disons en juin 2019. Mais, avec les 34 mois, on va à octobre », conclut l'ingénieur en bâtiment et urbanisme.

Le pari féminin du chef de mission du projet de construction du Stade olympique d'Ebimpé

Appelée affectueusement "maman" par les ouvriers sur le chantier, Mme Diomandé Affissiata, du haut de son mètre 58 (1m58), est très dynamique et a le profil de l'emploi. En effet, elle a déjà conduit les travaux de construction du siège de l'AIBEF à Treichville (son 1er chantier), du Centre de recherche océanologique de Vridi, des Sites culturels des VIIIème Jeux de la Francophonie (Musée et Bibliothèque nationale, Plateau) ainsi que la réhabilitation du Bloc ministériel du Plateau, entre autres. La construction de la Salle de conférence du ministère des Affaires étrangères au Plateau et de l'Hôpital général de Gagnoa lui ont d'ailleurs valu une distinction, celle de Meilleur agent du BNETD en 2011.

« En tant que femme, c'est avec grand plaisir que j'exerce ce métier, ça ne me gêne pas du tout ! Il n'y a pas de particularité à le faire, seulement, il faut avoir un plus de courage et faire beaucoup de sacrifices. C'est cette leçon qu'il faut donner aux femmes », commente celle que ses proches appellent "Affi", 51 ans. Ce produit de l'ENSTP de Yamoussoukro, transformée par la suite en INP-HB, où elle a poursuivi progressivement son cursus, dirige environ 1 500 ouvriers sur le chantier du Stade olympique d'Ebimpé dont une trentaine d'agents du BNETD. « Elle mérite vraiment la reconnaissance de l'Etat, à travers un Prix d'Excellence », résume une de ses proches qui s'est dite vraiment fière de cette mère de cinq enfants.

II. Articles sur les IX Jeux de la Francophonie

Des Jeux de la Francophonie huit fois plus chers que prévu à Moncton-Dieppe (<https://ici.radio-canada.ca/>)

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1140310/explosion-couts-jeux-francophonie-moncton-dieppe-incertitude-financement>
- Le 6 décembre 2018



Une explosion des coûts plonge l'organisation des Jeux de la Francophonie internationale à Moncton-Dieppe dans l'incertitude. D'une prévision de 15 à 19 millions de dollars au moment où la candidature du Nouveau-Brunswick a été acceptée, le coût des Jeux est passé à 130 millions, estiment maintenant les organisateurs.

Un texte d'Elisa Serret et Michelle Leblanc

Le gouvernement progressiste-conservateur de Blaine Higgs estime que le Nouveau-Brunswick n'a pas les moyens d'encaisser une telle escalade des coûts.

En prenant le pouvoir il y a trois semaines, les progressistes-conservateurs disent avoir découvert avec surprise non seulement que les coûts avaient explosé, mais que le gouvernement libéral précédent n'avait pas non plus inscrit les coûts d'organisation dans ses prévisions budgétaires.

Au bureau du premier ministre Blaine Higgs, on martèle que les Jeux de la Francophonie sont importants pour la province, pour le pays et pour la communauté francophone.

Mais le chef de cabinet du premier ministre laisse entendre qu'il serait difficile pour le Nouveau-Brunswick de déboursier plus que ce qui avait été prévu initialement. Dix-sept millions, on est tous d'accord que c'est quelque chose qu'on pouvait se permettre, et qu'on veut toujours se permettre, mais 130 millions, il va falloir qu'il y ait une formule très différente de la formule proposée au départ, soutient Louis Léger.



Il est impossible pour le Nouveau-Brunswick de déboursier plus qu'initialement prévu, estime Louis Léger, chef de cabinet de Blaine Higgs. Photo : Radio-Canada

Selon lui, les nouvelles estimations dépassent largement ce qu'une petite province de 750 000 résidents, déjà lourdement endettée, peut se permettre. Il ajoute que le premier ministre Blaine Higgs et son vice-premier ministre Robert Gauvin sont très inquiets.

Une patate chaude

Les progressistes-conservateurs, qui se sont fait élire en promettant d'assainir les finances publiques, se retrouvent devant une situation délicate, vu le contexte actuel en Ontario, où les enjeux liés à la francophonie ont provoqué un mouvement populaire. Louis Léger affirme que le premier ministre Higgs est très sensible à l'importance des Jeux de la Francophonie, mais que l'événement ne peut pas se tenir à n'importe quel prix. Il accuse vertement les libéraux d'avoir failli à leurs devoirs.

On reconnaît que les Jeux de la Francophonie sont très importants pour le pays, la province et les francophones.

Louis Léger, chef de cabinet du premier ministre Blaine Higgs

Le premier ministre du Nouveau-Brunswick a déjà averti le gouvernement fédéral qu'il ne pouvait pas payer plus que le budget initial pour ces jeux internationaux.

Je ne pense pas qu'il n'y a que le gouvernement du Nouveau-Brunswick qui va être inquiet. Je crois que tous les partenaires vont être très inquiets, ajoute Louis Léger.

Les bailleurs de fonds pour ce projet sont les villes hôtes, la communauté francophone, le gouvernement provincial ainsi que le fédéral. Dans ce cas précis, les villes hôtes de Moncton et de Dieppe s'étaient engagées à payer 750 000 \$ chacune, pour un total de 1,5 million de dollars. La communauté francophone de la province s'était engagée à verser environ 3 millions de dollars, le reste étant partagé à parts égales entre les gouvernements provincial et fédéral.

Une loi fédérale prévoit que, pour ce genre d'événements, Ottawa contribue pour un maximum de 50 % de l'enveloppe partagée par les instances fédérale, provinciale et municipale.

Ottawa apportera sa contribution

Le gouvernement de Justin Trudeau se dit prêt à apporter sa contribution, mais affirme que ses mains sont liées. Le ministre fédéral des Affaires intergouvernementales, Dominic LeBlanc, soutient qu'Ottawa ne peut financer à plus de 50 % un tel événement. Il reconnaît la très grande importance des Jeux de la Francophonie internationale pour les francophones du Nouveau-Brunswick.

Le bureau du premier ministre Blaine Higgs, à deux ans de l'événement, croit qu'il faut revoir le projet et que les partenaires financiers doivent inévitablement contribuer davantage.

Les libéraux de Brian Gallant ont présenté la candidature du Nouveau-Brunswick en 2015.

La candidature du Nouveau-Brunswick a été recommandée ensuite par le Conseil d'orientation du comité international des Jeux de la Francophonie (CIJF). La candidature de Moncton-Dieppe a remporté l'organisation des Jeux devant Sherbrooke (Québec) et la Guadeloupe (France).

Un budget initial irréaliste

Le directeur général du Comité organisateur des 9es Jeux de la Francophonie Canada Nouveau-Brunswick, Moncton-Dieppe 2021, Éric Larocque, est formel : il est impossible de tenir un événement de cette envergure avec un budget de 15 à 19 millions de dollars.



Éric Larocque, directeur général du comité d'organisation des Jeux de la Francophonie de 2021 qui auront lieu au Nouveau-Brunswick. Photo : Radio-Canada

Il reconnaît que la province n'avait pas de plan d'affaires détaillé quand elle a soumis sa candidature en 2015. Le plan d'affaires n'a été prêt qu'en avril 2018. C'est dans ce document que le comité organisateur réclame 130 millions de dollars.

Au moment de présenter la candidature du Nouveau-Brunswick pour la tenue des Jeux de la Francophonie, la province a utilisé le cadre financier de base imposé dans le guide de candidature de l'Organisation internationale de la Francophonie pour obtenir les Jeux, qui se chiffre à 10 millions

d'euros (environ 15 millions de dollars canadiens).

Lorsqu'on lui a demandé si le Nouveau-Brunswick et le comité n'auraient pas dû aussi présenter un plan d'affaires, Éric Larocque répond que de poser la question, c'est y répondre.

Malgré l'incertitude quant au financement de l'événement, Éric Larocque ne croit pas que les Jeux de la Francophonie de Moncton-Dieppe seront compromis.

Je pense que les Jeux vont avoir lieu. Faut juste trouver la bonne formule de financement, c'est tout, affirme M. Larocque.

Jeux de la Francophonie : 130 \$, c'est inacceptable (www.acadienouvelle.com)

- <https://www.acadienouvelle.com/actualites/2018/12/07/jeux-de-la-francophonie-130-millions-cest-inacceptable/>
- le 7 décembre 2018



LA MINISTRE LIBÉRALE FRANCINE LANDRY S'ÉTAIT RENDUE EN CÔTE D'IVOIRE EN 2017 AFIN D'ACCEPTER LE DRAPEAU DES JEUX DE LA FRANCOPHONIE. - ARCHIVES

Les coûts de l'organisation des Jeux de la Francophonie de Dieppe et Moncton explosent. Selon le gouvernement provincial, la facture du grand rendez-vous des francophones prévu en 2021 passe de 17 millions \$ à 130 millions \$.

C'est la loi du silence au Comité national organisateur des Jeux de la Francophonie 2021. Ni le directeur général, Éric Larocque, ni le président du comité, Éric Mathieu Doucet, n'ont donné suite à nos demandes d'entrevue.

Le gouvernement progressiste-conservateur de Blaine Higgs a hérité du dossier quand les libéraux ont perdu la confiance de la chambre en novembre.

«Le chiffre de 130 millions \$ serait apparu sur le bureau de l'ancien premier ministre en mars. On vient de le découvrir il y a deux semaines. D'où vient l'argent? Comment l'argent sera-t-il dépensé? Tout ça, je ne peux pas aller plus loin», a expliqué à l'Acadie Nouvelle le vice-premier ministre et ministre responsable de la Francophonie, Robert Gauvin.

La demande initiale au gouvernement provincial était de 7 millions \$. Aujourd'hui, Fredericton dit vouloir faire sa part et injecter trois millions de dollars de plus, mais ne compte pas aller plus loin.

«Le budget initial qui avait été demandé au gouvernement précédent était de 7 millions \$. Nous sommes prêts à aller jusqu'à 10 millions \$. C'est notre position pour maintenant. Il faudra travailler avec nos partenaires et laisser débiter les négociations», a indiqué M. Gauvin.

«Je pense que ce sont des jeux importants pour le Canada. C'est la scène internationale. Il faudra se parler et travailler ensemble», a-t-il ajouté.

L'organisation renvoyée à ses devoirs

L'ancien gouvernement libéral de Brian Gallant avait renvoyé le comité organisateur des Jeux de la francophonie faire ses devoirs et n'avait jamais approuvé un budget de 130 millions \$.

L'ancien président du Conseil du trésor, Roger Melanson, est catégorique. La province n'a pas les moyens de se payer des Jeux de 130 millions \$.

«On prévoyait avoir des Jeux de 17 millions \$ et lorsqu'on a vu le plan d'affaires du comité organisateur, c'est évident que nous étions extrêmement surpris de voir un chiffre aussi élevé», a confié M. Melanson à l'Acadie Nouvelle.

«C'était inacceptable», a-t-il renchéri.

Non seulement le gouvernement provincial n'a pas acquiescé à la demande du comité organisateur des jeux, il a demandé de revoir son budget entier. Le gouvernement fédéral aurait de plus réclamé une révision du budget attaché au cahier de charge par un expert indépendant.

«On a demandé au comité organisateur de retourner faire ses devoirs.»

L'ancien ministre connaît bien les finances de la province. Pour lui, c'est clair, le N.-B. n'a pas les moyens de se payer des Jeux de 130 millions \$.

«Centre trente millions de dollars, c'est beaucoup trop. Qu'est-ce qui est raisonnable? Je pense que le gouvernement actuel doit s'asseoir avec le comité, le conseil d'administration et les partenaires afin de déterminer le budget approprié», a-t-il conclu.

Les Villes de Dieppe et de Moncton doivent contribuer chacun 750 000\$ à l'organisation de l'événement. Les deux administrations municipales ne comptent pas verser une cenne de plus.

«C'est hors de question parce que nous venons de finir notre exercice budgétaire pour les cinq prochaines années», a précisé le maire de Dieppe, Yvon Lapierre.

Les deux municipalités comptent cependant investir dans des infrastructures sportives à temps pour les Jeux de 2021.

Jeux de la Francophonie : Brian Gallant se récusé parce qu'il a des « proches » dans le comité ([ici.radio-canada.ca/](https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1140406/couts-jeux-francophonie-dieppe-moncton-reactions-acadie-nouveau-brunswick))

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1140406/couts-jeux-francophonie-dieppe-moncton-reactions-acadie-nouveau-brunswick>
- Le 7 décembre 2018



Brian Gallant, ancien premier ministre du Nouveau-Brunswick Photo : Radio-Canada/Michel

Corriveau

« Certaines personnes impliquées dans l'organisation des Jeux de la Francophonie étant des proches de Monsieur Gallant, celui-ci s'est récusé des décisions prises en cabinet concernant les Jeux, alors qu'il était premier ministre », a écrit l'opposition officielle par courriel à Radio-Canada. « Dès lors il ne commentera pas le dossier. »

Radio-Canada rapportait jeudi que le coût de la tenue des Jeux à Moncton et Dieppe a explosé. Les coûts initiaux étaient de 15 à 19 millions de dollars, mais ils ont été révisés à 130 millions.

Kris Austin a réagi vendredi après-midi, par voie de communiqué. Selon lui, le Nouveau-Brunswick ne peut simplement pas se le permettre.

Le Nouveau-Brunswick ne peut pas se permettre de dépenser des dizaines de millions de dollars pour un événement sportif et culturel alors qu'il a du mal à trouver les ressources pour des domaines tels que la santé, l'éducation et les infrastructures, a déclaré le chef de l'Alliance des gens, Kris Austin, dans un communiqué.

Blaine Higgs n'assumera pas plus de 10 millions de dollars de la facture

Selon des documents obtenus par Radio-Canada de sources proches des Jeux de la Francophonie 2020-2021, le premier ministre du Nouveau-Brunswick Blaine Higgs a déjà indiqué à Ottawa qu'il n'assumera pas plus de 10 millions de dollars de la facture finale des Jeux.



Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Blaine Higgs Photo : Radio-Canada/Michel Corriveau

Le nouveau premier ministre [Blaine Higgs] du Nouveau-Brunswick a récemment confirmé que le gouvernement du Nouveau-Brunswick a l'intention d'honorer la soumission de 7 à 10 millions de dollars faite par le précédent gouvernement, mais n'a pas l'intention d'accorder un financement supérieur, peut-on lire dans le document que Radio-Canada a pu consulter.

Cette précision est survenue après l'assermentation du premier ministre Blaine Higgs et de son Cabinet, le 9 novembre dernier.

Dans le document, on indique qu'en raison de l'ampleur des Jeux de la Francophonie, il est presque impossible pour des provinces et des communautés ayant des ressources limitées de les tenir en respectant la Politique fédérale concernant l'accueil de manifestations sportives internationales, qui limite à 50 % la contribution du fédéral pour de tels événements.

On affirme aussi que la réputation du Canada sera entachée si les Jeux de la Francophonie n'ont pas lieu à Moncton-Dieppe, comme prévu.

Le gouvernement tient à la tenue de l'événement

Le vice-premier ministre du Nouveau-Brunswick, Robert Gauvin, affirme de son côté que son gouvernement « va tout faire » pour que les Jeux de la Francophonie aient lieu.



Le vice-premier ministre Robert Gauvin croit qu'il est encore temps d'établir un nouveau plan pour l'organisation des Jeux de la Francophonie Moncton-Dieppe. Photo : Radio-Canada

Le vice-premier ministre a déclaré vendredi matin que son gouvernement tient à la tenue de l'événement. Il affirme que des rencontres sont prévues très bientôt avec les différents partenaires gouvernementaux. Le bureau du premier ministre croit qu'il faut revoir le projet et que les partenaires financiers doivent inévitablement y contribuer davantage.

On est en négociations, donc je ne vais pas m'avancer sur [le financement]. On va parler des chiffres quand ce sera le temps avec les autres partenaires.

Robert Gauvin, vice-premier ministre du Nouveau-Brunswick et ministre responsable de la Francophonie

Il a d'ailleurs tenu à préciser que les progressistes-conservateurs ont hérité de ce dossier qui était sur le bureau de l'ancien premier ministre depuis le mois de mars.

Pourquoi huit fois plus cher?

Le comité organisateur affirme que le plan présenté par la province lorsqu'elle a soumis sa candidature n'était pas complet, notamment parce qu'il ne comportait pas de plan d'affaires détaillé.

Pour poser sa candidature à l'Organisation internationale de la Francophonie en vue d'obtenir les Jeux, les candidats doivent prouver qu'ils sont en mesure de recueillir 10 millions d'euros (environ 15 millions de dollars canadiens).

Cependant, il revient à chaque comité organisateur de présenter un plan d'affaires détaillé afin de définir le coût total. C'est en faisant le plan financier que le comité organisateur de Moncton-Dieppe s'est rendu compte que le tout coûterait huit fois plus cher. Le comité refuse cependant de dévoiler la ventilation du budget.

Dieppe et Moncton n'entendent pas payer plus pour le moment

Les bailleurs de fonds pour ce projet sont les villes hôtes, la communauté francophone, le provincial et le fédéral. Moncton et Dieppe s'étaient engagées à payer 750 000 \$. La communauté francophone de la province avait promis de verser environ 3 millions de dollars, le reste étant partagé également entre les gouvernements provincial et fédéral.

La Ville de Dieppe est-elle disposée à se charger d'une plus grande part des coûts? Absolument pas, affirme le maire Lapierre.

Il faudra une sérieuse discussion sur le financement de ce projet.

Yvon Lapierre, maire de Dieppe

La Ville de Moncton signale aussi que sa contribution financière demeure pour le moment à 750 000 \$. Le conseil municipal n'a pas encore discuté de la nouvelle estimation des coûts, mais il serait difficile pour Moncton d'augmenter sa part de financement, selon Paulette Thériault, conseillère municipale.

Mon instinct me dit que ça va être difficile de trouver, parce que les fonds sont déjà engagés. Comme toutes les villes, on a beaucoup de défis nous aussi au niveau de nos infrastructures et de tout. Mais je ne peux pas vous dire ce que va être la décision finale [du conseil municipal], explique Paulette Thériault.

Les municipalités ajoutent qu'en plus de leurs 750 000 \$ respectifs, leur contribution à l'organisation des Jeux comprend l'utilisation d'installations et d'autres services. Le maire Lapierre précise que Dieppe est aussi responsable du tiers du financement de tout projet de legs s'il y a lieu, par exemple la construction de terrains sportifs.



La région de Moncton et Dieppe a accueilli les Jeux de la francophonie canadienne en 2017 (ci-dessus) et le Championnat canadien d'athlétisme en 2013. Photo : AJF/Benoît Goubot

Les Jeux pourraient-ils être annulés? Yvon Lapierre ne croit pas que ce sera le cas. Les gouvernements du Nouveau-Brunswick et du Canada veulent sans doute éviter un tel embarras, dit-il.

Le gouvernement fédéral explique pour sa part qu'une loi l'empêche de payer plus que 50 % des coûts d'un tel projet.

Une vitrine internationale pour le Nouveau-Brunswick

Les Jeux de la Francophonie rassemblent 3000 athlètes et artistes des quatre coins du monde. C'est un événement d'importance pour la province, estime Marc Lalonde, président d'Athlétisme Nouveau-Brunswick.

Il faut dire que les Jeux de la Francophonie, de plus en plus, peuvent prendre plus d'ampleur. On voit que le monde de la Francophonie est en croissance grandement à cause de l'Afrique. C'est une composante très importante à l'échelle mondiale. Donc, l'occasion se présente ici au Nouveau-Brunswick de pouvoir sortir notre épingle du jeu, explique Marc Lalonde.

Le gouvernement Higgs ne paiera pas plus que 10 M\$ de la facture des Jeux de la Francophonie ([ici.radio-canada.ca](https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1140406/couts-jeux-francophonie-dieppe-moncton-reactions-acadie-nouveau-brunswick))

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1140406/couts-jeux-francophonie-dieppe-moncton-reactions-acadie-nouveau-brunswick>
- Le 7 décembre 2018



Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Blaine Higgs, a fait savoir au gouvernement fédéral que sa contribution aux Jeux de la Francophonie ne dépassera pas 10 millions de dollars. Photo : Radio-Canada/Michel Corriveau

Selon des documents obtenus par Radio-Canada de sources proches des Jeux de la Francophonie 2020-21, le premier ministre du Nouveau-Brunswick Blaine Higgs a déjà indiqué à Ottawa qu'il n'assumera pas plus de 10 millions de dollars de la facture finale des Jeux.

Radio-Canada a appris que le coût de la tenue des Jeux de la Francophonie 2020-2021, au Nouveau-Brunswick, a explosé. Les coûts initiaux étaient de 15 à 19 millions de dollars, mais ils ont été révisés à 130 millions.

Selon des documents obtenus par Radio-Canada de sources proches des Jeux de la Francophonie 2020-21, le premier ministre du Nouveau-Brunswick Blaine Higgs a déjà indiqué à Ottawa qu'il n'assumera pas plus de 10 millions de dollars de la facture finale des Jeux.

Le nouveau premier ministre [Blaine Higgs] du Nouveau-Brunswick a récemment confirmé que le gouvernement du Nouveau-Brunswick a l'intention d'honorer la soumission de 7 à 10 millions de dollars faite par le précédent gouvernement, mais n'a pas l'intention d'accorder un financement supérieur, peut-on lire dans le document.

Cette précision est survenue après l'assermentation du premier ministre Blaine Higgs et de son Cabinet, le 9 novembre dernier.

Dans le document, on indique qu'en raison de leur ampleur, il est presque impossible pour des provinces et des communautés avec des ressources limitées de tenir les Jeux de la Francophonie en respectant la Politique fédérale concernant l'accueil de manifestations sportives internationales, qui limite à 50 % la contribution du fédéral pour de tels événements.

On affirme aussi que la réputation du Canada sera entachée si les Jeux de la Francophonie n'ont pas lieu à Moncton-Dieppe tel que prévu.

Son de cloche dissonant du côté du vice-premier ministre

Le vice-premier ministre du Nouveau-Brunswick, Robert Gauvin, affirme de son côté que son gouvernement « va tout faire » pour que les Jeux de la Francophonie aient lieu.



Le vice-premier ministre Robert Gauvin croit qu'il est encore temps d'établir un nouveau plan pour l'organisation des Jeux de la Francophonie Moncton-Dieppe. Photo : Radio-Canada

Le vice-premier ministre a déclaré vendredi matin que son gouvernement tient à la tenue de l'événement. Il affirme que des rencontres sont prévues très bientôt avec les différents partenaires gouvernementaux. Le bureau du premier ministre croit qu'il faut revoir le projet et que les partenaires financiers doivent inévitablement y contribuer davantage.

„On est en négociations, donc je ne vais pas m'avancer sur [le financement]. On va parler des chiffres quand ce sera le temps avec les autres partenaires.

Robert Gauvin, vice-premier ministre du Nouveau-Brunswick et ministre responsable de la Francophonie

Il a d'ailleurs tenu à préciser que les progressistes-conservateurs ont hérité de ce dossier, qui était sur le bureau de l'ancien premier ministre depuis le mois de mars.

Pourquoi huit fois plus cher?

Le comité organisateur affirme que le plan présenté par la province lorsqu'elle a soumis sa candidature n'était pas complet, notamment parce qu'il ne comportait pas de plan d'affaires détaillé.

Pour poser sa candidature à l'Organisation internationale de la Francophonie pour obtenir les Jeux, les candidats doivent prouver qu'ils sont en mesure de recueillir 10 millions d'euros (environ 15 millions de dollars canadiens).

Cependant, il revient à chaque comité organisateur de présenter un plan d'affaires détaillé afin de définir le coût total. C'est en faisant le plan financier que le comité organisateur de Moncton-Dieppe a réalisé que le tout coûterait huit fois plus cher. Le comité refuse cependant de dévoiler la ventilation du budget.

Dieppe et Moncton n'entendent pas payer plus pour le moment

Les bailleurs de fonds pour ce projet sont les villes hôtes, la communauté francophone, le provincial et le fédéral. Moncton et Dieppe s'étaient engagées à payer 750 000 \$. La communauté francophone de la province s'était engagée à verser environ 3 millions de dollars, le reste étant partagé également entre les gouvernements provincial et fédéral.

La Ville de Dieppe est-elle disposée à se charger d'une plus grande part des coûts? Absolument pas, affirme le maire Lapierre.

Il faudra une sérieuse discussion sur le financement de ce projet.

Yvon Lapierre, maire de Dieppe

La Ville de Moncton signale aussi que sa contribution financière demeure pour le moment à 750 000 \$. Le conseil municipal n'a pas encore discuté de la nouvelle estimation des coûts, mais il serait difficile pour Moncton d'augmenter sa part de financement, selon Paulette Thériault, conseillère municipale.

Mon instinct me dit que ça va être difficile de trouver parce que les fonds sont déjà engagés. Comme toutes les villes, on a beaucoup de défis nous aussi au niveau de nos infrastructures et de tout. Mais je ne peux pas vous dire ce que va être la décision finale [du conseil municipal], explique Paulette Thériault.

Les municipalités ajoutent qu'en plus de leurs 750 000 \$ respectifs, leur contribution à l'organisation des Jeux comprend l'utilisation d'installations et d'autres services. Le maire Lapierre précise que Dieppe est aussi responsable d'un tiers du financement de tout projet de legs s'il y a lieu, par

exemple la construction de terrains sportifs.



La région de Moncton et Dieppe a accueilli les Jeux de la francophonie canadienne en 2017 (ci-dessus) et le Championnat canadien d'athlétisme en 2013. Photo : AJF/Benoît Goubot
Les Jeux pourraient-ils être annulés? Yvon Lapierre ne croit pas que ce sera le cas. Les gouvernements du Nouveau-Brunswick et du Canada veulent sans doute éviter un tel embarras, dit-il.

Le gouvernement fédéral explique pour sa part qu'une loi l'empêche de payer plus que 50 % des coûts d'un tel projet.

Une vitrine internationale pour le Nouveau-Brunswick

Les Jeux de la Francophonie rassemblent 3000 athlètes et artistes des quatre coins du monde. C'est un événement d'importance pour la province, estime Marc Lalonde, président d'Athlétisme Nouveau-Brunswick.

Il faut dire que les Jeux de la Francophonie, de plus en plus, peuvent prendre plus d'ampleur. On voit que le monde de la Francophonie est en croissance grandement à cause de l'Afrique. C'est une composante très importante à l'échelle mondiale. Donc, l'occasion se présente ici au Nouveau-Brunswick de pouvoir sortir notre épingle du jeu, explique Marc Lalonde.

«Right» mal parti (www.acadienouvelle.com)

- <https://www.acadienouvelle.com/mon-opinion/2018/12/07/right-mal-parti/>
- Le 7 décembre 2018



Le gouvernement Higgs a hérité du gouvernement Gallant d'un projet dont il ne pourrait se libérer sans affecter la réputation et l'intégrité de la province et du pays. Tout le monde sait que les Jeux de la Francophonie mondiale, c'est comme les Olympiques et les Jeux du Commonwealth, ça ne se fait pas avec des peanuts. Pourquoi tous les pays se battent-ils pour les obtenir? Pour les retombées économiques et parce qu'ils constituent un facteur identitaire, qui donne au pays le sens de l'excellence, de la réussite et du succès.

Cela dit, il faut savoir que la proposition qui a été soumise au point de départ vient du même groupe de personnes qui nous avaient donné, entre autres, le slogan «Right fier», les garderies bilingues et la privatisation de l'extra mural. Présenter un budget qui n'a rien à voir avec la réalité relève de l'immaturité dont l'image risque de rejaillir misérablement sur les francophones que nous sommes au Nouveau-Brunswick, et pire encore, sur nos institutions telles que la SNA, la SANB et la Fédération des jeunes francophones. J'étais de ceux qui se réjouissaient d'apprendre que le Nouveau Brunswick avait été choisi au lieu de Sherbrooke pour la présentation des Jeux de la Francophonie de 2021. Mais aujourd'hui, à la lumière du débat amorcé sur le sujet, la manchette est désolante. Dinosauré sorti de sa tanière pour dénoncer le déshonorable slogan «Right fier», je n'oserais pas avancer une solution pour régler le problème et sauver ces Jeux, mais j'oserais suggérer humblement «un peu plus de maturité» dans l'organisation. Merci, Louis Léger et Dominique LeBlanc, d'y jeter un coup d'oeil pour qu'on prenne les mesures qui s'imposent au sein de l'organisation.

Benoît Duguay
Moncton

Jeux de la Francophonie : le comité organisateur souligne qu'il n'a pas été impliqué dans la première estimation de coût ([ici.radio-canada.ca](https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1140655/jeux-francophonie-2021-moncton-dieppe-comite-organisateur))

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1140655/jeux-francophonie-2021-moncton-dieppe-comite-organisateur>
- Le 8 décembre 2018



Le comité organisateur des jeux réagit pour la première fois. Photo : iStock

Le comité national chargé de l'organisation des Jeux de la Francophonie, souligne qu'il a été formé après la première estimation de coût déposée en 2015 à l'Organisation internationale de la Francophonie.

Par voie de communiqué, le comité souligne qu'il a été formé en avril 2017, soit deux ans après que le budget proposé pour la mise en candidature soit déposé.

Une fois formé, le comité a entrepris la réalisation d'un plan d'affaires prenant en compte l'ensemble des dépenses liées à l'organisation des Jeux 2021, peut-on lire dans le communiqué.

C'est ce nouveau plan d'affaires qui a fait augmenter les coûts des jeux par rapport au budget initial. Il faudra finalement déboursier 130 millions de dollars, selon les experts en gestion d'événements consultés.

En 2015, soit avant la formation du comité, il était prévu d'accueillir les jeux pour un coût allant de 15 à 19 millions de dollars.

Des centaines de millions en retombée

Le comité organisateur souligne que les Jeux de la Francophonie peuvent engendrer des centaines de millions de dollars dans l'économie régionale.

Les organisateurs indiquent qu'ils attendent la décision des gouvernements du Nouveau-Brunswick et du Canada quant au montant que ces partenaires sont prêts à investir.



Éric Mathieu Doucet est le président du comité organisateur. Photo : Radio-Canada/François LeBlanc
Nous sommes confiants de pouvoir collaborer avec les différents paliers gouvernementaux et de parvenir à une entente pour assurer le succès des Jeux de la Francophonie 2021, écrit Eric Mathieu Doucet, le président du comité.

Le comité ne souhaite pas faire davantage de commentaire sur le sujet.

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick a déjà indiqué à Ottawa qu'il n'assumera pas plus de 10 millions de dollars de la facture finale des Jeux, selon des documents obtenus par Radio-Canada.

Le budget des Jeux de la Francophonie de Moncton explose (www.journaldequebec.com)

- <https://www.journaldequebec.com/2018/12/09/le-budget-des-jeux-de-la-francophonie-de-moncton-explose>
- Le 9 decembre 2018

FREDERICTON | L'organisation des Jeux de la Francophonie en 2021 à Moncton et Dieppe coûterait 130 millions \$, loin des 17 millions \$ prévus lorsque le Nouveau-Brunswick a accepté de soutenir le projet, selon le nouveau gouvernement progressiste-conservateur.

«Le chiffre de 130 millions \$ serait apparu sur le bureau de l'ancien premier ministre en mars, a expliqué à l'«Acadie Nouvelle» le vice-premier ministre et ministre responsable de la Francophonie, Robert Gauvin. On vient de le découvrir il y a deux semaines. D'où vient l'argent? Comment l'argent sera-t-il dépensé? Tout ça, je ne peux pas aller plus loin.»

Pour le gouvernement, c'est tout simplement impossible de soutenir un tel budget. «Le budget initial qui avait été demandé au gouvernement précédent était de 7 millions \$, a rappelé M. Gauvin. Nous sommes prêts à aller jusqu'à 10 millions \$. C'est notre position pour maintenant. Il faudra travailler avec nos partenaires et laisser débiter les négociations.»

Le gouvernement précédent avait pourtant demandé au comité organisateur de revoir sa copie. «On prévoyait avoir des Jeux de 17 millions \$ et lorsqu'on a vu le plan d'affaires du comité organisateur, c'est évident que nous étions extrêmement surpris de voir un chiffre aussi élevé», a indiqué Roger Melanson, ancien président du Conseil du trésor du gouvernement libéral de Brian Gallant, à

l'«Acadie Nouvelle».

Le bureau du premier ministre, Blaine Higgs, a souligné, de son côté, l'importance d'organiser ces Jeux pour la province, le Canada et pour les Acadiens, dans un contexte difficile pour les Franco-Canadiens en général.

Le Comité national organisateur des Jeux de la Francophonie 2021 n'a pas commenté la nouvelle, selon l'«Acadie Nouvelle».

Les Jeux de la Francophonie sont le pendant francophone des Jeux du Commonwealth. En 2017, à Abidjan, en Côte d'Ivoire, plus de 4000 athlètes de 43 nations ont participé à l'évènement.

Right cher pour être Right fiers (www.acadienouvelle.com)

- <https://www.acadienouvelle.com/mon-opinion/2018/12/09/right-cher-pour-etre-right-fiers/>
- Le 9 décembre 2018



Ne tirez pas sur le messager! Comme beaucoup, j'ai été sidérée par les nouvelles concernant le projet des Jeux de la Francophonie à Moncton et Dieppe. Au-delà de l'étonnement, le gouvernement semble pour sa part quelque peu embêté, avec cette énorme bourde héritée de son prédécesseur.

Dans un premier temps, plutôt que de s'indigner, il faut saluer la franchise avec laquelle le chef de cabinet du premier ministre s'est exprimé sur la question. Ensuite, vu que rien n'avait été prévu au budget provincial par les libéraux, il est permis de se demander comment on serait parvenu à camoufler un tel excès de dépenses, dans le cas où ils auraient été reportés au pouvoir. Nous apprenons d'ailleurs que le gouvernement Gallant avait reçu en mars le même estimé, qu'il a refusé.

De 17 à 130 millions \$: les chiffres présentés par l'organisation sont effarants. Une augmentation de 10, 15 ou même 25% de l'estimation initiale est quasiment normale par les temps qui courent et personne ne trouverait à s'en offusquer. Mais huit fois le budget? Quelqu'un quelque part est à blâmer pour cet état de choses et le conseil d'administration est en tête de liste. Mais le problème remonte littéralement au point de départ, avec le dépôt par la province d'une soumission beaucoup trop basse pour la tenue de ces Jeux. Donc au comité de candidature.

Bien sûr, on peut aussi nommer le premier ministre du temps, Brian Gallant, qui a certainement approuvé cette soumission du N.-B. à l'Organisation internationale de la francophonie. De deux choses l'une: soit il s'est fait traîtreusement berner, soit il a sciemment donné son aval à une proposition totalement irréaliste, le seul but étant de remporter le concours, en espérant combler l'inévitable écart budgétaire au moment du bilan d'une manière ou d'une autre.

En fouinant un peu, on découvre que les derniers Jeux ont coûté environ 50 millions \$, ce qui est quand même plutôt élevé, mais en rien comparable aux 130 millions \$ qu'on nous annonce. On apprend aussi que la norme pour l'Organisation internationale de la Francophonie tourne autour des 15 à 20 millions \$ quant au budget de base recherché dans les soumissions pour ces Jeux. Un minimum, si on veut. Il semble que le N.-B. ait déposé sa présentation avec un budget dans cette fourchette de prix, alors que la ville de Sherbrooke, autre soumissionnaire, avait avancé un chiffre plus proche des 50 millions \$. Évidemment, le N.-B. a battu Sherbrooke.

Quelqu'un ici a voulu jouer au plus finaud et c'est nous, les contribuables du N.-B., la province pauvre du Canada, qui devrions en faire les frais? Et surtout c'est nous, la communauté acadienne, qui y risquons notre bonne réputation et notre crédibilité? Soyons clairs: le climat social ici n'est pas favorable à des excès d'une telle envergure. Quand des ténors de l'extrême anti-bilinguisme en dénoncent déjà les coûts, ce genre de dépense somptuaire est plutôt mal inspiré.

Il faut aussi considérer ce qui se passe en Ontario, avec les coupes budgétaires et autres mesquineries du gouvernement Ford à l'égard des francophones. Bien sûr, les Acadiens peuvent craindre un sort comparable, qui ne nous sera épargné que parce que nous représentons une masse critique de l'électorat. Mais pour citer le dicton: «Faut pas pousser mémé dans les orties». Ce n'est pas avec des histoires pareilles que les relations devraient s'embellir entre Acadiens et anti-francophones. Aux fins de comparaison, avec la donne actuelle, le Centre Avenir de Moncton coûterait moins cher que cet événement ponctuel unique au potentiel d'attraction limité, même si d'envergure internationale.

Au final, «*dammed if you do, dammed if you don't*»: aller de l'avant avec une aussi grotesque proposition est très mal venu, en plus d'être au-delà de nos moyens. En même temps, se retirer et annuler revient à perdre complètement la face sur la scène internationale. Il faut donc continuer. Mais pour continuer, il faut revoir à la baisse, et de beaucoup, cette estimation qui arrive un bon 3 ans après la mise en route du projet. Déjà sur ce point, il y a de sérieuses questions à poser. Il faut savoir qui sont ces experts qui avisent les instances de l'organisation et à quelles conditions. Si ce budget de 130 millions \$ n'est pas réaliste, il n'en reste pas moins que c'est celui qui a été soumis, et jamais corrigé, alors qu'on peut s'interroger sur les compétences, ou les intentions, des intéressés.

Sans vouloir faire de chasse aux sorcières, j'estime que nous avons été bien mal servis par ceux qui ont créé cette situation. Les Acadiens font figure ici de groupe irresponsable et arrogant. Le gouvernement est ainsi mis devant ce qui se voudrait être un fait accompli. La seule manière d'en sortir honorablement, pour la province comme pour l'Acadie du N.-B., est de reprendre contrôle sur ce qui peut être contrôlé et veiller de près sur le parcours, jusqu'à la ligne d'arrivée de ces Jeux de la Francophonie 2021.

Je n'ai aucun intérêt personnel, rien à protéger, aucune motivation d'intervenir sur cette question. Que ma fierté acadienne qui, ma foi, est pas mal amochée par ce qui se passe.

Cécile Chevrier
Moncton

Couts des Jeux de la Francophonie : le comité organisateur se défend (<https://www.acadienouvelle.com>)

- <https://www.acadienouvelle.com/actualites/2018/12/09/couts-des-jeux-de-la-francophonie-le-comite-organisateur-se-defend/>
- Le 9 décembre 2018



NOUVEAU-BRUNSWICK 2021
IX^{es} Jeux de la Francophonie

Le comité organisateur des Jeux de la Francophonie 2021 s'explique sur l'explosion des coûts de l'événement, désormais estimés à 130 millions \$, mais refuse de répondre aux questions des journalistes.

Le budget proposé dans le dossier de mise en candidature du Nouveau-Brunswick en 2015 s'élevait à 17 millions \$.

Formé en avril 2017, un an après que la candidature de Moncton-Dieppe ait été retenue, le comité organisateur a élaboré un plan d'affaires prenant en compte l'ensemble des dépenses liées à l'organisation.

On attend plus de 3500 participants d'une soixantaine de pays qui s'affronteront dans neuf compétitions sportives et huit concours culturels.

C'est finalement une facture de 130 millions \$ qui a été présentée en mars aux différents paliers de gouvernement. Appelés à fournir davantage de précisions, les membres du comité n'ont pas donné suite à nos demandes d'entrevue, préférant répondre par voie de communiqué.

«Ce plan a été développé en collaboration avec des experts externes en gestion d'événements internationaux. Les municipalités hôtes ont été consultées dans le développement du plan d'affaires et plusieurs des besoins qu'elles ont exprimés en termes d'infrastructure pour l'accueil des Jeux qui totalisent quelques dizaines de millions de dollars.»

Le gouvernement de Brian Gallant avait jugé le montant estimé excessif et a demandé aux organisateurs de revoir entièrement leur budget.

La semaine dernière, le gouvernement progressif-conservateur a fait savoir qu'il n'est pas prêt à déboursier plus de 10 millions \$ tandis que Moncton et Dieppe ont indiqué qu'elles n'ont pas l'intention d'investir plus que les 750 000 \$ qu'elles ont déjà accordé.

De son côté, le gouvernement fédéral prévient qu'il ne financera pas plus la moitié de la facture de l'événement.

Les organisateurs indiquent qu'ils attendent «la décision des gouvernements du Nouveau-Brunswick et du Canada quant au montant que ces partenaires sont prêts à investir».

Malgré la polémique, le président du comité organisateur, Eric Mathieu Doucet, affiche son optimisme. «Nous sommes confiants de pouvoir collaborer avec les différents paliers gouvernementaux et de parvenir à une entente pour assurer le succès des Jeux de la Francophonie 2021», écrit-il.

«Les Jeux précédents ont démontré qu'un événement d'une telle envergure peut engendrer des retombées économiques de centaines de millions de dollars dans l'économie régionale.»

Ces chiffres sont bien au-delà de ceux fournis par le gouvernement provincial au moment de la mise en candidature. L'ancienne ministre de la Francophonie Francine Landry évoquait alors des retombées de 25 millions \$, dont 22 millions \$ dans les deux villes hôtes.

Le comité ajoute qu'il ne répondra pas aux demandes médiatiques. «D'ici à ce que le processus de financement soit complété, nous ne commenterons pas davantage le sujet afin de maintenir un climat favorable pour la poursuite des négociations», peut-on lire dans le communiqué.

Les Jeux de la Francophonie plongent dans le rouge (<http://www.francsjeux.com>)

- <http://www.francsjeux.com/2018/12/10/au-canada-les-jeux-de-la-francophonie-affolent-les-compteurs/48829>
- Le 10 décembre 2018



Nouvelle polémique au Canada. Elle concerne la prochaine édition des Jeux de la Francophonie, prévue à 2021 à Moncton et Dieppe, dans le Nouveau-Brunswick. Et, sans surprise, tourne autour de la question du coût de l'événement.

Selon la presse nationale, les autorités de l'état viennent de découvrir la réalité du budget des Jeux de la Francophonie 2021. Il se monte aujourd'hui à 130 millions de dollars canadiens (85,5 M€). Dans son dossier de candidature, en 2015, le Nouveau-Brunswick annonçait des coûts maîtrisés et un budget de 17 millions de dollars.

« Le chiffre de 130 millions de dollars serait apparu sur le bureau de l'ancien Premier ministre en mars dernier, a expliqué à l'Acadie Nouvelle le vice-Premier ministre et ministre responsable de la Francophonie, Robert Gauvin. Nous venons de le découvrir, il y a seulement deux semaines. D'où vient l'argent ? Comment sera-t-il dépensé ? Tout ça, je ne peux pas aller plus loin. »

Pour le gouvernement, une telle inflation s'avère hors de proportion. *« Le budget initial qui avait été demandé au gouvernement précédent était de 7 millions de dollars, rappelle Robert Gauvin. Nous sommes prêts à aller jusqu'à 10 millions. C'est notre position. Il faudra travailler avec nos partenaires et débiter les négociations. »*



Les villes de Moncton et Dieppe ont précisé dès la semaine passée qu'elles n'avaient pas l'intention de dépasser leur financement initial, établi au début du projet à 750 000 dollars pour chacune des deux villes-hôtes des Jeux. La communauté francophone, de son côté, s'était engagée à verser une aide de 3 millions de dollars.

Quant au gouvernement fédéral de Justin Trudeau, il a indiqué qu'il ne pourrait pas aller au-delà d'une aide couvrant au maximum la moitié du coût des Jeux. Une loi fédérale interdit en effet à Ottawa de dépasser, pour un tel événement, une aide équivalente à 50% du budget.

Qui paiera ? Mystère. Au cœur de la polémique, le comité d'organisation des Jeux de la Francophonie 2021 se refuse à répondre aux questions des médias. Il s'est contenté d'un communiqué, où il précise avoir été formé deux ans après la première estimation des coûts, déposée en 2015 à l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). En clair, il ne serait en rien responsable d'un budget initial largement sous-évalué.

Une fois constitué, il s'est lancé dans un « *plan d'affaires tenant compte de l'ensemble des dépenses liées à l'organisation des Jeux de la Francophonie en 2021.* » Le résultat : une facture de 130 millions de dollars, presque huit fois supérieure aux prévisions.

Pour sa défense, le comité d'organisation souligne que les Jeux de la Francophonie pourraient se révéler un véritable jackpot pour les deux villes-hôtes, Dieppe et Moncton, et plus largement pour le Nouveau-Brunswick. Ils peuvent « *engendrer des centaines de millions de dollars de retombées pour l'économie régionale* », avance le communiqué.

Vraiment ? Au moment de la candidature, l'ancienne ministre de la Francophonie du Nouveau-Brunswick, Francine Landry, évoquait des retombées de 25 millions de dollars canadiens, dont 22 millions pour les deux villes-hôtes.

Quelques mois après le retrait de Calgary dans la course aux Jeux d'hiver 2026, l'affaire tombe au plus mauvais moment. Pour autant, les organisateurs se disent confiants et optimistes. « *Nous sommes confiants de pouvoir collaborer avec les différents palier gouvernementaux et de parvenir à une entente pour assurer le succès des Jeux de la Francophonie 2021* », suggère Eric Mathieu Doucet, le président du comité d'organisation.

Le Canada renoncera-t-il à l'événement, faute de lui trouver un financement ? A ce stade, le scénario semble peu probable. Le bureau du Premier ministre du Nouveau-Brunswick, Blaine Higgs, se veut rassurant. Il souligne l'importance d'organiser les Jeux pour la province, pour le Canada toute entier, et pour les Acadiens, dans un contexte difficile pour les Franco-canadiens en général.

Il n'empêche, le chef du cabinet du Premier ministre, Louis Léger, a reconnu devant les médias canadiens que les nouvelles estimations des coûts dépassaient largement les moyens d'une petite province de 750 000 habitants, déjà lourdement endettée.

Reste à trouver les dizaines de millions manquants, ou à tailler à coups de hache dans les coûts. Mieux encore : à réussir sur les deux fronts.

Jeux de la Francophonie : « On a fait le travail qui nous a été demandé », affirme le comité organisateur ([ici.radio-canada.ca](https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1141058/budget-jeux-francophonie-comite-organisateur))

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1141058/budget-jeux-francophonie-comite-organisateur>
- Le 10 décembre 2018



Éric Mathieu Doucet, président du comité national organisateur des IXes Jeux de la Francophonie. Photo : Radio-Canada/Margaud Castadère

« Je peux dire que c'est l'ancien gouvernement qui a déposé une candidature pour les Jeux de la Francophonie », répond Éric Mathieu Doucet, président du comité organisateur, lorsqu'on lui demande qui est responsable du dépôt de candidature avec un budget trop peu élevé.

Le comité organisateur des Jeux de la Francophonie internationale de Moncton-Dieppe assure ne pas être responsable de l'explosion des coûts de l'événement. Il a compris l'ampleur « de ce que c'est

d'organiser des jeux internationaux » après avoir accepté son mandat, assure son président, Éric Mathieu Doucet.

Le comité organisateur a été mandaté par le gouvernement libéral de Brian Gallant pour développer un plan d'affaires, explique-t-il.

« On a accepté le mandat comme tel. Une fois que le plan d'affaires était en action, on a commencé à voir les chiffres réels. C'est une fois qu'on avait accepté le mandat qu'on s'est rendu compte de l'ampleur de ce que c'est d'organiser des jeux internationaux. »

— Éric Mathieu Doucet, président du comité organisateur des Jeux de la Francophonie internationale Moncton-Dieppe en 2021

Il se dit maintenant disposé à travailler avec le gouvernement pour arriver à un scénario qui pourrait réduire le tout sans nuire aux Jeux comme tels et au rayonnement de notre province.

Le Parti libéral n'a pas répondu à la demande d'entrevue de Radio-Canada pour l'instant.

Un budget développé avec des consultants internationaux

Le Nouveau-Brunswick a soumis sa candidature en 2015 et a été choisi en 2016. Il a ensuite mandaté le comité national organisateur de développer un plan d'affaires. Notre premier rôle c'était d'exactement ventiler quel serait le montant requis pour organiser les Jeux de la Francophonie internationale, explique Éric Mathieu Doucet.

Le plan d'affaires proposé comprend :

- 84 millions de dollars en opérations (75 millions en argent et 9 millions en biens et services) ;
- 36 millions en infrastructures (dont 24 millions en investissements essentiels), ce qui ne comprend pas de nouvelles infrastructures, mais des travaux sur des infrastructures existantes ;
- 10 millions en sécurité (mais cette partie du budget, qui est évaluée par les autorités, pourrait être revue).

Pour ce faire, le comité a travaillé avec des consultants internationaux qui sont des experts à monter des événements sportifs et culturels d'envergure. Après quelques mois de travail, un plan a été déposé aux bailleurs de fonds. Le gouvernement fédéral a ensuite embauché un autre consultant indépendant pour revoir l'entièreté du plan d'affaires. Cet examen s'est terminé en septembre dernier, deux semaines avant les élections, précise Éric Mathieu Doucet. Il n'a toutefois pas précisé quelle est la conclusion de cet examen, à l'exception qu'il comprend d'autres options au financement des jeux.

« Nous avons construit un budget qui assure le succès des Jeux tout en faisant honneur au Nouveau-Brunswick, au Canada, et ce, sans tomber dans l'excès. »

— Éric Mathieu Doucet, président du comité organisateur des Jeux de la Francophonie internationale Moncton-Dieppe en 2021

Il assure enfin que les Jeux de la Francophonie de Moncton-Dieppe en 2021 engendreront des retombées économiques de 165 millions de dollars au Canada, dont 148 millions au Nouveau-Brunswick. Ces prévisions ne comprennent pas les retombées des événements tests qui auront lieu avant l'événement, de la promotion de la région auprès des étudiants internationaux, d'immigrants potentiels et de la visibilité des artistes acadiens.

Sherbrooke met une croix sur les jeux de la francophonie (www.latribune.ca)

- <https://www.latribune.ca/actualites/sherbrooke/sherbrooke-met-une-croix-sur-les-jeux-de-la-francophonie-4083d60e78c404ec102d04740d3d15b0>
- Le 11 décembre 2018

SHERBROOKE — Les surprenantes explosions des coûts pour l'organisation des Jeux de la francophonie à Moncton-Dieppe n'ont pas ravivé la moindre envie à Sherbrooke de lever la main pour proposer un plan moins dispendieux. Le maire Steve Lussier n'a pas d'intérêt pour l'événement international prévu en 2021.

Estimée entre 15 et 19 M\$, la facture pourrait grimper à 130 M\$ selon des informations révélées par Radio-Canada. Le comité organisateur cherche maintenant à réduire les coûts. Sherbrooke, qui avait été finaliste pour l'obtention de ces jeux, avait proposé un plan selon lequel les déboursés municipaux s'élevaient à 9 M\$. La déception avait été grande quand on lui avait préféré le tandem du Nouveau-Brunswick.

Pourrait-on penser que Sherbrooke deviendrait la solution de rechange si Moncton-Dieppe n'arrivait pas à relever ce défi financier? « J'ai suivi les nouvelles qui sont arrivées. Pour l'instant, ce n'est pas sur la table à dessin de continuer ce dossier-là ici même à Sherbrooke. On regardera, mais je ne pense pas qu'on lèvera la main s'il y a des besoins. Il faut regarder vers les Jeux du Québec, qui viendront peut-être avec une nouvelle façon de faire. Je vais être à l'écoute de ça. On va regarder les alternatives », commente Steve Lussier.

La tenue des Jeux du Québec à l'hiver 2023 est dans la mire depuis plusieurs mois déjà. Le maire Lussier n'est toutefois pas en mesure de donner plus de détails sur l'avancement du dossier de candidature.

« Je ne dis pas si on déposera ou pas la demande. C'est sur la table à dessin. Je ne m'avancerai pas vis-à-vis les échéanciers. Il y aura des nouvelles à venir. On regardera si les ministres arriveront avec un nouveau plan pour les Jeux du Québec. »

Paru aussi dans: rimq.qc.ca

- <https://rimq.qc.ca/article/municipal/categorie/finance/80/738350/sherbrooke-met-une-croix-sur-les-jeux-de-la-francophonie.html>

Est-ce que le N.-B. peut se payer des jeux de 130 M\$? « La réponse facile, c'est non. » (ici.radio-canada.ca)

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1141196/economistes-desjardins-saillant-jeux-francophonie-internationale-moncton-facture-elevee>
- Le 11 décembre 2018



Les économistes Pierre-Marcel Desjardins et Richard Saillant estiment tous deux que le Nouveau-Brunswick n'a pas les moyens de s'offrir des jeux de 130 millions de dollars. Photo : AFP/Issouf Sanogo

Deux économistes néo-brunswickois de renom sont catégoriques au sujet de la capacité de la province à financer des Jeux de la francophonie dont la facture s'élèverait à 130 millions de dollars. « La réponse facile, c'est non », répond rapidement Pierre-Marcel Desjardins.

Richard Saillant offre essentiellement la même réponse. Même si on parlait au bas mot de 60 ou 70 millions de dollars, c'est une somme considérable!

Le chiffre de 130 millions de dollars a été avancé par le comité organisateur des Jeux de la francophonie qui doivent se dérouler à Moncton et à Dieppe en 2021. Il est huit fois supérieur au chiffre de 15 à 19 millions qui avait été évoqué lorsque la candidature du Nouveau-Brunswick avait été déposée, en 2015.

Lundi, le comité organisateur a expliqué que les chiffres ont été révisés considérablement à la hausse lorsqu'un plan d'affaires détaillé a été développé, après l'obtention des jeux. Le comité a défendu cette facture, que plusieurs jugent excessive, en disant que l'événement entraînerait des retombées économiques de 148 millions de dollars pour le Nouveau-Brunswick.

Selon Pierre-Marcel Desjardins, ce niveau de retombées n'est pas suffisant pour justifier un investissement de fonds publics aussi important que celui qui est demandé.

Dans une perspective de développement économique, souvent, ce qu'on veut c'est un multiplicateur de 2 ou 3. Pour chaque dollar dépensé, qu'on ait 2 ou 3 \$ d'impact, donc un budget de 130 millions avec un multiplicateur de 3, on s'attendrait à des retombées économiques de 400 millions. Alors

encore là, comme levier de développement économique, ce n'est pas nécessairement là où moi je privilégierais les dépenses.



L'économiste Pierre-Marcel Desjardins souligne que la tenue des jeux à Moncton et Dieppe n'aurait qu'un impact économique passager. Photo : Radio-Canada

Un investissement profitable?

Son collègue Richard Saillant ajoute que, toujours dans une perspective de développement économique, il y a de meilleurs investissements à faire que dans la tenue de jeux.

Lorsqu'on parle d'utiliser des fonds publics à des fins économiques, il faut examiner les usages alternatifs. [...] Est-ce qu'on ne va pas avoir des rendements beaucoup plus durables, plus importants si on les consacre à l'innovation ou encore à l'éducation qu'à la tenue de jeux qui vont durer quelques semaines et après [...], il n'y a presque aucune trace de [...] ces jeux, sauf que parfois on va peut-être se retrouver avec des infrastructures récréatives qu'on va devoir entretenir année après année.



L'économiste Richard Saillant Photo : ICI Radio-Canada

Il affirme d'autre part que les retombées économiques de grands événements sont souvent surestimées.

« C'est typique, lorsqu'on veut avoir des événements comme la tenue de jeux, on surestime les bénéfices et puis on sous-estime bien sûr les coûts. »

— Richard Saillant, économiste

Un « mauvais départ »

Selon Pierre-Marcel Desjardins, la bouchée est tout simplement trop grosse à avaler pour une petite province comme le Nouveau-Brunswick.

Dans les conditions dans lesquelles se trouvent les finances publiques de la province, avec un déficit structurel important, c'est un montant qui est beaucoup plus gros que la capacité de la province.

Franchement, c'est un très mauvais départ à mes yeux, conclut Richard Saillant, qui insiste aussi sur le fait que pour financer un tel événement, la province - même si elle partage la facture avec d'autres, comme le gouvernement fédéral - devrait s'endetter davantage.

Autopsie du budget initial des Jeux de la Francophonie 2021 (ici.radio-canada.ca)

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1141306/budget-jeux-francophonie-2021-nouveau-brunswick-sports-international>
- Le 11 décembre 2018



Le comité organisateur des Jeux réagit pour la première fois. Photo : iStock

Comment expliquer l'écart de 110 millions de dollars entre le budget de 2015 et le plan d'affaires dévoilé la semaine dernière? Radio-Canada a obtenu la copie du budget de 19,5 millions de dollars déposé en 2015.

Alors que les Jeux de la Francophonie devaient se tenir sous l'égide de la saine gestion, les dépassements de coûts semblent compromettre la tenue de l'événement d'envergure internationale.

Comprendre comment et pourquoi nous en sommes rendus là est important, a lancé le premier ministre Blaine Higgs en Chambre mardi, tout en répétant qu'il ne financera pas davantage les Jeux de la Francophonie.

« Si nous pouvons créer un comité pour examiner la question, je serais assurément en faveur. »

— Blaine Higgs, premier ministre du Nouveau-Brunswick

Le député des verts Kevin Arsenault a demandé au premier ministre la nomination d'un comité législatif pour enquêter [sur] cette incroyable escalade du budget des Jeux.

Une première révision du budget en 2015

Le dossier de candidature de juillet 2015, alors évalué à 17,5 millions de dollars, a été révisé après la visite de cinq experts désignés par l'Organisation internationale de la Francophonie à Moncton et à Dieppe. Leur mission était d'évaluer les installations, notamment en matière d'hébergement.

Cet examen a mené au dépôt d'un nouveau budget de 19,5 millions de dollars quelques mois plus tard, en décembre 2015. Les frais d'hébergement et de restauration, respectivement de 1 million et de 1,5 million, passaient alors de 2 à 2,5 millions.

Deux millions ont aussi été ajoutés à la facture avant même que la candidature de Moncton-Dieppe ne soit retenue.

Mais malgré cette première révision, le budget déposé en décembre 2015 n'était pas réaliste : le plan d'affaires dévoilé cette semaine expose la minceur des évaluations de 2015.

Budget sous la loupe

Les frais associés à la sécurité sont à eux seuls multipliés par dix entre 2015 et 2018. Le budget 2015 les évaluait à 1 million de dollars, mais les récents chiffres exposent une facture de 10 millions.

Les frais de sécurité sont en hausse pour tous les grands événements internationaux dans les dernières années. Les autorités compétentes en la matière n'ont toujours pas soumis leur évaluation pour les Jeux de Moncton et Dieppe. La note pourrait continuer de gonfler.

Dépenses	Montants en dollars canadiens
Acquisition matériel sportif, culturel et développement	1 000 000\$
Aménagements temporaires - sites activités développement	1 000 000\$
Aménagements temporaires - sites culturels	1 000 000\$
Aménagements temporaires - sites sportifs	1 000 000\$
Animations périphériques et Villages de la Francophonie	1 000 000\$
Billetterie	30 000\$
Bénévoles	100 000\$
Centre de presse	384 300\$
Communication et marketing	400 000\$
Coordination	2 100 000\$
Cérémonial - ouverture et fermeture	1 500 000\$
Frais de diffusion	800 000\$
Hébergement	2 000 000\$
Organisation - campagne de financement	100 000\$
Protocole	500 000\$
Restauration	2 500 000\$
Santé	600 000\$
Sécurité	1 000 000\$
Transport	1 500 000\$

Équipement TIC et accréditation

1 000 000\$

Les infrastructures, et surtout la restauration des infrastructures existantes, ont été largement sous-évaluées. Dans le dossier de candidature de 2015, quatre montants de 1 million de dollars sont alloués aux aménagements temporaires d'emplacements sportifs, culturels, pour des activités et pour l'acquisition de matériel.

Le plan d'affaires de 2018 fait plutôt état de 36 millions pour les infrastructures, dont 24 millions d'investissements dits essentiels.

Mais l'explosion des coûts d'opération, une catégorie aux contours flous, est sans égal. Les Jeux de 2021 coûteront 84 millions de dollars en opération, si on se fie au plan d'affaires.

Le dossier de candidature de 2015 n'évoque pas expressément les opérations, mais certaines catégories semblent s'y rattacher. Les frais de coordination étaient estimés à 2,1 millions, la ligne la plus onéreuse du budget 2015 après la restauration. Et le clou du spectacle, les cérémonies d'ouverture et de fermeture, devaient coûter, ensemble, 1,5 million de dollars.

Alors que le gouvernement de Blaine Higgs promet de ne pas investir un sou de plus dans les Jeux, les aspects négligés en 2015 font surface.

Jeux de la Francophonie 2021 : Le comité organisateur estime avoir bien fait son travail (www.acadienouvelle.com)

- <https://www.acadienouvelle.com/actualites/2018/12/10/jeux-de-la-francophonie-2021-le-comite-dorganisation-estime-avoir-bien-fait-son-travail/>
- Le 11 décembre 2018



ERIC MATHIEU DOUCET, PRÉSIDENT DÉMISSIONNAIRE DU COMITÉ ORGANISATEUR DES JEUX. - ARCHIVES

Les membres du comité organisateur des Jeux de la Francophonie 2021, affirment ne pas être responsables d'avoir établi un budget largement sous-évalué dans le dossier de candidature de Moncton-Dieppe.

Au moment de soumettre sa candidature, en 2015, le Nouveau-Brunswick annonçait des coûts maîtrisés et un budget de 17 millions \$. Trois ans plus tard, le comité organisateur présente une facture de 130 millions \$, presque huit fois supérieure aux prévisions initiales.

Les municipalités de Moncton et Dieppe refusent d'engager des fonds supplémentaires et le gouvernement Higgs a fait savoir que la province ne peut simplement pas se permettre de telles dépenses. Face au tollé suscité par l'escalade des coûts, le comité organisateur a décidé de répondre aux questions des journalistes lors d'une conférence de presse, lundi soir.

En 2015, Éric Mathieu Doucet, président du comité organisateur, et Éric Larocque, directeur général, participaient à titre de bénévoles au comité de candidature, composé essentiellement de fonctionnaires provinciaux.

Le rôle des bénévoles, explique Éric Mathieu Doucet, n'était pas d'évaluer les coûts et il se limitait à consulter les municipalités ainsi que les associations sportives de la région. Il renvoie la balle du côté du gouvernement Gallant.

«Nous n'étions pas responsables du budget, je ne voudrais pas parler au nom du comité de candidature, c'était le comité de candidature du gouvernement du Nouveau-Brunswick», déclare-t-il.

Formé en avril 2017, un an après que la candidature de Moncton-Dieppe ait été retenue, le comité organisateur a été chargé d'élaborer un plan d'affaires. C'est alors que les municipalités, le CCNB et l'Université de Moncton ont soumis leur liste de vœux et que plusieurs experts dans l'organisation d'événements sportifs internationaux ont été consultés.

«Une fois que le plan d'affaires était en action, on a commencé à voir les chiffres réels, précise Éric Mathieu Doucet. C'est une fois qu'on avait accepté le mandat qu'on s'est rendu compte de l'ampleur de ce que c'est d'organiser des jeux internationaux.»

Le plan d'affaires de 130 millions \$ présenté en mars 2018, comprenait 84 millions en opérations. Cela inclut notamment 10 millions \$ pour la sécurité.

À cela s'ajoute un budget de 36 millions \$ destiné aux infrastructures. De cette somme, 18 millions \$ sont qualifiés d'«investissements essentiels», qui comprennent la création de deux nouveaux terrains de soccer à Moncton et à Dieppe, ainsi qu'une mise à niveau des terrains de tennis du parc du Centenaire et de la piste d'athlétisme sur le campus de l'Université de Moncton.

«Nous avons construit un budget qui assure le succès des Jeux, tout en faisant honneur au Nouveau-Brunswick et au Canada, et ce, sans tomber dans l'excès», estime M. Doucet.

Le niveau de complexité dépasse celui de la plupart des événements sportifs et requiert des ressources financières importantes, plaide le président du comité.

«Ce sont huit compétitions sportives et cinq compétitions culturelles qui se déroulent en même temps, avec 24 sites à travers la région. Chaque site a besoin de services médicaux, des repas, de sécurité, d'accréditations... C'est une vraiment une opération d'envergure.»

«Ce sont huit compétitions sportives et cinq compétitions culturelles qui se déroulent en même temps, avec 24 sites à travers la région. Chaque site a besoin de services médicaux, des repas, de sécurité, d'accréditations... C'est une vraiment une opération d'envergure.»

À la question de savoir si les bailleurs de fonds ont été avisés de dépassements de coûts avant 2018, il confirme que des discussions ont eu lieu avec les partenaires «avant le dépôt du plan d'affaires».

Des économies possibles

Un expert indépendant embauché par Ottawa a ensuite évalué le plan soumis par le comité. Son rapport a été remis aux gouvernements fédéral et provincial au mois de septembre, une semaine avant les élections néo-brunswickoises.

«De ce qu'on a entendu, le consultant a proposé certaines options pour réduire le budget», indique M. Doucet.

Les membres du comité organisateur affirment ne pas avoir eu accès à cette étude, on ignore donc pour le moment quelles modifications ont été suggérées.

«Je pense qu'il y a moyen de réduire, il y a certains investissements en infrastructure qui pourraient tomber», avance le président.

«Depuis mi-septembre, nous attendons un retour des gouvernements pour commencer les négociations.»

La situation politique provinciale au lendemain des élections a retardé le processus. Pour le moment, les discussions ont lieu entre Ottawa et Fredericton.

La situation politique provinciale au lendemain des élections a retardé le processus. Pour le moment, les discussions ont lieu entre Ottawa et Fredericton.

«Nous ne sommes pas à cette table, ce sera à eux de décider de l'ampleur des Jeux qu'ils veulent organiser», souligne Éric Mathieu Doucet. «Il revient aux gouvernements de prendre les décisions et de dire quelles sont les règles du jeu. Nous allons nous adapter.»

Les organisateurs disent vouloir entamer les pourparlers avec les bailleurs de fonds «pour en arriver un financement qui correspond à leurs attentes».

Le comité vante l'impact positif des Jeux

Éric Mathieu Doucet affiche son optimisme.

«Tout le monde veut accueillir ces Jeux, lance-t-il. La province, le gouvernement fédéral et les municipalités comprennent l'impact d'accueillir le monde chez nous, d'être sur la carte. Ils réalisent l'opportunité pour la visibilité de la région et l'expérience que nos citoyens et nos jeunes vont vivre.»

L'événement bénéficiera à la province sur le plan du tourisme, de l'immigration, du recrutement étudiant et du rayonnement culturel des artistes, assurent les organisateurs.

Ils prévoient d'ailleurs des retombées économiques importantes: 165 millions \$ au Canada dont 148 millions \$ au Nouveau-Brunswick.

Ces chiffres sont bien au-delà de ceux fournis par le gouvernement provincial au moment de la mise en candidature.

L'ancienne ministre de la Francophonie Francine Landry évoquait alors des retombées de 25 millions \$.

«C'était l'estimation pour un budget de 15 millions, s'est justifié le directeur général Éric Larocque. Si le budget est plus élevé et qu'il y a plus de travaux en infrastructures, les retombées sont elles aussi plus élevées.»

Jeux de la Francophonie : 5 démissions au conseil d'administration ([ici.radio-canada.ca](https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1141496/jeux-francophonie-moncton-dieppe-demissions-membres))

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1141496/jeux-francophonie-moncton-dieppe-demissions-membres>
- Le 12 décembre 2018



Des démissions ont été annoncées au sein du conseil administratif des Jeux de la Francophonie.
Photo : iStock

Cinq membres du conseil d'administration des Jeux de la Francophonie de Moncton-Dieppe en 2021 ont remis leur démission mercredi, quelques jours après que Radio-Canada a appris et révélé l'explosion du budget des IXes Jeux de la Francophonie.

Le conseil d'administration du Comité national organisateur des IXes Jeux de la Francophonie de 2021 compte 11 membres, dont 5 nommés par la province, 4 par le gouvernement fédéral, 1 par la Ville de Moncton et 1 par la Ville de Dieppe.

Les cinq membres qui ont annoncé leur démission mercredi sont ceux qui avaient été nommés par le Nouveau-Brunswick, en novembre 2017.

Linda Schofield, vice-présidente du conseil d'administration, a annoncé sa démission mercredi matin. Elle assure avoir pris cette décision pour des raisons personnelles.

Les quatre autres membres ont annoncé leur démission ensemble, en fin d'après-midi :

- Éric Mathieu Doucet, président
- Mirelle Cyr
- Éric Cormier
- Kim Rayworth

Au cours des derniers jours, nous avons assisté à une série de reportages médiatiques et réactions publiques entourant le plan d'affaires proposé pour les Jeux de la Francophonie de 2021 qui ont suscité une controverse malheureuse entourant la planification et la livraison des Jeux, peut-on lire dans le communiqué publié vers 17 h mercredi. Cette ombre empêche de voir la véritable histoire que sont les avantages et les importantes opportunités que ces Jeux pourraient apporter à notre

région et à notre province. »

Ces membres demeurent convaincus d'avoir fait le travail qui nous a été demandé, soit de développer un plan d'affaires visant à organiser des Jeux à la hauteur des autres Jeux de la Francophonie et des grands événements internationaux.

Nous souhaitons que ces démissions permettront aux partenaires de revenir à la table des négociations dans un climat médiatique et politique plus sain, concluent-ils.

De 15 à 19 millions de dollars au moment où la candidature du Nouveau-Brunswick a été acceptée pour les Jeux de 2021 à Moncton-Dieppe, l'estimation de leur coût a atteint 130 millions en 2018, selon les calculs des organisateurs.

Les gouvernements fédéral et provincial réitèrent leur position

Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Blaine Higgs, a affirmé mercredi que le gouvernement provincial comptait respecter son engagement, soit d'investir 10 millions de dollars dans les Jeux de la Francophonie de Moncton-Dieppe.



Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Blaine Higgs. Photo : La Presse canadienne/Andrew Vaughan

Même son de cloche du côté fédéral, qui s'engage à payer 50 % des coûts. Le gouvernement provincial ne semble pas intéressé à dépasser 10 millions de dollars, explique le ministre fédéral des Affaires intergouvernementales, Dominic LeBlanc. Alors nous on mettra 10 millions de dollars. Ça nous amène à 20 millions. J'ai compris que c'est beaucoup beaucoup moins qu'ils ont besoin.

Il assure toutefois que le gouvernement fédéral est prêt à payer davantage si la province s'y engage aussi. Si le gouvernement provincial accepte sa responsabilité et augmente sa contribution, évidemment on va augmenter la contribution fédérale en conséquence.



Dominic LeBlanc, le ministre fédéral des Affaires intergouvernementales Photo : La Presse canadienne/Adrian Wylde

Jeux de la Francophonie : des amis de Brian Gallant dans l'organisation (ici.radio-canada.ca)

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1141371/jeux-francophonie-amis-brian-gallant-comite-organisateur>
- Le 12 décembre 2018



Brian Gallant, chef du Parti libéral du Nouveau-Brunswick Photo : Radio-Canada

Pourquoi Brian Gallant s'est-il récusé du dossier des Jeux de la Francophonie Moncton-Dieppe 2021? Radio-Canada a appris qu'au moins deux des hauts dirigeants du comité organisateur sont des amis proches de l'ancien premier ministre.

Un texte de **Michelle LeBlanc**

Alors qu'on cherche à comprendre comment la facture des Jeux de la Francophonie a pu exploser –

avec des prévisions passant de 19,5 millions de dollars en 2015 à 130 millions en 2018 –, l'ancien premier ministre Brian Gallant refuse de commenter le dossier.

Certaines personnes impliquées dans l'organisation des Jeux de la Francophonie étant des proches de Monsieur Gallant, celui-ci s'est récusé des décisions prises en Cabinet concernant les Jeux, alors qu'il était premier ministre. Dès lors, il ne commentera pas le dossier, a indiqué dans une déclaration écrite le directeur des communications de l'opposition officielle, Jean-Philippe Raiche.

Il n'a pas été possible de savoir à quel moment l'ancien premier ministre a pris la décision de se retirer des réunions du Cabinet lorsqu'il était question des Jeux de la Francophonie. En 2016, c'est Brian Gallant qui a présenté la candidature de Moncton-Dieppe au nom du Nouveau-Brunswick.

Son Excellence la très honorable Michaëlle Jean
Le 20 juillet 2015
Page 2

Nous aimons à croire que notre dossier répondra en tout point aux attentes et nous vous présentons,
Excellence, nos salutations respectueuses.



Brian Gallant
Premier ministre

Le 20 juillet 2015, Brian Gallant signait la lettre de présentation du dossier de candidature des villes de Moncton et de Dieppe pour les Jeux de la Francophonie en 2021. Photo : Radio-Canada

Selon des informations obtenues par Radio-Canada, un ami personnel de Brian Gallant est à la tête du comité organisateur des Jeux depuis avril 2016. Éric Larocque a été nommé à ce poste par le cabinet du premier ministre. Les deux amis ont oeuvré ensemble dans le mouvement étudiant à l'Université de Moncton.



Eddie Rutanga et Éric Larocque, deux dirigeants du comité organisateur des Jeux de la Francophonie, qui sont aussi des amis de Brian Gallant. Photo : Radio-Canada/André Maillet

Le directeur des relations gouvernementales et communautaires du comité organisateur des Jeux, Eddie Rutanga, est aussi un proche de Brian Gallant. Dans un article du *Telegraph-Journal*, en septembre 2016, on présente Eddie Rutanga comme l'un de ses meilleurs amis à l'époque où les deux étaient étudiants. Eddie Rutanga aurait même, selon cet article, participé à la première rencontre entre Brian Gallant et celle qui est maintenant son épouse, Karine Lavoie.

Meet Karine Lavoie, Premier Brian Gallant's girlfriend

ADAM HURAS | Legislature Bureau
September 22, 2016

Show this article f Facebook t Twitter i Email



Premier Brian Gallant is pictured in the RCMP van that carries the premier around the province. (Adam Huras/Telegraph-Journal)

Related

Meet Karine Lavoie, Premier Brian Gallant's girlfriend

2 years ago

Where did he ask? Details on premier's engagement

1 year ago

Premier Gallant, Karine Lavoie get married

7 years ago

Series: An in-depth look at the life of New Brunswick's premier

2 years ago

On the bus: Meet the Liberal gang

2 months ago

Dans cet article, le « *Telegraph-Journal* » assure même qu'Eddie Rutanga avait joué un rôle dans la rencontre entre Brian Gallant et celle qui est maintenant son épouse, Karine Lavoie. Photo : *Telegraph Journal*/Adam Huras

Une structure indépendante

Le nouveau gouvernement s'inquiète de la structure du comité organisateur. Bien que son financement provienne à 100 % des gouvernements fédéral et provincial, le comité organisateur ne relève d'aucun ministère, ni provincial ni fédéral.

Le comité organisateur est indépendant, mais c'est le gouvernement du Nouveau-Brunswick qui est responsable s'il y a des coûts supplémentaires. Essentiellement, c'est presque un chèque en blanc, dénonce Louis Léger, le chef de cabinet du premier ministre Blaine Higgs.



Il est impossible pour le Nouveau-Brunswick de déboursier plus que prévu initialement, estime Louis Léger, chef de cabinet de Blaine Higgs. Photo : Radio-Canada

Le comité organisateur –un organisme sans but lucratif relève d'un conseil d'administration dont les membres sont nommés par le gouvernement du Nouveau-Brunswick (cinq membres), le gouvernement du Canada (quatre membres), la Ville de Moncton (un membre) et la Ville de Dieppe (un membre).

Dans ses états financiers 2017-2018, on apprend que le comité a un budget annuel de 1,3 million de dollars, dont 900 000 \$ proviennent du gouvernement fédéral et 300 875 \$ de la province.

Le comité organisateur, qui compte en ce moment 11 employés, a versé 452 000 \$ en salaires, 297 000 \$ en sous-traitance et 55 000 \$ en frais de déplacement. Le budget pour l'année en cours (2018-2019) se chiffre à 1,7 million de dollars.

Déclaration des membres démissionnaires du conseil d'administration du Comité organisateur national des Jeux de la Francophonie (CNJF) (www.newswire.ca)

- <https://www.newswire.ca/fr/news-releases/declaration-des-membres-demissionnaires-du-conseil-dadministration-du-comite-organisateur-national-des-jeux-de-la-francophonie-cnjf-702611101.html>
- Le 12 décembre 2018

MONCTON, NB, le 12 déc. 2018 Au cours des derniers jours, nous avons assisté à une série de reportages médiatiques et réactions publiques entourant le plan d'affaire proposé pour les Jeux de la Francophonie de 2021 qui ont suscité une controverse malheureuse entourant la planification et la livraison des Jeux.

Cet ombre empêche de voir la véritable histoire que sont les avantages et les importantes opportunités que ces Jeux pourraient apporter à notre région et à notre province, non seulement en 2021, mais pour les générations à venir, qu'elles soient francophones ou anglophones.

Le Nouveau-Brunswick s'est vu offrir une occasion indéniable d'accueillir un événement comparable

aux Jeux Olympiques d'hiver, en termes de nombre de participants et aux Jeux du Commonwealth, en termes de nombre de pays représentés. Cette opportunité pourrait placer notre province sur la scène mondiale et entraîner un essor considérable de la croissance économique et culturelle. Les Jeux de la Francophonie précédents ont entraîné des avantages économiques importants, une immigration accrue et des legs en matière d'infrastructure, de culture et de capacité en matière d'organisation d'événements majeurs.

Les événements de la dernière semaine ont détourné l'attention de ces objectifs et nous font croire que nous n'avons plus la confiance nécessaire du gouvernement du Nouveau-Brunswick pour continuer notre mandat.

En tant que membres bénévoles nommés par le gouvernement provincial, nous annonçons aujourd'hui notre démission du conseil d'administration du CNJF- en vigueur immédiatement. Nous avons soumis notre démission au Ministre responsable de la Francophonie. Notre démission fait suite à la démission plus tôt aujourd'hui de la cinquième personne nommée par le gouvernement provincial pour des raisons de nature professionnelles.

Nous considérons que nous avons fait le travail qui nous a été demandé, soit de développer un plan d'affaires visant à organiser des Jeux à la hauteur des autres Jeux de la Francophonie et des grands événements internationaux et assurer des legs pour la communauté.

L'équipe d'organisation des Jeux est composée de personnes qualifiées et passionnées qui ont à cœur le bien-être de l'ensemble de la population du Nouveau-Brunswick. Ils ont besoin de soutien.

Tous les gens impliqués dans ce projet, qu'ils soient bénévoles ou employés, sont de fiers Acadiens, fiers Néo-Brunswickois et fiers Canadiens. Ce sont des gens qui croient foncièrement que le N.-B. peut se tailler une place sur la scène internationale, notamment à travers la plateforme qu'offre la Francophonie internationale.

Nous souhaitons que ces démissions permettront aux partenaires de revenir à la table des négociations dans un climat médiatique et politique plus sain. Nous demeurons très excités à l'opportunité qui se présente au Nouveau-Brunswick d'accueillir le monde chez nous. Nous voulons le succès des Jeux de la Francophonie et nous souhaitons que notre départ permettra de reprendre la planification nécessaire afin de saisir les opportunités et faire en sorte que notre province ressorte gagnante.

Aucune entrevue ne sera accordée par les membres démissionnaires.

Sincèrement,

Eric Mathieu Doucet
Mirelle Cyr
Éric Cormier
Kim Rayworth

SOURCE Jeux de la Francophonie 2021

Renseignements : Jeux de la Francophonie, info@nb2021.ca

Paru aussi dans: www.finanzen.ch

- <https://www.finanzen.ch/nachrichten/aktien/d%C3%A9claration-des-membres-d%C3%A9missionnaires-du->

Jeux de la Francophonie 2021 : Le comité organisateur estime avoir bien fait son travail (www.francompresse.ca)

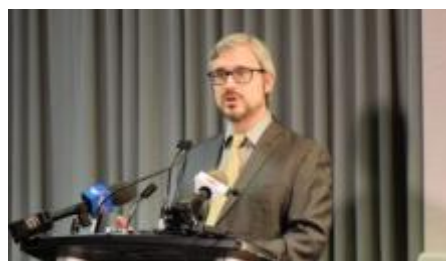
- <https://www.francompresse.ca/2018/12/12/jeux-de-la-francophonie-2021-le-comite-organisateur-estime-avoir-bien-fait-son-travail/>
- Le 12 décembre 2018

Les membres du comité organisateur des Jeux de la Francophonie 2021 affirment ne pas être responsables d'avoir établi un budget largement sous-évalué dans le dossier de candidature de Moncton-Dieppe.

Au moment de soumettre sa candidature, en 2015, le Nouveau-Brunswick annonçait des coûts maîtrisés et un budget de 17 millions \$. Trois ans plus tard, le comité organisateur présente une facture de 130 millions \$, presque huit fois supérieure aux prévisions initiales.

Les municipalités de Moncton et Dieppe refusent d'engager des fonds supplémentaires et le gouvernement Higgs a fait savoir que la province ne peut simplement pas se permettre de telles dépenses. Face au tollé suscité par l'escalade des coûts, le comité organisateur a décidé de répondre aux questions des journalistes lors d'une conférence de presse, lundi soir.

En 2015, Éric Mathieu Doucet, président du comité organisateur, et Éric Larocque, directeur général, participaient à titre de bénévoles au comité de candidature, composé essentiellement de fonctionnaires provinciaux.



Éric Mathieu Doucet a défendu le travail du comité organisateur lundi soir. Photo : Acadie Nouvelle, Simon Dellatre

Le rôle des bénévoles, explique Éric Mathieu Doucet, n'était pas d'évaluer les coûts et il se limitait à consulter les municipalités ainsi que les associations sportives de la région. Il renvoie la balle du côté du gouvernement Gallant.

La sécurité plombe la facture (<http://www.francsjeux.com>)

- <http://www.francsjeux.com/breves/2018/12/13/la-securite-plombe-la-facture/48950>
- Le 13 décembre 2018

La question du coût des Jeux de la Francophonie 2021 à Moncton et Dieppe, au Nouveau-Brunswick, continue de faire polémique au Canada. Le gouvernement de la province répète ne pas vouloir dépenser un dollar de plus que sa participation initiale. De son côté, Radio-Canada a tenté de comprendre comment le budget avait pu passer de 17 millions de dollars canadiens (11,2 M€) au moment de la candidature, à 130 millions (85,5 M€) aujourd'hui, selon la dernière estimation. Il s'avère que les frais associés à la sécurité ont été multipliés par 10 entre 2015 et 2018. Le budget 2015 les évaluait à 1 million de dollars, mais les récents chiffres affichent une facture de 10 millions. Les infrastructures, dont la rénovation des sites existants, ont été largement sous-

évaluées. Dans le dossier de candidature, quatre montants de 1 million de dollars sont alloués aux aménagements temporaires d'emplacements sportifs, culturels, pour des activités et pour l'acquisition de matériel. La nouvelle estimation des organisateurs fait plutôt état de 36 millions pour les infrastructures, dont 24 millions d'investissements jugés essentiels. Enfin, le coût des opérations est aujourd'hui fixé à 84 millions de dollars. Dans le budget initial, le poste « opérations » n'était tout simplement pas mentionné. Le comité de candidature s'était contenté de prévoir des frais de coordination (2,1 millions), de restauration, et d'organisation des cérémonies (1,5 million de dollars).

Jeux de la Francophonie : la facture pourrait être réduite à 115,3 M\$, selon des experts-comptables ([ici.radio-canada.ca](https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1141734/jeux-francophonie-analyse-couts-experts-mnp-budget-comite-organisateur-moncton-dieppe))

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1141734/jeux-francophonie-analyse-couts-experts-mnp-budget-comite-organisateur-moncton-dieppe>
- Le 13 décembre 2018



La facture des Jeux de la Francophonie pourrait être réduite à 115,3 millions de dollars, selon un cabinet d'experts-comptables qui a effectué une analyse pour le gouvernement fédéral. Photo: AFP / Issouf Sanogo

Un cabinet d'experts-comptables retenu par Ottawa pour analyser le plan d'affaires soumis pour les Jeux de la Francophonie 2021 à Moncton et à Dieppe conclut que l'événement peut être organisé pour la somme de 115,3 millions de dollars plutôt que les 130 millions annoncés.

La firme MNP estime que le plan d'affaires soumis le printemps dernier par le comité organisateur des jeux est solide et précis, compte tenu de l'état actuel du projet.

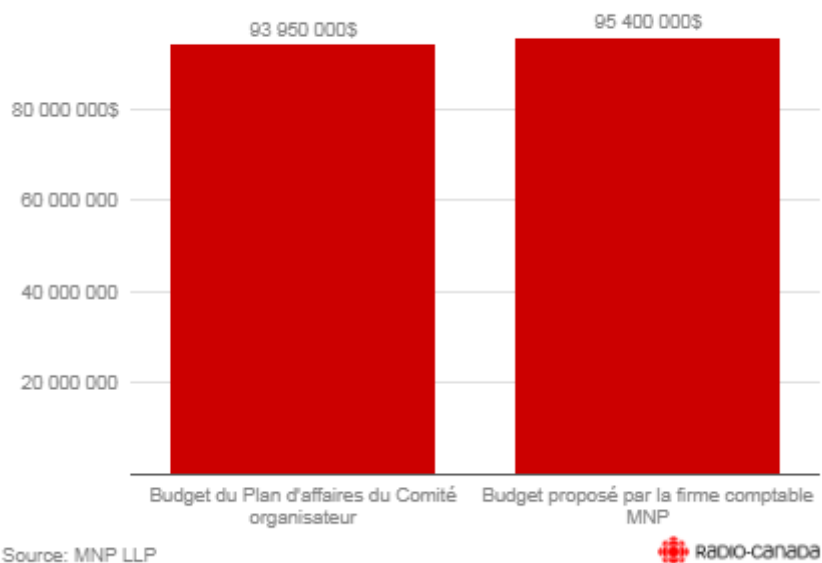
En revanche, le budget initial de 19,5 millions présenté en 2015 était significativement sous-estimé, selon elle, et semblait destiné à satisfaire le Comité international des Jeux de la Francophonie (CIJF), qui souhaite éviter l'escalade des coûts typiques de ces grands événements.

Selon le scénario privilégié par les experts-comptables de MNP, les coûts d'exploitation des Jeux de Moncton-Dieppe augmenteraient légèrement, à 95,4 millions de dollars, par rapport au plan d'affaires soumis.

Budget des opérations

Budget des opérations

Le budget des opérations augmenterait de 1 450 000 \$.

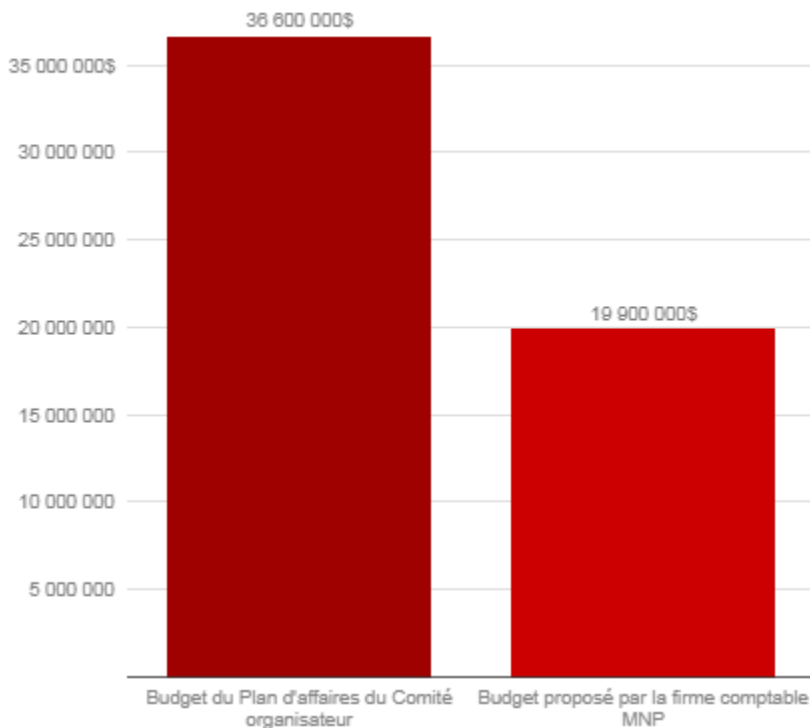


Les économies seraient surtout réalisées dans le domaine des immobilisations, dont la facture passerait de 36,6 millions à 19,9 millions, „après l’élimination des projets non essentiels et des taxes et après une opération comptable qui transférerait certaines dépenses au budget d’opération ».

Budget des immobilisations

Budget des immobilisations

Le budget des immobilisations baisserait de 16 700 000\$.

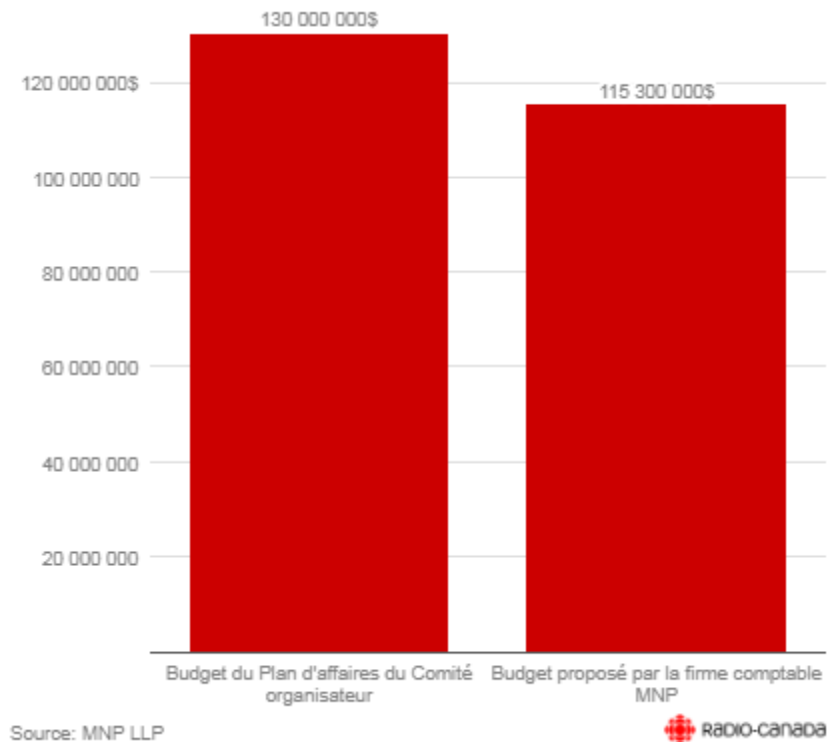


Il serait possible d’économiser encore davantage, selon MNP, mais cela nécessiterait „des efforts

encore plus importants et entraînerait des incidences plus significatives sur la tenue de l'événement.

Des économies sur les services policiers, la télédiffusion des Jeux. »

Budget total des Jeux de la Francophonie 2021 à Moncton-Dieppe



Des économies sur les services policiers, la télédiffusion des Jeux

Parmi les économies possibles sur le plan de l'exploitation, MNP mentionne le coût des services policiers.

Le modèle de télédiffusion des jeux – il coûterait 8 millions de dollars, selon le plan d'affaires du comité organisateur – peut également être revu, selon MNP, d'autant plus que le modèle actuel a peu de chances de „fournir au Nouveau-Brunswick et au Canada la visibilité internationale que l'accueil devrait offrir ».

MNP propose d'utiliser davantage les nouvelles technologies et les médias sociaux, „ces derniers pouvant être une plateforme plus rentable et plus efficace pour cibler des marchés clés. »

Pas de dépenses payées pour des journalistes

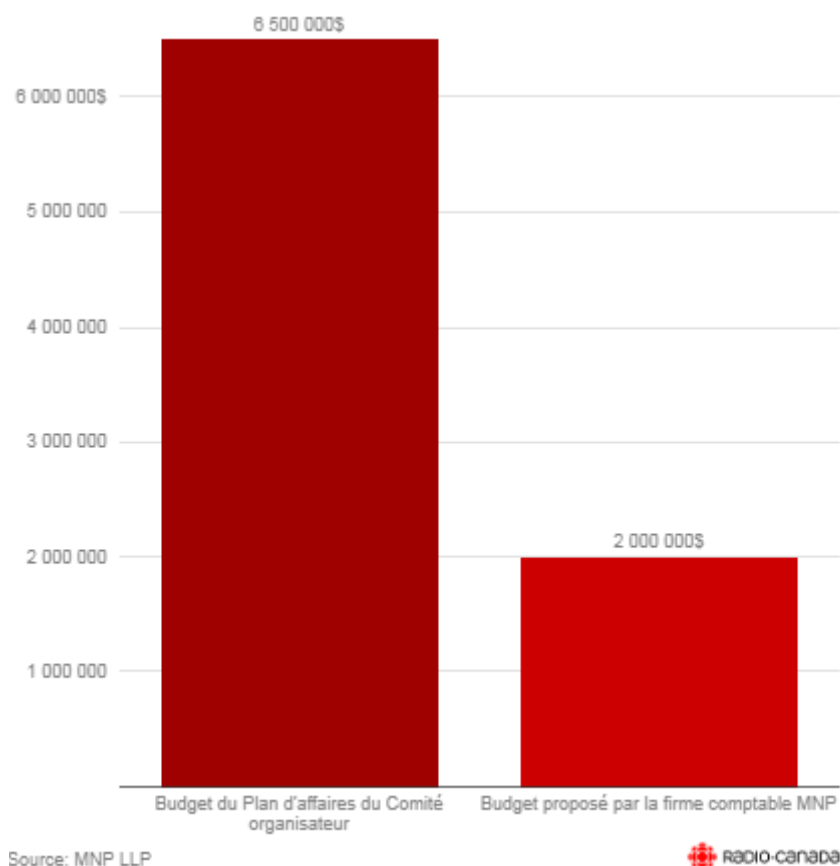
Les experts considèrent que certaines dépenses imposées dans le cahier des charges du Comité international des Jeux sont « disproportionnées » par rapport à des événements similaires. Ils suggèrent par exemple d'éliminer l'obligation de subvenir aux besoins d'un maximum de 80 journalistes choisis par le CIJF pour assister aux Jeux, surtout que cet aspect pourrait susciter beaucoup d'inquiétude de la part du public s'il venait à apprendre que le gouvernement du Canada payait des journalistes pour assister aux Jeux.

Pour ce qui est des dépenses sur les installations temporaires, les experts trouvent que le chiffre

avancé par le comité organisateur, soit 6,5 millions de dollars, peut être considéré comme élevé pour un événement de cette ampleur. Un chiffre de 1 à 2 millions de dollars serait plus réaliste, selon eux.

Budget des installations temporaires

Le budget des installations temporaires baisserait de 4 500 000 \$.



Des événements ailleurs qu'à Moncton et à Dieppe

MNP estime par ailleurs que pour faire des économies maximales, quelques événements devraient se tenir ailleurs qu'à Moncton et à Dieppe et le legs des Jeux, un élément important pour les villes hôtes, serait compromis. Or, notent les consultants, il est probable que l'investissement consenti par les villes de Moncton et de Dieppe soit conditionnel, au moins en partie, à l'obtention d'un legs durable en matière d'infrastructures sportives. Les villes de Moncton et de Dieppe ont promis chacune de verser une contribution de 750 000 \$ aux Jeux.

Parmi les options proposées par MNP dans son scénario d'économies maximales, il n'y aurait pas de second terrain artificiel au Collège communautaire de Dieppe, pas plus qu'une nouvelle piste et il n'y aurait pas d'améliorations au Sportplex de Moncton.

Cinq autres scénarios possibles

Ce scénario de 115,3 millions de dollars est celui qui permettrait de tenir des Jeux de l'envergure souhaitée par le Comité. Les experts comptables ont toutefois élaboré cinq autres scénarios qui permettraient d'économiser beaucoup plus, mais qui forceraient l'organisation à laisser tomber certains projets, peut-être même certaines disciplines sportives.

Scénarios de réduction des coûts de la firme comptable MNP LLP

Scénario ▼	Budget
A	93 744 622\$
B	87 272 685\$
C	78 416 730\$
D	77 269 761\$
E	72 336 826\$

Source: MNP LLP



Tenir compte de la population anglophone

MNP reconnaît que le dossier des Jeux est controversé, au Nouveau-Brunswick, depuis que l'estimation des coûts a été dévoilée publiquement. Il affirme que le Nouveau-Brunswick devra faire l'examen des moyens à sa disposition pour offrir des jeux pertinent[s] pour l'ensemble de la population du Nouveau-Brunswick, avec une considération particulière accordée à la participation de la population anglophone.

[...] Il apparaît que le soutien de la population anglophone aux Jeux de la Francophonie sera essentiel.

Extrait du rapport de MNP

Une candidature soumise sans modèle, sans conseils

Les experts soulignent enfin que le Nouveau-Brunswick a été laissé à lui-même lorsqu'il a préparé sa candidature. „Le CIJF n'a pas de processus de transfert des connaissances d'une ville hôte à la suivante », notent-ils. Le Nouveau-Brunswick a donc dû faire un budget « sans points de référence », et sans avoir consulté d'expert en accueil de manifestation sportive.

Le conseil d'administration se réjouit de la sortie du rapport

Les six membres restants du conseil d'administration du Comité organisateur national des Jeux de la Francophonie ont publié un communiqué jeudi en fin de journée. Selon eux, ce rapport „vient confirmer la rigueur et le sérieux du travail accompli par le CNJF jusqu'à présent ».

« Nous croyons toujours aux Jeux de la Francophonie et tenons à réitérer notre pleine confiance en l'équipe en place et au travail rigoureux accompli pour développer notre plan d'affaires. Rappelons que ce plan d'affaires a été conçu en tant qu'outil de discussion pour encadrer les négociations financières auprès des bailleurs de fonds. »

Déclaration du conseil d'administration du Comité organisateur national des Jeux de la Francophonie (www.newswire.ca)

- <https://www.newswire.ca/fr/news-releases/declaration-du-conseil-dadministration-du-comite-organisateur-national-des-jeux-de-la-francophonie-702720372.html>
- Le 13 décembre 2018

MONCTON, NB, le 13 déc. 2018 /CNW Telbec/ - Nous, les six membres du conseil d'administration restants, nous réjouissons de la sortie du rapport d'experts-comptables retenu par le gouvernement fédéral qui vient confirmer la rigueur et le sérieux du travail accompli par le CNJF jusqu'à présent.

Nous croyons toujours aux Jeux de la Francophonie et tenons à réitérer notre pleine confiance en l'équipe en place et au travail rigoureux accompli pour développer notre plan d'affaires. Rappelons que ce plan d'affaires a été conçu en tant qu'outil de discussion pour encadrer les négociations financières auprès des bailleurs de fonds.

Conscients des difficultés économiques auxquelles la province est maintenant confrontée, nous avons toujours été et demeurons ouverts à évaluer les différentes options de financement et réductions des coûts afin d'avoir des Jeux qui répondent à la fois aux attentes et aux capacités des bailleurs de fonds, tout en laissant des legs pour la communauté.

Nous continuons à inviter les bailleurs de fonds à négocier et à trouver des pistes de solutions le plus rapidement possible. Le conseil est convaincu qu'il est possible d'y arriver pour que les Jeux réussissent.

Ces Jeux sont une opportunité inégalée pour la communauté. Pendant 10 jours, la région et la province seront sous les projecteurs du monde. Les Jeux de la Francophonie précédents ont entraîné des retombées économiques importantes, une immigration accrue et des legs en matière d'infrastructure, de culture et de capacité en matière d'organisation d'événements majeurs.

Le conseil d'administration

SOURCE Jeux de la Francophonie 2021

Renseignements : Jeux de la Francophonie, info@nb2021.ca

Blaine Higgs n'écarte pas l'annulation des Jeux de la Francophonie 2021 (www.acadienouvelle.com)

- <https://www.acadienouvelle.com/actualites/2018/12/13/blaine-higgs-necarte-pas-lannulation-des-jeux-de-la-francophonie-2021/>
- Le 13 décembre 2018



Le sort des Jeux de la Francophonie 2021 est plus incertain que jamais. Le gouvernement provincial évoque désormais la possibilité de laisser tomber l'événement.

Mercredi, cinq membres du conseil d'administration des Jeux de la Francophonie de Moncton-Dieppe ont claqué la porte, quelques jours après le début de la controverse entourant la planification de l'événement international.

Le lendemain, le premier ministre a expliqué pour la première fois que l'abandon du projet fait désormais partie des possibilités. «Nous avons eu des suggestions en ce sens à travers toute la province», a déclaré Blaine Higgs lors d'une mêlée de presse.

Il estime qu'Ottawa doit intervenir en acceptant de payer plus de 50% des frais associés à l'organisation. «Les Jeux n'auront pas lieu sans que le gouvernement fédéral prenne le relais», dit-il. «C'est là où nous en sommes tout de suite.»

Le comité organisateur des Jeux évalue à 130 millions de dollars le budget nécessaire à la tenue des Jeux. Plus tôt cette semaine, Dominic LeBlanc, ministre des Affaires intergouvernementales, a indiqué que le gouvernement fédéral assumera la moitié de la facture, quel que soit son montant.

Seulement, le premier ministre Blaine Higgs n'entend pas mordre la ligne qu'il a tracée dans le sable. La province ne mettra pas plus de 10 millions de dollars sur la table, répète-t-il.

«Notre soumission avait des failles et c'est ce qui a mené ici. La situation était connue depuis longtemps. Je veux que ces Jeux soient un succès mais on ne peut pas jeter l'argent par les fenêtres.»

Le chef du gouvernement suggère même de transformer les Jeux en «un événement national qui serait tenu dans différentes provinces», citant le Québec en exemple. «Étant donné la situation actuelle et la question des coûts, je pense que l'idée que le Nouveau-Brunswick soit le seul hôte doit être questionnée», déclare-t-il.

Cependant, de telles décisions pourraient se faire à un prix. Selon, les statuts du Comité international des Jeux de la Francophonie, un gouvernement hôte qui se rétracte est responsable de tous les coûts

encourus.

«Sauf cas de force majeure, lorsque l'État ou le gouvernement qui a été désigné pour organiser une édition des Jeux décide de ne pas réaliser les Jeux, change la date et/ou le site des Jeux inscrits dans le dossier de candidature, est dans l'incapacité d'accueillir les Jeux ou ne peut respecter les conditions de dates et de sites mentionnés dans le cahier des charges: les dépenses effectuées ou engagées par le CIJF en vue de la tenue des Jeux dans le pays désigné, de même que toute réclamation financière liée à un engagement du CIJF, découlant de l'une des trois raisons citées ci-dessus, sont assumées par cet État ou gouvernement.»

Questionné sur le remplacement des membres démissionnaires, qui ont tous été nommés par le gouvernement Gallant, Blaine Higgs répond qu'il souhaite trouver des individus «qui ont déjà eu un rôle à jouer dans l'organisation d'événements similaires par le passé».

«Ce n'est pas mon intention de nommer des personnes sans connaître leurs qualifications pour faire le travail. Pour le moment, le travail n'a pas été fait et nous essayons de comprendre pourquoi.»

Dominic Cardy tire à boulets rouges

De son côté, Dominic Cardy, le ministre de l'Éducation et du Développement de la petite enfance, a tenu des propos particulièrement virulents à l'égard des organisateurs.

Il va jusqu'à les accuser de s'être enrichis sans faire le travail demander. «Je crois que les organisateurs se sont rempli les poches en recevant des salaires depuis les fonds publics pour une marchandise qu'ils n'ont pas produite. Les membres sont partis en laissant à la province le soin de réparer les dégâts», lance-t-il. «Si vous touchez un salaire, ou même un dollar, sans livrer la marchandise, c'est un dollar de trop.»

Dominic Cardy s'attaque au passage au gouvernement Gallant, responsable à ses yeux, d'avoir «caché le gaspillage d'argent». Il reproche à l'ancien premier ministre de refuser de ce dossier. Selon l'opposition officielle, Brian Gallant s'est récusé des décisions prises en cabinet concernant les Jeux car certains de ses proches étaient impliqués dans l'organisation.

«Il a nommé ces personnes, il a été essentiel pour mettre ce projet en marche», avance M. Cardy.

Les Jeux de la Francophonie sont en crise, selon le ministre Dominic Cardy (ici.radio-canada.ca)

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1141657/jeux-francophonie-crise-dominic-cardy-yvon-lapierre-acadie-nouveau-brunswick>
- Le 13 décembre 2018



Le ministre de l'Éducation du Nouveau-Brunswick, Dominic Cardy, estime que l'organisation des Jeux de la Francophonie Moncton-Dieppe 2021 est plongée dans une crise. Photo: Radio-Canada

Radio-Canada

La démission de 5 des 11 membres du conseil d'administration des Jeux de la Francophonie de Moncton-Dieppe 2021 crée de l'inquiétude au Nouveau-Brunswick pour le sort de l'événement.

« C'est triste que quelque chose qui avait le potentiel d'être un point positif pour le Nouveau-Brunswick a maintenant tombé dans une crise », affirme Dominic Cardy, ministre de l'Éducation et du Développement de la petite enfance.

« On [doit] continuer les efforts pour sauver les jeux, mais en même temps c'est clair que ça devient de plus en plus difficile. »

— Dominic Cardy, ministre de l'Éducation et du Développement de la petite enfance du Nouveau-Brunswick

Dominic Cardy, ministre de l'Éducation et du Développement de la petite enfance du Nouveau-Brunswick

Les cinq personnes qui ont annoncé leur démission mercredi avaient été nommées au comité organisateur par le gouvernement provincial en novembre 2017.

Le ministre Cardy affirme qu'à sa connaissance, son gouvernement n'a exercé aucune pression sur ces personnes pour qu'elles démissionnent.

Le comité organisateur des Jeux estime qu'il faut 130 millions de dollars pour financer l'événement. Le fédéral promet d'y consacrer le même montant que le Nouveau-Brunswick, mais la province ne peut payer plus que ce qu'elle a déjà promis, selon Dominic Cardy qui espère plus d'aide d'Ottawa.

Du côté de notre gouvernement provincial [...] on a mis de 7 à 10 millions de dollars sur la table. Cette offre est encore là. C'est clair maintenant que ce n'est pas réaliste. Alors, on a besoin d'attendre maintenant pour voir ce qui va arriver avec le comité pour présenter un nouveau budget, et aussi au gouvernement fédéral de dire clairement s'il y a la possibilité qu'il ajoute un montant d'argent pour continuer les Jeux. Aujourd'hui encore, ce n'est pas positif, explique Dominic Cardy.

Le ministre se demande s'il est possible de continuer à organiser les Jeux de la Francophonie à moins de réviser à la baisse le budget nécessaire pour l'événement.

J'ai beaucoup de questions [à savoir] si on peut continuer si le budget ne change pas dans une direction plus réaliste, dit-il.

Dieppe partagée entre l'inquiétude et l'optimisme

Les municipalités de Dieppe et de Moncton se sont engagées pour leur part à investir 750 000 \$ chacune dans l'événement pour un total de 1,5 millions de dollars. Les cinq démissions créent une certaine inquiétude à Dieppe, selon le maire Yvon Lapierre, qui garde espoir que ces personnes soient remplacées et que le travail se poursuive.



« Au moment où on se parle aujourd'hui, il n'est pas question que Dieppe se retire », affirme le maire Yvon Lapierre (archives). Photo : Radio-Canada / Wildinette Paul

Une petite inquiétude, mais dans les discussions que j'ai eues avec les représentants du gouvernement il y a une volonté de vouloir continuer à trouver des solutions. J'imagine que le nouveau gouvernement en place va vouloir mettre quelques joueurs en jeu, affirme Yvon Lapierre.

L'avenir des jeux dépend des solutions qui seront présentées, ajoute le maire Lapierre. Et Dieppe n'entend pas se retirer du processus pour le moment, assure-t-il.

Avec des renseignements de Wildinette Paul

Démissions à la chaîne (<http://www.francsjeux.com>)

- <http://www.francsjeux.com/breves/2018/12/14/demissions-a-la-chaîne/48988>
- Le 14 décembre 2018

Le feuilleton du dérapiage budgétaire des Jeux de la Francophonie 2021 à Moncton et Dieppe, au Nouveau-Brunswick (Canada), connaît un nouvel épisode. Il est spectaculaire. Cinq membres du conseil d'administration, dont le président, Eric Mathieu Doucet, et la vice-présidente, Linda Schofield, ont remis leur démission. Le conseil d'administration du comité d'organisation des Jeux de la Francophonie 2021 compte 11 membres : 5 ont été nommés par la province du Nouveau-Brunswick, 4 par le gouvernement fédéral, 1 par la ville de Moncton et 1 par la ville de Dieppe. Les cinq démissionnaires avaient tous été désignés par le Nouveau-Brunswick, en novembre 2017. *Au cours des derniers jours, nous avons assisté à une série de reportages médiatiques et réactions publiques entourant le plan d'affaires proposé pour les Jeux de la Francophonie de 2021 qui ont suscité une controverse malheureuse entourant la planification et la livraison des Jeux*, expliquent-ils dans un communiqué. *Nous souhaitons que ces démissions permettront aux partenaires de revenir à la table des négociations dans un climat médiatique et politique plus sain*, concluent-ils.

L'annulation des Jeux de la Francophonie pourrait coûter cher au Nouveau-Brunswick (ici.radio-canada.ca)

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1141893/jeux-francophonie-annule-nouveau-brunswick-devrait-quand-meme-payer>
- Le 14 décembre 2018



Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Blaine Higgs, ne veut pas consacrer plus de 10 millions de dollars à l'organisation des Jeux de la Francophonie Moncton-Dieppe. Photo: La Presse canadienne / Andrew Vaughan

Le Nouveau-Brunswick aurait à payer quand même certains coûts s'il renonce à organiser les Jeux de la Francophonie de Moncton-Dieppe 2021.

Le premier ministre Blaine Higgs a répété jeudi que son gouvernement ne dépensera pas plus que 10 millions de dollars pour l'organisation des Jeux, et il a déclaré qu'ils sont en péril à moins qu'Ottawa se charge du reste des coûts. Ces derniers sont estimés à 130 millions de dollars par le comité organisateur local.

Mais l'article 24 des *Statuts du Comité international des Jeux de la Francophonie* stipule que tout gouvernement hôte qui annule l'événement a quand même une responsabilité financière. Sauf cas de force majeure, lorsque l'État ou le gouvernement qui a été désigné pour organiser une édition des Jeux décide de ne pas réaliser les Jeux, change la date et/ou le site des Jeux inscrits dans le dossier de candidature, est dans l'incapacité d'accueillir les Jeux ou ne peut respecter les conditions de dates et de sites mentionnés dans le cahier des charges : les dépenses effectuées ou engagées par le CIJF en vue de la tenue des Jeux dans le pays désigné, de même que toute réclamation financière liée à un engagement du CIJF, découlant de l'une des trois raisons citées ci-dessus, sont assumées par cet État ou gouvernement, peut-on lire dans les *Statuts du Comité international*.

L'Organisation internationale de la Francophonie compte 54 membres « de plein droit », dont le Canada, le Canada/Nouveau-Brunswick et le Canada/Québec.

C'est pourquoi la candidature de Moncton-Dieppe a été déposée par la province, et non par le fédéral.

La somme dépensée jusqu'à présent par le Comité international pour les Jeux de Moncton-Dieppe n'est pas connue.

Engagement financier mis en doute

D'anciens ministres libéraux ont dit cette semaine que leur gouvernement n'avait pas signé le cahier des charges, un document contraignant décrivant les engagements de la province envers les Jeux.

Le gouvernement de Brian Gallant avait reporté la signature du document parce qu'il voulait voir diminuer l'estimation des coûts de l'organisation des Jeux, expliquent Roger Melanson et Francine Landry.

La province peut revenir sur son engagement d'organiser les Jeux, laisse entendre le premier ministre progressiste-conservateur.

Le cheval n'est pas encore sorti de la grange. Nous avons une soumission de 17 millions. Maintenant c'est 130. C'est un cheval tout à fait différent, a déclaré Blaine Higgs, en anglais.

Le Nouveau-Brunswick devrait revoir l'idée d'organiser un pareil événement, selon le premier ministre. « C'est une chance pour nous de changer le modèle. Profitons-en », a-t-il lancé.

Blaine Higgs songe à un nouveau partage des coûts

Il envisage une restructuration du partage des coûts qui comprendrait le Québec et le Canada. Les Jeux prendraient alors une dimension nationale et ils auraient lieu dans différentes provinces.

Le premier ministre a fait ces commentaires lorsqu'on lui a demandé si son gouvernement allait nommer cinq autres administrateurs au comité organisateur, à la suite de la démission de ceux nommés par le gouvernement libéral précédent. Blaine Higgs n'a pas promis de les remplacer.



La région de Moncton et Dieppe a accueilli les Jeux de la francophonie canadienne en 2017 (ci-dessus), le Championnat canadien d'athlétisme en 2013, et le Sommet de la Francophonie en 1999. Photo : Radio-Canada / François Le Blanc

Un nouveau partage de la responsabilité d'organiser les Jeux risque de ne pas être possible, car la candidature du Nouveau-Brunswick a déjà été acceptée en avril 2016.

Le gouvernement fédéral s'engage à financer les Jeux de Moncton-Dieppe avec le même montant que le Nouveau-Brunswick, selon le ministre fédéral des Affaires intergouvernementales, Dominic LeBlanc. Si le Nouveau-Brunswick décide d'y consacrer plus de 10 millions de dollars, a-t-il ajouté, son gouvernement fournira un montant équivalent. Moncton et Dieppe se sont engagées pour leur part à investir 750 000 \$ chacune.

Inquiétude à l'échelle internationale

Y a-t-il lieu de s'inquiéter pour la survie des Jeux de la Francophonie de 2021? Oui, selon Alain Mercier, rédacteur en chef du magazine en ligne *Francs Jeux.com* qui s'intéresse au mouvement sportif international.

Oui, je pense que l'écart entre le budget initial de 19 millions de dollars ou 17 millions de dollars et les estimations d'aujourd'hui est tel qu'on imagine mal que ces deux [municipalités] acceptent d'aller aussi haut dans le budget. Donc, si jamais l'événement devait être arrêté, je ne suis pas sûr que la survie des Jeux de la Francophonie en tant que tels soit assurée. J'imagine mal un pays arriver à trois ans des Jeux pour dire : "Écoutez, nous, les Jeux, on les veut et on va les prendre", explique Alain Mercier, lors d'une entrevue à l'émission *Le réveil Nouveau-Brunswick*, d'ICI Acadie.

Avec des renseignements de Jacques Poitras

Avec les informations de CBC

Blaine Higgs inquiet face à la hausse de la facture des Jeux de la Francophonie (lactualite.com)

- <https://lactualite.com/actualites/2018/12/14/blaine-higgs-inquiet-face-a-la-hausse-de-la-facture-des-jeux-de-la-francophonie/>
- Le 14 décembre 2018

FREDERICTON — La facture associée aux Jeux de la Francophonie de 2021 promet d’être trop salée pour le gouvernement progressiste-conservateur du Nouveau-Brunswick.

Au départ, leur organisation devait coûter 17 millions \$. Or, cette somme de base a explosé pour passer à 130 millions \$.

Le premier ministre néo-brunswickois s’est empressé d’indiquer que son gouvernement n’épongerait certainement pas une facture aussi importante.

Blaine Higgs a soutenu qu’il a de l’intérêt à l’idée de voir les Jeux de la Francophonie se tenir à Moncton et à Dieppe en 2021, mais il a ajouté que ce projet ne se réaliserait pas à n’importe quel prix.

M. Higgs a précisé que les progressistes-conservateurs se contenteraient de respecter l’engagement financier pris par les libéraux dans le passé.

À l’époque où ils étaient au pouvoir, ces derniers avaient promis d’investir dix millions de dollars dans ce projet.

Le premier ministre du Nouveau-Brunswick a souligné que ses adversaires politiques auraient dû s’assurer que l’organisation des Jeux de la Francophonie ne deviendrait pas un projet totalement insoutenable pour les contribuables de la province.

Blaine Higgs a demandé à Ottawa d’intervenir financièrement dans ce dossier.

Il a clairement mentionné que la balle était donc désormais dans le camp du gouvernement fédéral.

Sans surprise, le chef de l’Alliance des gens du Nouveau-Brunswick a abondé dans le même sens que M. Higgs.

Kris Austin a, en effet, avancé que les contribuables de la province ne peuvent se permettre d’investir davantage que la somme ayant été promise au départ.

Si tout se déroule comme prévu, les Jeux de la Francophonie de 2021 vont attirer quelque 3000 athlètes en provenance d’environ 80 États.

Jeux de la Francophonie 2021 : nouvelle polémique au Canada au tour du coût de l'évènement (www.batal.ma)

- <https://www.batal.ma/2018/12/14/jeux-de-la-francophonie-2021-nouvelle-polemique-au-canada-au-tour-du-cout-de-levenement/>
- Le 14 décembre 2018



La question du coût des Jeux de la Francophonie 2021 à Moncton et Dieppe, au Nouveau-Brunswick, continue de faire polémique au Canada.

Selon la presse canadienne, les autorités de l'état viennent de découvrir la réalité du budget des Jeux de la Francophonie 2021. Il se monte aujourd'hui à 130 millions de dollars canadiens (85,5 M€). Dans son dossier de candidature, en 2015, le Nouveau-Brunswick annonçait des coûts maîtrisés et un budget de 17 millions de dollars.

« Le chiffre de 130 millions de dollars serait apparu sur le bureau de l'ancien Premier ministre en mars dernier, a expliqué à l'Acadie Nouvelle le vice-Premier ministre et ministre responsable de la Francophonie, Robert Gauvin. Nous venons de le découvrir, il y a seulement deux semaines. D'où vient l'argent ? Comment sera-t-il dépensé ? Tout ça, je ne peux pas aller plus loin. »

Le gouvernement de la province répète ne pas vouloir dépenser un dollar de plus que sa contribution initiale.

De son côté, Radio-Canada a tenté de comprendre comment le budget avait pu passer de 17 millions de dollars canadiens (11,2 M€) au moment de la candidature, à 130 millions (85,5 M€) aujourd'hui, selon la dernière estimation.

Il s'avère que les frais associés à la sécurité ont été multipliés par 10 entre 2015 et 2018. Le budget 2015 les évaluait à 1 million de dollars, mais les récents chiffres affichent une facture de 10 millions. Les infrastructures, dont la rénovation des sites existants, ont été largement sous-

évaluées, relève France jeux.

Dans le dossier de candidature, quatre montants de 1 million de dollars sont alloués aux aménagements temporaires d'emplacements sportifs, culturels, pour des activités et pour l'acquisition de matériel.

La nouvelle estimation des organisateurs fait plutôt état de 36 millions pour les infrastructures, dont 24 millions d'investissements jugés essentiels.

Enfin, le coût des opérations est aujourd'hui fixé à 84 millions de dollars. Dans le budget initial, le poste « opérations » n'était tout simplement pas mentionné.

Le comité de candidature s'était contenté de prévoir des frais de coordination (2,1 millions), de restauration, et d'organisation des cérémonies (1,5 million de dollars).

Le Canada avait organisé les Jeux de la Francophonie en 2001 à Ottawa et Hull rappelle-t-on.

Paru aussi dans : www.msport.ma

- <http://www.msport.ma/2018/12/jeux-de-la-francophonie-2021-nouvelle-polemique-au-canada-au-tour-du-cout-de-levenement/>

Jeux de la Francophonie 2021 : Brian Gallant sort de son mutisme (ici.radio-canada.ca)

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1142023/jeux-de-la-francophonie-2021-brian-gallant-sort-de-son-mutisme>
- Le 14 décembre 2018



Le chef libéral du Nouveau-Brunswick, Brian Gallant Photo: Radio-Canada / Michel Corriveau

Radio-Canada

« Je pense que n'importe quand, quand tu es au gouvernement, s'il y a de quoi qui ne va pas bien,

c'est ta responsabilité », a admis l'ancien premier ministre du Nouveau-Brunswick, Brian Gallant, après avoir rappelé qu'il s'était toutefois récusé du dossier. Parallèlement, le gouvernement provincial a finalement publié le Plan d'affaires déposé en 2018 qui soumet un budget de 130 millions de dollars.

Un texte d'**Anaïs Brasier** avec des informations de **Margaud Castadère**

Plus d'une semaine après que Radio-Canada a appris et révélé l'explosion du budget des Jeux de la Francophonie 2021 à Moncton-Dieppe, Brian Gallant accepte le blâme quant à la mauvaise gestion du dossier.

Il rappelle cependant que les chiffres soumis en 2015 ont été proposés par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

) : Les chiffres sont venus de l'OIF. Je suis certain qu'il y a une analyse qui a été faite, mais visiblement, l'analyse n'était pas assez bien faite, dit-il.

Parallèlement, si Blaine Higgs se distance de plus en plus du dossier. Il souligne que le gouvernement du Nouveau-Brunswick n'a pas encore signé de contrat officiel pour l'organisation des Jeux de 2021.

Le gouvernement publie le Plan d'affaires du Comité

Alors que les Jeux de la Francophonie ont, une fois de plus, monopolisé les discussions à l'Assemblée législative vendredi, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a publié sur son site web le Plan d'affaires déposé en 2018 par le Comité national organisateur. Il s'agit du Plan d'affaires proposant un budget de 130 millions de dollars.

Le budget établi pour les IXes Jeux de la Francophonie - Moncton/Dieppe 2021 est supérieur aux budgets des éditions précédentes, peut-on lire par rapport au budget conventionnel.

02-00-00.	Finances, administration et aspects généraux	1 440 000\$	500 000\$
03-00-00.	Ressources humaines et bénévoles	1 586 875\$	0 \$
04-00-00.	Planification stratégique, relations internationales, gouvernementales et communautaires et protocole	885 735\$	5 727 000\$
05-00-00.	Commandites	940 550\$	1 817 202\$
06-00-00.	Billetterie et produits dérivés	54 100\$	0 \$
07-00-00.	Communications	902 072\$	550 000 \$
08-00-00.	Médias	76 500\$	0 \$
09-00-00.	Événements préjeux	218 030\$	0 \$
10-00-00.	Événements périphériques	3 122 725 \$	0 \$
11-00-00.	Cérémonies et Gala des Lauréats	3 440 000 \$	0 \$
12-00-00.	Programmation des compétitions et concours culturels	210 000\$	0 \$
13-00-00.	Services connexes	2 141 153 \$	50 000 \$
14-00-00.	Logistique	4 731 085\$	106 750 \$

La première partie du budget des dépenses d'exploitation. Photo : Radio-Canada / Gouvernement du Nouveau-Brunswick

SOMMAIRE DES DÉPENSES D'OPÉRATION (Niveau 1) Budget complémentaire

Réf. Division	Nom division	Argent	Biens et Services
20-00-00.	Services policiers	0\$	10 000 000 \$
21-00-00.	Gestion des sites	698 177\$	0 \$
22-00-00.	Village des Jeux	1 729 252\$	0 \$
23-00-00.	Services généraux	10 147 350\$	0 \$
24-00-00.	Technologie	1 591 785\$	150 000 \$
25-00-00.	Télédiffusion	8 227 193\$	0 \$
26-00-00.	Fondation	4 244 116 \$	0 \$
27-00-00.	Contingences	3 156 558\$	0 \$
28-00-00.	Taxes (fédérale, provinciale, municipale et d'hébergement)	4 357 109\$	0 \$
TOTAL AUTRES DÉPENSES NÉCESSAIRES		34 151 540\$	10 150 000 \$

Total général des dépenses liées à l'exploitation : 93 952 791 \$ Photo : Radio-Canada

Dans le Plan d'affaires, le Comité justifie les dépenses et les raisons pour lesquelles il ne peut respecter le Plan d'affaires de 16 millions de dollars, dont :

- dans le passé, les sommes investies en ressources humaines pour la planification des Jeux n'ont pas été toutes prises en compte dans le budget;
- les Jeux 2021 vont contribuer à un legs important en termes d'achat d'équipements sportifs et culturels, ce qui a pour conséquence d'augmenter le budget conventionnel;
- les cérémonies et le Gala de Lauréats, pour être à la hauteur des attentes, seront présentés en tenant compte des événements majeurs similaires tenus au Canada;
- le fait d'avoir trois Villages des Jeux amène des coûts plus importants;
- le coût des nuitées et d'alimentation pour les participants dans les Villages des Jeux est important, mais reflète la qualité et le niveau de services offerts en sol canadien;
- au Canada, les coûts de sécurité policière sont indiqués comme une dépense réelle associée aux Jeux, ce qui n'a pas été le cas à Abidjan, par exemple;
- au Canada, les infrastructures sportives sont souvent de moindre importance, car construites en fonction de l'utilisation nécessaire par la communauté et non pas pour la tenue d'événements internationaux.

Il est très clair que le budget conventionnel de [...] 16 millions de dollars canadiens ne peut être respecté pour organiser l'événement au Nouveau-Brunswick selon les critères actuellement imposés, est-il écrit dans le document de 182 pages.

4/	Judo et lutte libre	499 842 \$	104 556 \$	6 675 000 \$
5/	Tennis	2 217 179 \$		37 212 \$
6/	Lutte africaine	217 725 \$		
7/	Tennis de table	159 444 \$		
8/	Concours culturels et activités de développement	222 611 \$	82 002 \$	835 818 \$

Plan d'affaires – IX^{es} Jeux de la Francophonie, Moncton/Dieppe 2021 153 | 182

CONFIDENTIEL



Utile et

Les dépenses d'immobilisation coûteraient 36 663 128 \$ selon le budget proposé. Photo : Radio-Canada / Gouvernement du Nouveau-Brunswick

« Il sera toujours possible de réduire les dépenses prévues dans le budget proposé [...], peut-on lire dans la section sur l'approche budgétaire. Lors de cet exercice, le risque de dénaturer la manifestation, de la réduire à une simple série de compétitions sportives et concours culturels, sans mobilisation de la collectivité, sera présent, pour ne pas dire tentant. Or, une telle décision nuira potentiellement au succès populaire de l'événement, à l'ambiance et à l'atmosphère festive attendue pendant un événement de cette envergure et à la réputation du Nouveau-Brunswick sur le plan événementiel, tant au pays qu'à l'international. »

Jeux de la Francophonie: Blaine Higgs est soucieux (<http://journalmetro.com>)

- <http://journalmetro.com/actualites/national/1984331/jeux-de-la-francophonie-blaine-higgs-est-soucieux/>
- Le 15 décembre 2018



Paul Chiasson / La Presse Canadienne Blaine Higgs

FREDERICTON — La facture associée aux Jeux de la Francophonie de 2021 promet d'être trop salée pour le gouvernement progressiste-conservateur du Nouveau-Brunswick.

Au départ, leur organisation devait coûter 17 millions \$. Or, cette somme de base a explosé pour passer à 130 millions \$.

Le premier ministre néo-brunswickois s'est empressé d'indiquer que son gouvernement n'épongerait certainement pas une facture aussi importante.

Blaine Higgs a soutenu qu'il a de l'intérêt à l'idée de voir les Jeux de la Francophonie se tenir à Moncton et à Dieppe en 2021, mais il a ajouté que ce projet ne se réaliserait pas à n'importe quel prix.

M. Higgs a précisé que les progressistes-conservateurs se contenteraient de respecter l'engagement financier pris par les libéraux dans le passé.

À l'époque où ils étaient au pouvoir, ces derniers avaient promis d'investir dix millions de dollars dans ce projet.

Le premier ministre du Nouveau-Brunswick a souligné que ses adversaires politiques auraient dû s'assurer que l'organisation des Jeux de la Francophonie ne deviendrait pas un projet totalement insoutenable pour les contribuables de la province.

Blaine Higgs a demandé à Ottawa d'intervenir financièrement dans ce dossier.

Il a clairement mentionné que la balle était donc désormais dans le camp du gouvernement fédéral.

Sans surprise, le chef de l'Alliance des gens du Nouveau-Brunswick a abondé dans le même sens que M. Higgs.

Kris Austin a, en effet, avancé que les contribuables de la province ne peuvent se permettre d'investir davantage que la somme ayant été promise au départ.

Si tout se déroule comme prévu, les Jeux de la Francophonie de 2021 vont attirer quelque 3000 athlètes en provenance d'environ 80 États.

Le Nouveau-Brunswick évoque une annulation (<http://www.francsjeux.com>)

- <http://www.francsjeux.com/breves/2018/12/17/le-nouveau-brunswick-evoque-une-annulation/49026>
- Le 17 décembre 2018

L'avenir des Jeux de la Francophonie 2021 à Moncton et Dieppe, au Nouveau-Brunswick, se présente de plus en plus mal. Blaine Higgs, le Premier ministre de la province canadienne, a évoqué pour la première fois depuis le début de la crise la possibilité de renoncer purement et simplement à l'organisation de l'événement. « *Nous avons reçu des suggestions en ce sens dans toute la province* », a-t-il reconnu devant la presse en fin de semaine passée. Blaine Higgs a ajouté qu'il revenait maintenant au gouvernement fédéral de Justin Trudeau de « *prendre le relais*. » Seul ennui, mais de taille : une loi fédérale limite la participation financière de l'Etat à la moitié, au maximum, du budget d'un tel événement. Pour rappel, une récente étude estime désormais à 130 millions de dollars canadiens le budget des Jeux de la Francophonie en 2021 au Nouveau-Brunswick. Le dossier de candidature prévoyait une fourchette de dépenses entre 15 et 19 millions de dollars. Blaine Higgs a précisé que le gouvernement du Nouveau-Brunswick n'irait pas plus haut que sa contribution initiale de 10 millions de dollars. « *On veut que les Jeux soient un succès, mais il n'est pas question de jeter l'argent par les fenêtres* », a commenté le Premier ministre. Une annulation ne serait pas sans frais pour les organisateurs. Selon les règlements du comité international des Jeux de la Francophonie (CIJF), un pays-hôte qui prendrait la décision de se retirer serait redevable de certains coûts encourus par son renoncement.

Jeux de la Francophonie : une entreprise proche d'une ex-membre du C. A. décroche un contrat (ici.radio-canada.ca)

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1142332/jeux-francophonie-contrat-proche-conflit-interets-randall-hayworth>
- Le 17 décembre 2018



Mike Randall, le président de Portfolio, est le conjoint de Kim Rayworth, membre démissionnaire du conseil d'administration des Jeux de la Francophonie Moncton-Dieppe 2021. Photo: Facebook/Kim Rayworth

Un cabinet-conseil présidé par le conjoint d'une ancienne membre du conseil d'administration des Jeux de la Francophonie Moncton-Dieppe 2021 a décroché un contrat pour la mise en marché de l'événement, a appris CBC.

Le président de Portfolio, Mike Randall, est le conjoint de Kim Rayworth, l'un des quatre membres du conseil d'administration du comité organisateur des Jeux qui a démissionné, la semaine dernière, dans la foulée des révélations sur l'explosion des coûts de l'événement.

Mme Rayworth a toutefois précisé par courriel qu'elle n'avait pas été incluse dans le choix de Portfolio. Elle s'est récusée après avoir déclaré un conflit d'intérêts.

Kim Rayworth est une amie personnelle de l'ancien premier ministre Brian Gallant, a confirmé ce dernier vendredi. Elle a dirigé le processus de renouvellement du Parti libéral après sa défaite électorale de 2010, avant de devenir vice-présidente du Bureau de direction de la formation politique, un poste qu'elle n'occupe plus.

Elle a été nommée au conseil d'administration des Jeux en octobre 2017, par l'ancienne ministre libérale Francine Landry.

Portfolio a remporté en juillet dernier un contrat de 75 000 \$ pour faire la promotion des Jeux de la Francophonie.

Un processus indépendant, selon une porte-parole des Jeux

Selon la directrice des communications des Jeux, Tracey Sulley, un appel à des propositions avait été envoyé à 10 entreprises. Les soumissions ont ensuite été évaluées, dit-elle, par un expert externe en mise en marché du sport, un fonctionnaire provincial ainsi que par l'ancien directeur des communications et du marketing des Jeux.

Portfolio a été choisi à l'unanimité en septembre, précise Mme Sulley.

En plus de Kim Rayworth, le directeur général du comité des Jeux, Éric Larocque, lui aussi un ami personnel de Brian Gallant, s'est tenu à l'écart du processus de sélection, selon elle.

Mike Randall a travaillé dans le passé aux communications à la Société des loteries de l'Atlantique. Il a également été un directeur des communications sous un ancien gouvernement libéral.

D'après des renseignements de Jacques Poitras, CBC

Décentralisons les Jeux (Acadie Nouvelle)

- <https://www.pressreader.com/canada/acadie-nouvelle/20181218/281702615814848>
- le 18 décembre 2018

Roger Doucet Dieppe Benoît Duguay Moncton Daniel LeBlanc Bouctouche Lettre ouverte au premier ministre du Nouveau-Brunswick. La suggestion voulant que le Nouveau-Brunswick renonce à organiser les Jeux de la Francophonie 2021 pourrait être lourde de conséquences pour notre province, l'Acadie et le Canada. Permettez-nous de vous énumérer ici quelques raisons et de vous proposer une solution de rechange. Il est bien évident aujourd'hui que le projet de candidature

présenté en 2015 et estimé alors à 17,5 millions \$ manquait sérieusement de rigueur. Il importe de faire toute la lumière sur cette affaire pour permettre aux organisateurs présents et futurs des Jeux de la Francophonie d'ajuster leur tir. Plus récemment, un plan d'événement et une analyse effectuée par un cabinet d'experts-comptables mandaté par le gouvernement fédéral ont permis de nous présenter de nouvelles estimations, allant cette fois-ci de 72 à 130 millions \$. C'est beaucoup trop pour le Nouveau-Brunswick. Parlons plutôt d'un plafond d'investissement d'environ 50 millions \$ pour organiser ces Jeux, soit l'équivalent du coût des derniers Jeux de la Francophonie d'Abidjan en 2017 et le budget avancé par la candidature de Sherbrooke en 2015. Le gouvernement fédéral y verserait au minimum 25 millions \$ tandis que la communauté hôte (la province du Nouveau-Brunswick, les municipalités, les bénévoles, différents fournisseurs de services et les commanditaires privés) aurait à combler la différence. Avec ce scénario, la province pourrait avoir à ajouter une somme de 10 millions \$ aux premiers montants promis (pour une contribution totale de 20 millions \$). L'investissement supplémentaire de 10 millions \$ exigé est imposant et pour se justifier devrait impérativement s'inscrire dans une stratégie de développement économique plus vaste. L'intérêt des Jeux réside dans sa possibilité d'agir comme levier pouvant générer des retombées commerciales et sociales importantes et ces bénéfices doivent être clairement définis dans un nouveau plan d'affaires. Nous croyons donc qu'il serait dans l'intérêt du Nouveau-Brunswick de revoir le modèle couramment utilisé limitant les retombées prévues de ces Jeux à la seule région métropolitaine de Moncton. L'Université de Moncton est d'ailleurs composée de trois campus, dont ceux d'Edmundston et de Shippagan, possédant chacune des infrastructures de calibre mondial en termes d'accueil et d'installations culturelles et sportives. D'autres municipalités en région, tels Bathurst, Campbellton, Miramichi et récemment Richibouctou, possèdent elles aussi des infrastructures culturelles et sportives exceptionnelles ainsi qu'une main-d'œuvre motivée et qualifiée. De même qu'à Balmoral, Bouctouche, Caraquet et Memramcook. En d'autres mots, si les villes de Dieppe et de Moncton ont l'avantage d'être stratégiquement positionnées pour accueillir l'arrivée des délégations et présenter les cérémonies d'ouverture, de fermeture et certaines disciplines des Jeux de la Francophonie 2021, répar

Décentralisons les Jeux Acadie Nouvelle · 18 Dec 2018 12/20/2018 Décentralisons les Jeux

<https://www.pressreader.com/canada/acadie-nouvelle/20181218/281702615814848> 2/3 tir des

composantes dans d'autres régions permettrait à la province de profiter plus pleinement des retombées de ces investissements. Cette mesure fournirait également l'occasion de faire connaître la diversité de notre territoire et de son économie. Enn, elle permettrait à l'effort de recrutement des bénévoles en période estivale de mieux réussir (du 23 juillet au 1er août). Réduire le nombre de disciplines présentées – y compris les plus dispendieuses à produire, le soccer masculin par exemple – devrait être considéré. Les Jeux du Commonwealth ne présentent plus ce sport et avec raison si l'on considère l'ensemble des compétitions déjà couvertes par le biais des Coupes du Monde de la FIFA, la Coupe d'Afrique, la coupe d'Europe et les Jeux olympiques. Avec ces ajustements, il serait envisageable de voir la facture totale réduite substantiellement. Rappelons-nous que la Francophonie est la seule organisation gouvernementale internationale au sein de laquelle le Nouveau-Brunswick siège de plein droit, et ce depuis 1977, au même titre que les 84 autres membres et observateurs de l'Organisation internationale de la Francophonie. Le premier ministre, ainsi que les ministres, les fonctionnaires et les autres experts du Nouveau-Brunswick ont accès à une plateforme représentant 42% des membres des Nations unies (80 des 193 États), 61% des membres de l'Union européenne (17 des 28 États), de même que 57% des pays qui comptent le continent africain (31 des 54 États). Cette adhésion à la Francophonie confère au gouvernement et à la communauté d'affaires du Nouveau-Brunswick la possibilité de développer des partenariats et de promouvoir sur la scène internationale son potentiel dans les domaines technologique, environnemental, éducatif, universitaire, collégial, culturel, sportif et économique. Rappelons-nous aussi que le Canada et le Nouveau-Brunswick furent les hôtes du VIII^e Sommet de la Francophonie en 1999, dans la même Ville de Moncton proposée comme l'une des villes hôtes de la IX^e édition des Jeux de la Francophonie en 2021. Les Jeux de la Francophonie sont uniques en leur genre, où la recherche de l'excellence est aussi importante en sport qu'en culture. Depuis les premiers Jeux en 1989, le Canada a toujours été représenté par une délégation formée de trois équipes, soit Équipe

Canada, Équipe Canada-Québec et Équipe Canada-Nouveau-Brunswick. Notre héritage au sein du monde de la Francophonie est donc bien établi depuis 1977 et c'est tout à l'honneur du Nouveau-Brunswick. Avant de tourner le dos à ces acquis et de jeter l'éponge sur ces Jeux, analysons à tête reposée nos options, en repensant aussi l'approche proposée en termes de coûts-bénéfices et d'acceptabilité sociale. Pour résumer, les opportunités d'affaires et de coopération, ainsi que le rayonnement du Nouveau-Brunswick sur la scène nationale et internationale, doivent être au premier plan des considérations. Notre province, comme toutes les autres, a connu dans son passé des épreuves budgétaires difficiles (les projets Coleson Cove ou Pointe-LePREAU, par exemple). Ces investissements beaucoup plus risqués et lourds de conséquences ont quand même été menés à terme. Ne laissons donc pas la surprise du coût réel des Jeux de la Francophonie en 2021 devenir le seul facteur à considérer dans les décisions qui s'imposent au cours des prochaines semaines. À bien y penser, le développement économique et la promotion du Nouveau-Brunswick et de l'Acadie peuvent réellement profiter de la tenue de ces Jeux, à condition bien sûr qu'ils soient réorientés avec cet objectif en vue. Nous vous remercions à l'avance de l'attention que vous porterez à ces réflexions et vous prions d'accepter, monsieur le premier ministre, l'expression de notre considération respectueuse. ■

Soupçon de conflit d'intérêt (<http://www.francsjeux.com>)

- <http://www.francsjeux.com/breves/2018/12/18/soupcon-de-conflit-dinteret/49074>
- Le 18 décembre 2018

Nouvelle polémique au Nouveau-Brunswick autour des Jeux de la Francophonie 2021 à Moncton et Dieppe. Cette fois, il ne s'agit pas du coût de l'événement, mais d'une suspicion de conflit d'intérêt. Selon *CBC*, un cabinet-conseil présidé par le conjoint d'une ancienne membre du conseil d'administration des Jeux de la Francophonie 2021 a décroché un contrat pour la promotion de l'événement. Mike Randall, le conjoint de Kim Rayworth, l'un des quatre membres du conseil d'administration démissionnaires la semaine passée après la révélation du nouveau budget de l'événement, a décroché en juillet dernier pour le compte de sa société, Portfolio, un contrat de 75 000 dollars canadiens. Conflit d'intérêt ? Kim Rayworth s'en défend. Elle a précisé aux médias canadiens qu'elle n'avait pas participé au choix. Selon la directrice de la communication des Jeux de la Francophonie 2021, Tracey Sulley, un appel d'offres avait été envoyé à 10 entreprises. Les propositions ont ensuite été évaluées par un expert externe, un fonctionnaire provincial et par l'ancien directeur de la communication et du marketing des Jeux. Portfolio a été choisi à l'unanimité, précise Tracey Sulley.

LETTRE OUVERTE AU PREMIER MINISTRE DU NOUVEAU-BRUNSWICK PORTANT SUR LES JEUX DE LA FRANCOPHONIE 2021 – COLLECTIF (astheure.com)

- <https://astheure.com/2018/12/18/lettre-ouverte-au-premier-ministre-du-nouveau-brunswick-portant-sur-les-jeux-de-la-francophonie-2021-collectif/>
- Le 18 décembre 2018

Monsieur le premier ministre,

La suggestion voulant que le Nouveau-Brunswick renonce à organiser les Jeux de la Francophonie 2021 pourrait être lourde de conséquence pour notre province, l'Acadie et le Canada. Permettez-nous de vous énumérer ici quelques raisons et de vous proposer une solution de rechange.

Il est bien évident aujourd'hui que le projet de candidature présenté en 2015 et estimé alors à 17,5 millions de dollars manquait sérieusement de rigueur. Il importe de faire toute la lumière sur cette affaire pour permettre aux organisateurs présents et futurs des Jeux de la Francophonie d'ajuster leur tir.

Plus récemment, un plan d'événement et une analyse effectuée par un cabinet d'experts-comptables mandaté par le gouvernement fédéral ont permis de nous présenter de nouveaux estimés, allant cette fois-ci de 72 à 130 millions de dollars. C'est beaucoup trop pour le Nouveau-Brunswick.

Parlons plutôt d'un plafond d'investissement d'environ 50 millions de dollars pour organiser ces Jeux, soit l'équivalent du coût des derniers Jeux de la Francophonie d'Abidjan en 2017 et le budget avancé par la candidature de Sherbrooke en 2015. Le gouvernement fédéral y verserait au minimum 25 millions de dollars tandis que la communauté hôte (la province du Nouveau-Brunswick, les municipalités, les bénévoles, différents fournisseurs de services et les commanditaires privés) aurait à combler la différence. Avec ce scénario, la province pourrait avoir à ajouter une somme de 10 millions de dollars aux premiers montants promis (contribution totale de 20 millions de dollars).

L'investissement supplémentaire de 10 millions de dollars exigé est imposant et pour se justifier devrait impérativement s'inscrire dans une stratégie de développement économique plus vaste. L'intérêt des Jeux réside dans sa possibilité d'agir comme levier pouvant générer des retombées commerciales et sociales importantes et ces bénéfices doivent être clairement définis dans un nouveau plan d'affaire.

Nous croyons donc qu'il serait dans l'intérêt du Nouveau-Brunswick de revoir le modèle couramment utilisé limitant les retombées prévues de ces Jeux à la seule région métropolitaine de Moncton. L'Université de Moncton est d'ailleurs composée de trois campus, dont ceux d'Edmundston et de Shippagan, possédant chacun des infrastructures de calibre mondial en termes d'accueil et d'installations culturelles et sportives.

D'autres municipalités en région, tels Bathurst, Campbellton, Miramichi et récemment Richibouctou, possèdent, elles aussi, des infrastructures culturelles et sportives exceptionnelles ainsi qu'une main-d'œuvre motivée et qualifiée. De même qu'à Balmoral, Bouctouche, Caraquet et Memramcook.

En d'autres mots, si les villes de Dieppe et de Moncton offrent l'avantage d'être stratégiquement positionnées pour accueillir l'arrivée des délégations et présenter les cérémonies d'ouverture, de fermeture et certaines disciplines des Jeux de la Francophonie 2021, répartir des composantes dans d'autres régions permettrait à la province de profiter plus pleinement des retombées de ces investissements. Cette mesure fournirait également l'occasion de faire connaître la diversité de notre territoire et de son économie. Enfin, elle permettrait à l'effort de recrutement des bénévoles en période estivale de mieux réussir (du 23 juillet au 1er août).

Réduire le nombre de disciplines présentées y compris les plus dispendieuses à produire, le soccer masculin par exemple, devrait être considéré. Les Jeux du Commonwealth ne présentent plus ce sport et avec raison si l'on considère les compétitions déjà offertes par le biais des Coupes du Monde de la FIFA, la Coupe d'Afrique, la Coupe d'Europe et les Jeux Olympiques. Avec ces ajustements, il serait envisageable de voir la facture totale réduite substantiellement.

Rappelons-nous que la Francophonie est la seule organisation gouvernementale internationale au sein de laquelle le Nouveau-Brunswick siège de plein droit, et ce depuis 1977, au même titre que les 84 autres membres et observateurs.

Le premier ministre, ainsi que les ministres, les fonctionnaires et les autres experts du Nouveau-Brunswick ont accès à une plateforme représentant 42 % des membres des Nations Unies (80 des 193 États), 61 % des membres de l'Union européenne (17 des 28 États), de même que 57 % des pays qui comptent le continent africain (31 des 54 États). Cette adhésion à la Francophonie confère au gouvernement et à la communauté d'affaires du Nouveau-Brunswick la possibilité de développer des partenariats et de promouvoir sur la scène internationale son potentiel dans les domaines technologique, environnemental, éducatif, universitaire, collégial, culturel, sportif et économique.

Rappelons-nous aussi que le Canada et le Nouveau-Brunswick furent les hôtes du VIII^e Sommet de la Francophonie en 1999, dans la même Ville de Moncton proposée comme l'une des villes hôtes de la IX^e édition des Jeux de la Francophonie en 2021. Les Jeux de la Francophonie sont uniques en leur genre, où la recherche de l'excellence est aussi importante en sport qu'en culture. Depuis les premiers Jeux en 1989, le Canada a toujours été représenté par une délégation formée de trois équipes, soit Équipe Canada, Équipe Canada-Québec et Équipe Canada-Nouveau-Brunswick.

Notre héritage au sein du monde de la Francophonie est donc bien établi depuis 1977 et c'est tout à l'honneur du Nouveau-Brunswick. Avant de tourner le dos à ces acquis et de lancer la serviette sur ces Jeux, analysons à tête reposée nos options, en repensant aussi l'approche proposée en termes de coûts-bénéfices et d'acceptabilité sociale.

Pour résumer, les opportunités d'affaires et de coopération, ainsi que le rayonnement du Nouveau-Brunswick sur la scène nationale et internationale, doivent être au premier plan des considérations. Notre province, comme toutes les autres, a connu dans son passé des épreuves budgétaires difficiles (les projets Coleson Cove ou Pointe-LePREAU, par exemple). Ces investissements, beaucoup plus risqués et lourds de conséquences, ont quand même été menés à terme.

Ne laissons donc pas la surprise du coût réel des Jeux de la Francophonie en 2021 devenir le seul facteur à considérer dans les décisions qui s'imposent au cours des prochaines semaines. À bien y penser, le développement économique et la promotion du Nouveau-Brunswick et de l'Acadie peuvent réellement profiter de la tenue de ces Jeux, à conditions bien sûr qu'ils soient réorientés

avec cet objectif en vue.

À propos...

Roger Doucet est retraité. Il a été sous-ministre de l'Éducation, sous-ministre adjoint des Affaires Intergouvernementales et chef de la délégation de l'Équipe Canada-NB à l'occasion des Jeux de la Francophonie d'Ottawa en 2001.

Benoît Duguay est retraité. Il a été journaliste à Radio-Canada et il est Chevalier de la Légion d'honneur.

Daniel LeBlanc a été fonctionnaire des Nations-Unis. Il est présentement président et fondateur de l'organisme Nation Prospère Acadie qui est vouée au développement de la prospérité en régions acadiennes du Canada atlantique.

Jeux de la Francophonie : Blaine Higgs veut imposer un ultimatum au fédéral (ici.radio-canada.ca)

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1142769/jeux-de-la-francophonie-blaine-higgs-veut-imposer-un-ultimatum-au-federal>
- Le 19 décembre 2018



Blaine Higgs assure que son gouvernement a appris l'ampleur des coûts des Jeux de la Francophonie en arrivant au pouvoir. Photo: Radio-Canada

Blaine Higgs a l'intention d'imposer une date limite au gouvernement fédéral pour qu'il contribue davantage pour les Jeux de la Francophonie. Si cette date limite n'est pas respectée, il annulera la tenue des Jeux à Moncton-Dieppe en 2021.

Les discussions entre le gouvernement du Nouveau-Brunswick et le gouvernement du Canada autour des Jeux de la Francophonie semblent au point mort : chacun assure ne pas vouloir mettre plus que les sommes ou plafonds avancés lors de la soumission d'origine.

Si le gouvernement fédéral ne change pas d'attitude, il semble que les Jeux n'aient pas lieu.

Blaine Higgs, premier ministre du Nouveau-Brunswick

Du côté du gouvernement fédéral, le ministre des Affaires intergouvernementales, Dominic LeBlanc, réitère son intention de participer à des coûts responsables.



Dominic LeBlanc réitère l'intention du fédéral de participer à la facture des Jeux de la Francophonie à 50 %. Photo : Radio-Canada

C'est le gouvernement provincial qui a soumissionné pour les Jeux de la Francophonie, pas le gouvernement fédéral.

Dominic LeBlanc, ministre fédéral des Affaires intergouvernementales

Cependant, si la province décide qu'il y a une façon de faire les Jeux de la Francophonie et de les accueillir ici pour un coût plus raisonnable, ça nous fera plaisir de contribuer comme la formule fédérale l'exige depuis longtemps, à 50 %, ajoute Dominic LeBlanc.

Blaine Higgs n'a toutefois pas précisé la date de son ultimatum.

Décentraliser les Jeux de la Francophonie, la solution?

Pendant que les gouvernements provincial et fédéral se renvoient la balle, des intervenants essaient de trouver des solutions pour sauver les Jeux de la Francophonie. Une des solutions avancées serait de décentraliser l'événement parmi différentes régions de la province.

L'idée a été émise par trois Acadiens mardi : l'ancien sous-ministre de l'Éducation Roger Doucet; l'ancien journaliste Benoît Duguay et le militant acadien Daniel LeBlanc.

Ils proposent notamment un budget de 50 millions de dollars, soit le budget des derniers Jeux, à Abidjan. Cela comprendrait notamment un investissement de la province de 10 millions de dollars de plus que prévu.

La décentralisation permettrait de réduire les coûts notamment en permettant aux organisateurs de profiter des infrastructures offertes par d'autres régions.

Ce serait pas la première fois, explique Daniel LeBlanc. Les Jeux olympiques se jouent sur une grande région. Je vois pas pourquoi ce serait pas ici.

Ils proposent également de réduire le nombre de disciplines sportives lors de Jeux de la Francophonie 2021.

Avec les informations de Margaud Castadère

Cri du coeur des fédérations sportives pour sauver les Jeux de la Francophonie ([ici.radio-canada.ca](https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1143068/sport-jeux-francophonie-oif-soccer-nb-nouveau-brunswick-acadie))

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1143068/sport-jeux-francophonie-oif-soccer-nb-nouveau-brunswick-acadie>
- Le 20 décembre 2018



Des ballons de soccer Photo: Getty Images / Francisco Leong

Les fédérations sportives lancent un appel au maintien des Jeux de la Francophonie au nom du développement du sport au Nouveau-Brunswick. Malgré l'évaluation financière de 130 millions de dollars, les signataires estiment que les Jeux de Moncton et Dieppe sont réalisables avec des moyens plus modestes.

Alors que les gouvernements provincial et fédéral ne s'entendent pas sur le partage des coûts pour les Jeux de la Francophonie de 2021, les associations sportives sortent de leur mutisme dans une lettre ouverte.

Nous demandons à toutes les parties de reprendre l'examen et la discussion avec l'objectif d'élaborer un plan soucieux des coûts et tenant compte des nombreux avantages concrets que ces Jeux apporteront à notre province et à notre pays, stipule la lettre ouverte signée par huit fédérations sportives provinciales.

Le directeur général de Soccer Nouveau-Brunswick, Younès Bouida, est persuadé que des Jeux au rayonnement international sont réalisables à faible coût.

On veut des Jeux qui ne vont pas coûter cher aux contribuables

Younès Bouida, directeur général de Soccer Nouveau-Brunswick
Mais en même temps, on comprend très bien que ça pourrait être une opportunité extraordinaire pour le Nouveau-Brunswick de s'ouvrir sur le monde, prévient M. Bouida.



Younes Bouida, directeur général et technique de Soccer NB Photo : CBC

Les signataires rappellent que tous les Canadiens et Néo-Brunswickois sont admissibles à cette compétition de calibre international, qu'ils soient anglophones, francophones, autochtones ou de toute autre culture.

Nous prévoyons que les Jeux de la Francophonie 2021 auront un impact durable sur tous nos sports.

Lettre ouverte

Les fédérations sportives estiment que les Jeux de 2021 auront un impact considérable sur le recrutement de bénévoles dans le milieu sportif.

La présentation des Jeux de la Francophonie s'inscrit dans une suite d'événements prestigieux avec les Championnats du monde juniors d'athlétisme en 2010, au stade de l'Université de Moncton.

Puis les matchs de la Coupe du monde de soccer féminin en 2014 et en 2015 ont d'ailleurs valu un rapport positif de la FIFA à l'égard de Moncton. Mais certains ont suggéré de retirer le soccer de la programmation des Jeux pour réduire les coûts.

Le soccer c'est une compétition phare des Jeux de la Francophonie, c'est vraiment la compétition la plus regardée, croit Younès Bouida, en désaccord avec la proposition.

Soccer Nouveau-Brunswick est déjà en négociation pour qu'une équipe à l'effigie du Nouveau-Brunswick prenne part à la compétition internationale en 2021.

L'accueil des Jeux de la Francophonie pourrait attirer l'attention des 1,5 milliard de personnes qui

habitent les 84 pays membres de l'Organisation internationale de la Francophonie, conclut la lettre.

Les fédérations signataires :

Basketball Nouveau-Brunswick

Athlétisme Nouveau-Brunswick

Soccer Nouveau-Brunswick

Judo Nouveau-Brunswick

Lutte Nouveau-Brunswick

Tennis Nouveau-Brunswick

Tennis de table au Nouveau-Brunswick

Nouvelle menace d'annulation (<http://www.francsjeux.com>)

- <http://www.francsjeux.com/breves/2018/12/20/nouvelle-menace-dannulation/49156>
- Le 20 décembre 2018

La menace d'une annulation des Jeux de la Francophonie 2021 se précise. Selon Radio-Canada, le Premier ministre du Nouveau-Brunswick, Blaine Higgs, veut imposer une date limite au gouvernement fédéral pour qu'il contribue davantage au budget de l'événement, prévu à Moncton et Dieppe. Si cette date limite n'est pas respectée, il annulera la tenue des Jeux en 2021. « *Si le gouvernement fédéral ne change pas d'attitude, il semble que les Jeux n'auront pas lieu* », a assuré Blaine Higgs. De son côté, le gouvernement de Justin Trudeau se montre volontiers conciliant, mais en restant ferme sur sa décision de ne pas dépasser le plafond de 50% des coûts, imposé par la loi canadienne pour un tel événement sportif. Le ministre des Affaires intergouvernementales, Dominic LeBlanc, a répété sa volonté de contribuer « *à des coût responsables* ». Mais il insiste : « *C'est le gouvernement provincial qui a candidaté pour les Jeux de la Francophonie, pas le gouvernement fédéral.* » Dans le même temps, l'idée de modifier le projet initial en décentralisant les Jeux de la Francophonie 2021 fait son chemin au Canada. Elle suggère de confier les épreuves sportives à plusieurs régions du pays, afin d'utiliser les installations déjà existantes, voire de réduire le nombre de disciplines. Une formule qui permettrait de rester dans un budget d'environ 50 millions de dollars canadiens, encore très supérieur à l'estimation du comité de candidature (17 M\$), mais loin du chiffre de 130 millions de dollars annoncé la semaine passée par le comité d'organisation.

Paru aussi dans: www.msport.ma/

- <http://www.msport.ma/2018/12/canada-nouvelle-menace-dannulation-des-jeux-de-la-francophonie-2021/>

Jeux de la Francophonie : l'OIF reconnaît que le budget proposé est irréaliste ([ici.radio-canada.ca](https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1143193/organisation-jeux-francophonie-budget-irrealiste))

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1143193/organisation-jeux-francophonie-budget-irrealiste>
- Le 20 décembre 2018



L'Organisation internationale de la Francophonie travaille à un nouveau budget conventionnel pour les Jeux de 2025. Photo: iStock

« Il a été reconnu que, prenant en compte l'évolution des Jeux, ce budget conventionnel [d'environ 15 millions de dollars canadiens] était désormais sous-estimé », peut-on lire dans un courriel de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) envoyé jeudi après-midi à Radio-Canada.

Dans les guides de candidature précédents pour les pays souhaitant accueillir les Jeux de la Francophonie, le budget conventionnel était fixé à 10 millions d'euros, soit un peu plus de 15 millions de dollars canadiens.

Ce plafonnement visait à contenir le budget des Jeux et notamment par souci de solidarité avec les pays du sud, pour que tout pays puisse être en mesure de les organiser, les Jeux étant organisés en alternance nord/sud, écrit Thomas Gil, directeur par intérim du Comité international des Jeux de la Francophonie (CIJF), responsable des partenariats, du marketing et de la communication.

Un budget sans besoin en infrastructure

Mais les pays membres du Conseil d'orientation du CIJF

ont récemment entamé une réflexion sur ce budget, reconnaissant que ce dernier est sous-estimé. Ce montant sera en fait le coût des Jeux si toutes les infrastructures existent déjà.

Pour le guide de candidature des Jeux de 2025, l'OIF

souhaite adopter un budget plus réaliste, prenant en compte l'ensemble des aspects organisationnels de l'événement.

En ce qui a trait aux Jeux 2021 de Moncton-Dieppe, l'OIF se dit „confiant en la volonté et la capacité du Canada Nouveau-Brunswick à organiser des Jeux réussis autour des valeurs de solidarité, de diversité et d'excellence ».

Jeux de la Francophonie: Higgs tranchera en janvier (www.acadienouvelle.com)

- <https://www.acadienouvelle.com/actualites/2018/12/20/jeux-de-la-francophonie-higgs-tranchera-en-janvier/>
- Le 20 décembre 2018



LE CHEF CONSERVATEUR BLAINE HIGGS. - ARCHIVES

Le Nouveau-Brunswick mettra fin aux préparatifs des Jeux de la francophonie 2021 de Dieppe et Moncton au plus tard à la fin du mois prochain si Ottawa ne trouve pas une solution aux problèmes financiers de l'organisation d'ici là.

Blaine Higgs n'a pas l'intention de laisser durer le suspense indéfiniment.

«Les ministères étudient en ce moment ce qui a été payé à ce jour et ce que le processus (pour annuler les Jeux) pourrait être», avance le premier ministre.

Le comité organisateur local de la région de Moncton propose quant à lui des Jeux à 130 millions \$.

Le gouvernement fédéral a déjà annoncé qu'il était prêt à payer une partie des dépassements de coûts, à condition que le Nouveau-Brunswick fasse de même.

C'est donc l'impasse, constate Blaine Higgs.

«On dirait que le gouvernement fédéral est en train de regarder dans ma direction pour une solution et je regarde dans sa direction pour une solution. Il doit assumer ses responsabilités et s'il ne veut pas le faire, peut-être que la discussion est terminée», dit-il.

«Nous avons dit que nous allions prendre une décision (...) nous n'allons pas laisser ça s'étirer au-delà de janvier, si ça va jusque là.»

Fredericton demeure déterminé à ne pas investir plus de 10 millions \$ dans la présentation des Jeux de la francophonie comme c'était prévu par l'Organisation mondiale de la francophonie au moment de présenter sa candidature.

«Nous ne voyons aucune façon que ça pourrait marcher dans le budget», soutient M. Higgs.

D'après le cabinet d'experts-comptables embauché par le gouvernement fédéral, l'événement d'envergure internationale pourrait coûter au moins 115,3 millions \$.

Le seul espoir des Jeux de la francophonie, sauf si Ottawa décidait de défrayer à peu près tous les coûts, est d'organiser l'événement dans plusieurs provinces à la fois, selon M. Higgs.

«(Le Nouveau-Brunswick) n'est pas suffisamment gros pour accueillir ce genre d'événement à ce prix-là», constate-t-il.

«Ça doit devenir des jeux fédéraux avec une participation des provinces. Comme ça, les Jeux pourraient se déplacer d'une province à l'autre. On pourrait alors avoir des Jeux de qualité professionnelle, bien gérés et bien accueillis au lieu d'inventer chaque fois un nouveau processus.»

Encore une fois, la balle est dans le camp du fédéral, soutient M. Higgs.

Même s'il n'envisage pas l'annulation des Jeux de gaité de coeur, le chef du Parti progressiste-conservateur ne s'attend vraisemblablement pas à un ressac dans l'opinion publique en cas d'annulation, même chez les francophones.

«Les gens dans cette province, et partout dans le Nouveau-Brunswick francophone, arrivent au constat que le Nouveau-Brunswick n'a pas les moyens de faire (les Jeux)», assure-t-il.

Jeux de la Francophonie: une occasion unique (Acadie Nouvelle, Pressreader)

- <https://www.pressreader.com/canada/acadie-nouvelle/20181220/textview>
- Le 20 décembre 2018

Basketball NB Athlétisme NB Soccer NB

Lutte NB

Judo NB Tennis NB Tennis de table au NB

Au nom de nos associations de sport provinciales respectives de basketball, d'athlétisme, de soccer, de judo, de lutte, de tennis et de tennis de table qui doivent prendre part aux Jeux de la Francophonie 2021, nous souhaitons encourager les municipalités, les gouvernements et les autres partenaires respectifs à faire tous les efforts possibles pour examiner collectivement toutes les options au Canada et au Nouveau-Brunswick afin d'accueillir les Jeux de la Francophonie à Moncton et Dieppe en 2021.

Nous faisons donc écho aux encouragements semblables faits par d'autres NéoBrunswickois et organisations parus dans les médias au cours des derniers jours.

La publication récente d'études révélant des coûts d'accueil élevés, bien que surprenante, semble offrir des moyens de tenir ces Jeux avec un budget plus modeste. Nous demandons à toutes les parties de reprendre l'examen et la discussion avec l'objectif d'élaborer un plan soucieux des coûts et tenant compte des nombreux avantages concrets que ces Jeux apporteront à notre province et à notre pays, y compris ceux pour nos associations de sport provinciales respectives.

Du point de vue du sport, nous pouvons attester que la tenue des Jeux de la Francophonie 2021 au Nouveau-Brunswick représente une formidable expérience pour nos jeunes et tous les membres que nous servons.

Tout d'abord, il est important de rappeler à tous que, peu importe qu'ils soient anglophones, francophones, autochtones ou de toute autre culture ou langue, tous les athlètes de la province du Nouveau-Brunswick et de partout au Canada ont eu et continueront d'avoir les mêmes possibilités de participer aux Jeux de la Francophonie.

Comme ce fut le cas après le succès du Championnat de monde d'athlétisme junior de l'IAAF 2010 à Moncton, lorsque l'athlétisme au Nouveau-Brunswick a connu une croissance rapide et soutenue de la participation et du soutien, que nous constatons encore aujourd'hui, nous prévoyons que les Jeux de la Francophonie 2021 auront un impact durable sur tous nos sports.

Cela encouragera grandement les jeunes à participer à des activités sportives, artistiques et culturelles.

Dans le cadre de notre engagement à tirer pleinement parti des possibilités offertes par l'accueil des Jeux de la Francophonie 2021, nos organisations de sport respectives prévoient également une augmentation accélérée de notre base de bénévoles, qui comprendra le recrutement, le mentorat et la formation de nouveaux entraîneurs et officiels à la grandeur de la province et leur fournira une

voie claire vers la participation active aux Jeux de la Francophonie 2021.

Nous nous attendons donc également à ce que l'accueil de ces Jeux dans notre province aura un impact important sur la croissance du bassin de bénévoles jusqu'en 2021 et au-delà. Ce sera une condition nécessaire pour faire face à la croissance attendue de la participation des jeunes, ouvrant la voie à un mode de vie toujours plus sain et au succès aux futurs championnats et jeux, et ce, jusqu'aux Jeux d'été du Canada 2029, qui se dérouleront au Nouveau-Brunswick.

Qu'il s'agisse de notre pays qu'est le Canada, de notre province du Nouveau-Brunswick, des municipalités de Dieppe et de Moncton ou de nos sports, de nos arts et de notre culture, l'accueil des Jeux de la Francophonie pourrait attirer l'attention des 1,5 milliard de personnes qui habitent les 84 pays membres de l'Organisation internationale de la Francophonie.

Naturellement, les avantages dépassent largement la portée de la présente lettre. Pour nos sports et nos athlètes, ainsi que pour les arts et la culture, cela créera de nombreuses nouvelles possibilités quant aux relations et aux échanges, dans le pays comme à l'étranger.

Nous vous remercions des services rendus à nos collectivités et, en terminant, nous souhaitons que toutes les parties concernées mobilisent collectivement leur énergie et leur détermination pour trouver les solutions optimales qui nous permettront de tirer le meilleur parti de cette occasion unique d'accueillir les Jeux de la Francophonie 2021. ■

Jeux de la Francophonie 2021 : des défis de budget (www.la-liberte.ca)

- <https://www.la-liberte.ca/2018/12/21/jeux-de-la-francophonie-2021-des-defis-de-budget/>
- Le 21 décembre 2018



Éric Mathieu Doucet a défendu le travail du comité organisateur lundi soir (photo : Simon Dellatre). Simon Delattre (*Acadie Nouvelle*)

Le Canada accueillera les prochains Jeux de la Francophonie, du 23 juillet au 1^{er} août 2021 au Nouveau-Brunswick. Si l'occasion est grande pour la Province comme pour tout le pays, des défis

financiers sont déjà à déplorer.

Au moment de soumettre sa candidature, en 2015, le Nouveau-Brunswick annonçait des coûts maîtrisés et un budget de 17 millions \$. Trois ans plus tard, le comité organisateur présente une facture de 130 millions \$, presque huit fois supérieure aux prévisions initiales.

Les membres du comité organisateur des Jeux de la Francophonie 2021 affirment cependant ne pas être responsables d'avoir établi un budget largement sous-évalué dans le dossier de candidature de Moncton-Dieppe.

Les municipalités de Moncton et Dieppe refusent pour leur part d'engager des fonds supplémentaires et le gouvernement Higgs a fait savoir que la Province ne peut simplement pas se permettre de telles dépenses. Face au tollé suscité par l'escalade des coûts, le comité organisateur a décidé de répondre aux questions des journalistes lors d'une conférence de presse début décembre.

En 2015, Éric Mathieu Doucet, président du comité organisateur, et Éric Larocque, directeur général, participaient à titre de bénévoles au comité de candidature, composé essentiellement de fonctionnaires provinciaux.

Le rôle des bénévoles, explique Éric Mathieu Doucet, n'était pas d'évaluer les coûts et il se limitait à consulter les municipalités ainsi que les associations sportives de la région. Il renvoie la balle du côté du gouvernement Gallant.

« Nous n'étions pas responsables du budget, je ne voudrais pas parler au nom du comité de candidature, c'était le comité de candidature du gouvernement du Nouveau-Brunswick », déclare-t-il.

Formé en avril 2017, un an après que la candidature de Moncton-Dieppe ait été retenue, le comité organisateur a été chargé d'élaborer un plan d'affaires. C'est alors que les municipalités, le Collège communautaire du Nouveau-Brunswick et l'Université de Moncton ont soumis leur liste de vœux et que plusieurs experts dans l'organisation d'événements sportifs internationaux ont été consultés.

« Une fois que le plan d'affaires était en action, on a commencé à voir les chiffres réels, précise Éric Mathieu Doucet. C'est une fois qu'on avait accepté le mandat qu'on s'est rendu compte de l'ampleur de ce que c'est d'organiser des jeux internationaux. »

Le plan d'affaires de 130 millions \$ présenté en mars 2018 comprenait 84 millions en opération. Cela inclut notamment 10 millions \$ pour la sécurité.

À cela s'ajoute un budget de 36 millions \$ destiné aux infrastructures. De cette somme, 18 millions \$ sont qualifiés d'« investissements essentiels », qui comprennent la création de deux nouveaux terrains de soccer à Moncton et à Dieppe, ainsi qu'une mise à niveau des terrains de tennis du parc du Centenaire et de la piste d'athlétisme sur le campus de l'Université de Moncton.

« Nous avons construit un budget qui assure le succès des Jeux, tout en faisant honneur au Nouveau-Brunswick et au Canada, et ce, sans tomber dans l'excès », estime M. Doucet.

Le niveau de complexité dépasse celui de la plupart des événements sportifs et requiert des ressources financières importantes, plaide le président du comité.

« Ce sont huit compétitions sportives et cinq compétitions culturelles qui se déroulent en même

temps, avec 24 sites à travers la région. Chaque site a besoin de services médicaux, des repas, de sécurité, d'accréditations... C'est une vraiment une opération d'envergure. »

À la question de savoir si les bailleurs de fonds ont été avisés de dépassements de coûts avant 2018, il confirme que des discussions ont eu lieu avec les partenaires « avant le dépôt du plan d'affaires ».

Des économies possibles

Un expert indépendant embauché par Ottawa a ensuite évalué le plan soumis par le comité. Son rapport a été remis aux gouvernements fédéral et provincial au mois de septembre, une semaine avant les élections néo-brunswickoises.

« De ce qu'on a entendu, le consultant a proposé certaines options pour réduire le budget », indique M. Doucet.

Les membres du comité organisateur affirment ne pas avoir eu accès à cette étude, on ignore donc pour le moment quelles modifications ont été suggérées.

« Je pense qu'il y a moyen de réduire, il y a certains investissements en infrastructure qui pourraient tomber », avance le président.

« Depuis mi-septembre, nous attendons un retour des gouvernements pour commencer les négociations. »

La situation politique provinciale au lendemain des élections a retardé le processus. Pour le moment, les discussions ont lieu entre Ottawa et Fredericton.

« Nous ne sommes pas à cette table, ce sera à eux de décider de l'ampleur des Jeux qu'ils veulent organiser », souligne Éric Mathieu Doucet. « Il revient aux gouvernements de prendre les décisions et de dire quelles sont les règles du jeu. Nous allons nous adapter. »

Les organisateurs disent vouloir entamer les pourparlers avec les bailleurs de fonds « pour en arriver un financement qui correspond à leurs attentes ».

Le comité vante l'impact positif des Jeux

Éric Mathieu Doucet affiche son optimisme.

« Tout le monde veut accueillir ces Jeux, lance-t-il. La province, le gouvernement fédéral et les municipalités comprennent l'impact d'accueillir le monde chez nous, d'être sur la carte. Ils réalisent l'opportunité pour la visibilité de la région et l'expérience que nos citoyens et nos jeunes vont vivre. »

L'événement bénéficiera à la province sur le plan du tourisme, de l'immigration, du recrutement étudiant et du rayonnement culturel des artistes, assurent les organisateurs.

Ils prévoient d'ailleurs des retombées économiques importantes : 165 millions \$ au Canada dont 148 millions \$ au Nouveau-Brunswick.

Ces chiffres sont bien au-delà de ceux fournis par le gouvernement provincial au moment de la mise en candidature.

L'ancienne ministre de la Francophonie Francine Landry évoquait alors des retombées de 25 millions \$.

« C'était l'estimation pour un budget de 15 millions, s'est justifié le directeur général Éric Larocque. Si le budget est plus élevé et qu'il y a plus de travaux en infrastructures, les retombées sont elles aussi plus élevées. »

Jeux de la Francophonie : la candidature de Sherbrooke était meilleure (ici.radio-canada.ca)

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1143504/jeux-francophonie-moncton-dieppe-candidature-sherbrooke>
- Le 22 décembre 2018



La finale du 100 mètres lors des derniers Jeux de la Francophonie à Abidjan en 2016. Photo: AFP / Issouf Sanogo

La candidature de Moncton-Dieppe, au Nouveau-Brunswick, n'était pas la mieux notée par l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), selon un documents envoyé à Radio-Canada.

Le *Rapport technique d'évaluation des candidatures* a été produit par l'OIF après l'examen des dossiers de candidatures et visites des différents sites.

À l'époque, trois régions étaient en compétition :

- Guadeloupe
- Sherbrooke
- Moncton-Dieppe

À l'issue de cette évaluation, Sherbrooke était au haut de la liste. La ville québécoise avait obtenu 946 points, contre 937 pour Moncton-Dieppe.

Ce qui a finalement fait la différence entre les deux régions, c'est la manière dont le Nouveau-Brunswick a défendu sa candidature lors d'une présentation orale au début de l'année 2016 à Abidjan. Sherbrooke a alors retiré sa candidature.

III. Articles sur les Jeux de la Francophonie en général

Francophonie : Un jeune infographiste haïtien lauréat du concours international de logo de la Confejes (rezonodwes.com)

- <https://rezonodwes.com/francophonie-un-jeune-infographiste-haitien-laureat-du-concours-international-de-logo-de-la-confejes/>
- Le 6 décembre 2018

Le logo vainqueur, conçu par Wilbert Gilles, sera utilisé par la CONFEJES lors des festivités du 50e anniversaire de cet organisme

Jeudi 6 décembre 2018 ((rezonodwes.com))– C’est un jeune infographiste haïtien, Wilbert Gilles, qui a remporté le grand concours international de logo de la CONFEJES, dévoilé le 5 décembre 2018 à Dakar au Sénégal. Le logo vainqueur sera utilisé par la CONFEJES lors des festivités du 50e anniversaire de cet organisme.

L’oeuvre du jeune infographiste haïtien a attiré l’attention du jury qui l’a retenue comme logo des 50 ans de la Conférence des Ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie (CONFEJES) sur 98 participants de 43 pays francophones.

Pour le Ministre de la Jeunesse, des Sports et de l’Action Civique (MJSAC), Edwing Charles, qui a salué la brillante victoire du jeune Wilbert Gilles, le premier prix de ce concours, qui fait honneur au pays, met en valeur, une fois de plus, l’immense potentiel de nos jeunes dans divers domaines.

« Grâce à ce prix, Wilbert Gilles vient de projeter encore une fois, une image positive sur la scène internationale, plus particulièrement dans l’espace francophone », a indiqué le ministre Charles.

Rappelons que la CONFEJES, qui est en train de célébrer ses 50 ans, agit en étroite collaboration avec l’Organisation Internationale de la Francophonie à laquelle elle s’associe dans ses actions en faveur de la jeunesse, notamment dans l’organisation des Jeux de la Francophonie qui se tiennent tous les 4 ans.

David DOUILLET, à la matinale CIAN/SPORSORA : « Si l'on veut grandir tous ensemble, il faut respecter et aimer l'Afrique ! » (www.africapresse.paris)

- <https://www.africapresse.paris/David-DOUILLET-a-la-matinale-CIAN-SPORSORA-Si-l-on-veut-grandir-tous-ensemble>
- Le 26 décembre 2018



L'ancien multi-champion de judo et ministre des Sports David DOUILLET, lors de sa participation à la matinale CIAN/SPORSORA, à Paris, le 4 décembre 2018. © Sporsora.com

Au lendemain d'une récente conférence dédiée à la filière sport au siège parisien de Business France, et à laquelle participait la ministre des Sports Roxana MARACINEANU*, c'est le CIAN et SPORSORA, association promouvant l'économie du sport, qui organisaient une matinale dans un cinéma parisien. Le Thème : « L'Afrique, star mondiale du sport ». L'invité-vedette, parmi plusieurs personnalités et professionnels de la filière : l'ancien multi-champion et ministre des Sports David DOUILLET... Et un consensus : oui, les entreprises françaises ont du savoir-faire à faire valoir pour contribuer au développement du sport africain. À certaines conditions toutefois...

par Alfred Mignot, AfricaPresse.Paris (AP.P)

« Nous tous savons bien maintenant qu'avec ses futurs 2,4 milliards d'habitants d'ici à vingt ans, et l'émergence d'une classe moyenne qui passera de 350 millions de personnes aujourd'hui à quelque 500 millions, l'Afrique sera un formidable relais de croissance, car cette classe moyenne urbaine aura des besoins nouveaux à satisfaire, et les activités de loisir comme le sport en font partie », déclare Étienne GIROS, Président délégué du CIAN (Conseil français des investisseurs en Afrique), dans son propos liminaire, en ouverture de la matinale dédiée à « L'Afrique, star mondiale du sport ».

Étienne GIROS relève aussi que dans cette filière sport, « les entreprises françaises disposent de nombreux atouts, y compris pour faire gagner du temps aux Africains, grâce à nos nombreux savoir-faire. En montant des partenariats, nous pouvons leur faire gagner des années, comme ils l'ont fait

dans la téléphonie mobile ».

À la suite de cette introduction, plusieurs intervenants apportent leurs témoignages concordants. Ainsi **Laurent PETRYNKA**, Président de la Fédération Internationale du Sport Scolaire (ISF), relève-t-il que « *l'Afrique est déjà une star du sport (...) qui est très développée à l'école [car] de plus en plus de pays s'intéressent à livrer un patrimoine à leur jeunesse* ».

Diamil FAYE, Président JAPPO Sport et Entertainment (Sénégal), considère lui aussi que le sport est devenu « *une priorité des gouvernements* », que « *les possibilités sont énormes* » et si les entreprises françaises ont reculé, « *elles seraient mieux acceptées* » si elles contribuaient plus au développement du sport, par « *des actes de mécénat plus visibles* ». Une affirmation à laquelle Étienne GIROS adhère, précisant que le sponsoring du sport africain représenterait en effet une formidable vitrine pour la promotion des marques françaises en Afrique.

Géraldine ROBERT, unique joueuse de basket professionnelle du Gabon et consultante pour le Ministère des Sports de ce pays, relève que le sport peut être la porte d'entrée pour sensibiliser à bien des thématiques d'aujourd'hui, comme la non-discrimination, l'égalité des genres, la médecine préventive... Elle appelle à plus d'implication du secteur privé afin de compenser le fait qu'actuellement les structures du sport en Afrique sont souvent « *un peu trop politisées* », ce qu'elle déplore, tout comme **Zineb EL HOUARI**, journaliste sportive et chroniqueuse (France 24), qui précise que « *l'Afrique a besoin d'expertises et de compétences professionnelles* ».

Le sport, marqueur des classes moyennes et facteur d'intégration sociale

Jean-Michel HUET* associé chez Bearing Point et expert de l'Afrique numérique, apporte aussi une touche positive au débat, expliquant comment l'expression de l'intérêt pour le sport est devenue « *un marqueur social clé de l'accession à cette classe moyenne africaine en cours de structuration* ».

Les gens ont envie de dépenser pour des activités sportives une part de l'argent disponible pour leurs loisirs, ils se rencontrent via les réseaux sociaux, ce qui est facilité par l'explosion de l'usage des téléphones mobiles, signale encore Jean-Michel HUET, relevant comme Étienne GIROS que le mouvement accéléré d'urbanisation du continent et l'accroissement des classes moyennes se conjuguent pour favoriser fortement la montée en puissance du sport.



Une vue de la salle durant l'intervention de Jean-Michel HUET. © AM/AP.P

Une réalité déjà observable, fait remarquer **Brahim SAIL**, CEO de l'institut de sondages africain IMMAR, producteur du Baromètre CIAN des leaders d'opinion du Continent : « 62 % des leaders d'Afrique témoignent de leur intérêt pour le sport, et encore plus, soit 72 %, en Afrique de l'Ouest francophone », révèle-t-il.

Thomas GIL, Directeur par intérim du Comité International des Jeux de la Francophonie, auxquels participent vingt-quatre pays d'Afrique (sur 88 membres au total de l'OIF), met pour sa part l'accent sur les valeurs que portent les Jeux de l'OIF : « *solidarité, diversité et excellence* ».

Faire émerger « une relation d'égal à égal » entre la France et l'Afrique

Jean-Marc ADJOVI-BOCO, ancien joueur de football professionnel, DG de Diambars et membre du Conseil présidentiel pour l'Afrique (CPA) souligne combien « *le sport est un facteur d'intégration sociale* », relève combien l'Afrique a besoin de formation à tous les niveaux : « *Aujourd'hui, explique-t-il, il en va du sport comme des processus industriels : la matière première et les consommateurs sont en Afrique, mais il nous manque la chaîne de valeur, elle est inexistante ou défaillante* ».

Il appelle ainsi de ses vœux à la création d'un modèle « *plus vertueux* »,remisant « *le vieux logiciel de la relation France-Afrique* » pour faire émerger « *une relation d'égal à égal* ».

Sur le même thème de la relation à reconstruire entre la France et l'Afrique, la Tunisienne **Azza BESBES**, vice-championne du monde d'escrime et Femme francophone de l'année 2018, livre un point de vue encourageant : « *Oui, la France a perdu des parts de marché en Afrique... elle a pris du retard ! Mais c'est aussi le pays qui connaît le mieux l'Afrique et les Africains !* »



La championne d'escrime tunisienne Azza BESBES : "La France est le pays qui connaît le mieux l'Afrique !" © AM/AP.P

Un atout supplémentaire à valoriser, donc, pour la filière la filière française de l'industrie du sport. À condition toutefois de ne pas tergiverser car, comme le disait Étienne GIROS, *« c'est dès aujourd'hui qu'il faut se placer sur les grands marchés africains pour y acquérir les positions de 2030 ! »*

David DOUILLET : « les valeurs du sport peuvent permettre de structurer une société »

Le mot de la fin de cette matinale instructive – qui sera suivie d'autres initiatives, auxquelles le CIAN va réfléchir, nous confie son Président délégué – revient à **David DOUILLET**.

Pour l'ancien ministre français des Sports, et multi-champion d'Europe, du monde et olympique de judo, *« tout peut se débloquer en Afrique (...) Il faut parler d'égal à égal avec les pays ou les personnes avec lesquels on veut travailler, considérer aussi les us et coutumes, les traditions et façons de faire... il faut s'adapter à l'Afrique, il faut la respecter. En réalité, si l'on veut grandir tous ensemble, il faut estimer, il faut aimer l'Afrique ! »*

Et puis, l'ancien champion invite aussi les uns et les autres à ne pas considérer la seule dimension économique, mais aussi la vertu civique du sport : *« Je considère – et je peux paraître prétentieux mais je l'assume ! – que les valeurs du sport peuvent permettre de structurer une société. C'est déjà un peu le cas en Afrique, mais compte tenu de l'explosion démographique qui vient, il faut que ce le soit totalement dans les dix à vingt prochaines années. »*

Enfin, répondant à une question sur les lenteurs et la fréquente mainmise gouvernementale sur le monde du sport africain, ce qui représente un frein à son développement harmonieux, David DOUILLET affirme : *« Je connais une arme absolue pour lutter contre cela : la vitesse ! Car en*

général la politique est lente ; donc on peut la prendre de vitesse. Comment ? En lui imposant le rythme ! Et le rythme peut être imposé très rapidement par les citoyens et les entreprises. Des entreprises qui investissent, apportent les savoir-faire, élaborent et construisent des modèles économiques et des stratégies de fonctionnement adaptés aux caractéristiques de l'Afrique, et qui soient viables.

Oui, il faut apporter tout cela ! Car il ne s'agit pas d'arriver, de profiter de l'événement puis de repartir. Non, il faut semer en terre profonde pour que les racines soient solides de tout ce qui va pousser. L'Afrique a le potentiel pour être la plus grande terre de sport au monde. »

Hassan Kanso, entraîneur polyglotte multi-médaille, cherche un club dans le Pays de Châteaubriant (actu.fr)

- https://actu.fr/pays-de-la-loire/chateaubriant_44036/hassan-kanso-entraîneur-polyglotte-multi-medaille-cherche-club-dans-pays-chateaubriant_20449892.html
- Le 26 décembre 2018

Hassan Kanso vit à Mouais (Loire-Atlantique). Alors qu'il a une très grande expérience internationale d'entraîneur, il peine à trouver du travail dans le Pays de Châteaubriant.



Hassan Kanso a été entraîneur de l'équipe nationale libanaise de 1997 à 2010. (©L'Eclaireur de Châteaubriant)

Le Franco-Libanais Hassan Kanso, âgé de 51 ans, est installé à **Mouais (Loire-Atlantique)** depuis bientôt huit ans, après y avoir rejoint sa femme, originaire du secteur. Malgré un CV bardé de

diplômes sportifs et une expérience du plus haut niveau, il peine à trouver un poste d'entraîneur.

J'en cherche un depuis mon arrivée en France. J'ai envoyé une multitude de mails, de SMS, de courriers... mais personne ne répond. À Pôle emploi, on m'a dit que mon CV faisait peut-être peur... »

« Je suis rentré dedans par hasard »

Il faut dire que celui-ci couvre trois pages entières ! Formé tout d'abord dans son pays d'origine, au Liban, puis à l'université de Mayence en Allemagne, il a ensuite gravi les échelons au Liban jusqu'à devenir, entre autres, entraîneur national de l'équipe militaire du Liban. Avec elle, il a participé notamment au championnat du monde militaire en 2000.



Hassan Kansa (tout à droite) a entraîné lors des Jeux de la Francophonie (©Hassan Kansa)

J'ai eu plusieurs de mes athlètes finalistes de ses championnats du monde. Et notamment un qui a terminé deuxième du saut à la perche. C'est une fierté, évidemment, et ça récompense mon travail. Chaque entraîneur espère un jour avoir un athlète qui fera une performance mondiale. Celui qui vous dit le contraire, il vous ment. »

Sa passion de l'athlétisme lui vient de l'enfance. Lui-même a longtemps pratiqué le fond et le demi-fond (courses de 800 à 10 000 m). « Mais en tant qu'entraîneur, j'enseigne toutes les disciplines de l'athlétisme », souligne-t-il. Il est ainsi coach depuis 1994, quand il a stoppé sa carrière d'athlète. Il n'était pourtant pas prédestiné à un tel métier.

Personne n'est athlète dans ma famille. À la base, c'est surtout un loisir, je suis rentré dedans par hasard. »

« Un honneur de représenter son pays »

Ce polyglotte (il parle couramment le français, l'anglais, l'arabe et l'allemand – et aimerait apprendre

le russe pour livrer des ouvrages sur les méthodes d'entraînements non traduits) a ainsi un CV long comme le bras : entraîneur de l'équipe nationale libanaise de 1997 à 2010, juge arbitre au ministère de l'éducation de 2002 à 2006, formateur d'entraîneurs dans l'armée libanaise de 1998 à 2010...



Hassan Kanso a coaché l'équipe nationale militaire libanaise. (©Hassan Kanso)

Il a donc pris part à de prestigieuses compétitions, comme les Jeux de la Francophonie, les championnats du monde, nationaux... Souvent en relation avec sa terre natale, le Liban.

C'est un honneur de représenter son pays. L'athlète que j'entraîne représente le pays au plus haut niveau. Il y a tout un peuple derrière lui. S'il gagne, c'est tout un pays qui gagne avec lui. »

« Toujours besoin d'un challenge »

Le Franco-Libanaise avait voulu apporter son expérience au club nouvelle créé sur le secteur : l'Athlétic club Châteaubriant-Derval (ACCD), qu'il a rejoint comme bénévole cet été. « Mais le club n'a pas les moyens de me salarier... », commente-t-il. Toutefois, cela ne l'avait pas empêché de quitter le poste de surveillant de nuit qu'il avait dû accepter par défaut jusque-là. « Ce n'était pas mon domaine. L'athlétisme, c'est ma vie ! »

Néanmoins, il est toujours à la recherche d'une structure qui pourrait l'embaucher. « J'ai toujours besoin d'un challenge, je sais que j'ai beaucoup de choses à apporter. Je cherche un club prêt à me mettre à l'essai. »

Francophonie : La COFEMEN et le CIJF décorés des insignes de l'ordre national du lion (www.bonjourdakar.com)

- <https://www.bonjourdakar.com/francophonie-cofemen-cijf-decores-insignes-de-lordre-national-lion/>
- Le 28 décembre 2018



Le Sénégal a honoré ce jeudi les personnalités qui à travers leur mission sur les jeux de la francophonie, sur la jeunesse, le sport, ont participé à l'influente position de la francophonie en Afrique.

Il s'agissait de distinguer Jacques Boureïma Ki, secrétaire général de la CONFEMEN en fin de mission et Mahaman Lawan Sériba, ancien directeur du comité international des jeux de la francophonie (CIJF).

Le ministre de l'intégration africaine, du Nepad et de la francophonie, Mbagnick Ndiaye a honoré ces deux récipiendaires de l'ordre national du lion et les a félicités au nom du président de la République Macky Sall.

Francophonie le COFEMEN et CIJF sur les insi... À regarder plus tard Partager



Paru aussi dans : www.dakaractu.com

- https://www.dakaractu.com/Francophonie-La-COFEMEN-et-le-CIJF-decores-des-insignes-de-l-ordre-national-du-lion_a162435.html?com

LA JEUNESSE, SOCLE DE TOUT FONDEMENT DURABLE, SELON MBAGNICK NDIAYE (<http://aps.sn>)

- <http://aps.sn/actualites/societe/article/la-jeunesse-socle-de-tout-fondement-durable-selon-mbagnick-ndiaye>
- Le 28 décembre 2018

Le ministre de l'Intégration africaines, du NEPAD et de la Francophonie, Mbagnick Ndiaye, a déclaré jeudi, à Dakar, que rien de durable "ne peut être fondé sans l'énergie, la passion et la capacité de dépassement de la jeunesse".

"On ne peut en effet, et nous le savons tous, rien fonder de durable qui ne s'appuie sur l'énergie, la passion et la capacité de dépassement de la jeunesse", a-t-il notamment dit en décorant deux personnalités africaines pour leur contribution au rayonnement de la Francophonie.

Il élevait au grade d'Officier dans l'Ordre national du Lion, le Burkinabè Jacques Boureima Ki, secrétaire général de la Conférence des ministres de l'Education des pays de la Francophonie (CONFEMEN) en fin de mission, et le Nigérien Mahaman Lawan Seriba, ancien directeur du Comité international des Jeux de la Francophonie (CIJF).

Selon M. Ndiaye, les chefs d'Etat et de Gouvernement de la Francophonie "ont bien compris (...) que l'Afrique était l'avenir de la Francophonie en songeant, bien entendu, aux promesses immenses de sa jeunesse".

"Au Sénégal, le président Macky Sall, dans toutes ses réalisations et quel que soit le secteur, tient à mettre en exergue la contribution et l'épanouissement de la jeunesse", a-t-il souligné.

S'adressant aux récipiendaires, il a dit qu'ils étaient une fierté pour l'Afrique et pour la communauté francophone.

“Puisse donc votre exemple inspirer les jeunes francophones et au-delà, les jeunes du monde entier”, a-t-il lancé.

Ces personnalités marocaines qui nous ont quittés en 2018 (www.lesiteinfo.com)

- <https://www.lesiteinfo.com/maroc/ces-personnalites-marocaines-qui-nous-ont-quittes-en-2018/>
- Le 29 décembre 2018



L'année 2018 a été marquée par la disparition de plusieurs personnalités marocaines qui ont contribué, chacun dans son domaine, au rayonnement du Royaume. Ces intellectuels, hommes politiques, sportifs, artistes et autres acteurs associatifs ont réussi à inscrire leurs noms en lettres d'or dans la mémoire nationale.

Dans le domaine politique, l'ancien Premier ministre Mohamed Karim Lamrani est décédé le 20 septembre à l'âge de 99 ans. Le défunt a marqué de son empreinte l'Histoire contemporaine du Maroc. Ses passages à la tête du gouvernement se sont soldés par des réformes majeures. Le nom du défunt, qui a occupé des postes de haute responsabilité dans la gestion de la chose publique, a été associé à une série de réformes politiques, économiques et sociales, outre son rôle déterminant au sein de l'Office chérifien des phosphates (OCP).

L'ancien secrétaire d'Etat à l'environnement, Ahmed Iraqi, est décédé le 24 janvier à l'âge de 69 ans. Un des leaders du parti de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), feu Iraqi fut nommé en 1998 au poste de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Aménagement du territoire national, de l'environnement, de l'urbanisme et de l'habitat, chargé de l'environnement. Il a publié plusieurs ouvrages scientifiques dans les domaines de la santé, de la pédagogie, du système d'enseignement,

de la santé publique, de l'environnement et des sciences humaines.

Abdelhamid El Jamri, membre du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME) et président du Comité onusien pour la protection internationale des droits des travailleurs migrants et des membres de leurs familles, est décédé le 6 novembre à l'âge de 61 ans. Natif de Guerouane dans la région de Meknès, feu El Jamri, grand défenseur des droits des migrants, a occupé plusieurs fonctions au Maroc comme à l'étranger en tant qu'expert, consultant en ingénierie de projet, développement, formation et coopération.

Dans le domaine culturel, littéraire, des sciences et de la recherche académique, le professeur Mohamed Benchrif, membre de l'Académie du Royaume du Maroc et expert du patrimoine andalous, s'est éteint le 23 novembre à l'âge de 90 ans. Le défunt avait obtenu sa licence à la faculté des lettres et sciences humaines de Rabat en 1960 et le diplôme des études supérieures en littérature au sein de la même faculté en 1964. Il a également obtenu son doctorat en littérature à l'université du Caire en 1969. Feu Benchrif a exercé notamment en tant que professeur de littérature andalouse de 1970 jusqu'à sa retraite en 1995.

Le 29 janvier, le professeur universitaire Thami Raji Hachimi s'est éteint après une vie riche consacrée au service du Coran et de la langue arabe. Il a notamment été titulaire de la Chaire des sciences du Coran à la mosquée Hassan II de Casablanca.

Ali Skalli Houssaini, poète auteur des paroles de l'hymne national du Maroc, a tiré sa révérence le 6 novembre à Rabat à l'âge de 86 ans. Le défunt, qui est également l'auteur de nombreuses œuvres, avait remporté en 1982 le Grand Prix du Maroc et reçu, en 1992, le Prix international du Roi Fayçal d'Arabie Saoudite de la littérature d'enfant.

Le journaliste et écrivain Mohamed Ahmed Bahi, membre du Conseil royal consultatif pour les affaires sahariennes (CORCAS), a rendu l'âme le 5 février à l'âge de 72 ans. Le défunt avait acquis une longue et riche expérience dans le domaine journalistique à travers son passage dans nombre d'organismes médiatiques nationaux, notamment les quotidiens "Al Anbae", "Al Mitaq", "Rissalat Al Oumma" et "Assahra Al Maghribia". Il a également été correspondant de plusieurs médias internationaux.

Le journaliste et écrivain marocain, Amale Samie, s'est éteint le 27 janvier à l'âge de 63 ans. Samie a commencé sa carrière professionnelle comme professeur de langue française avant de devenir journaliste en 1992. Connu notamment pour sa chronique à Maroc Hebdo "Faut-il vous l'envelopper?" dans les années 90 et début 2000, le défunt avait publié plusieurs romans dont

“Prête-moi ton délire”, “Mourir pour deux idées” et “Cèdres et baleines de l’Atlas”, roman qui lui a valu, en 1991, le prix Grand Atlas pour la catégorie édition originale.

Mohamed El Menouar, membre de l’Institut Royal de la Culture Amazighe (IRCAM), décédé le 27 août, a rendu de grands et loyaux services à la culture et à la langue amazighes ainsi qu’à l’institution à laquelle il appartenait. Le défunt a publié plusieurs ouvrages portant sur différents champs de connaissance.

Eminent intellectuel et militant amazigh, Brahim Akhiat a rendu l’âme le 9 février à l’âge de 77 ans. Il a été membre du conseil d’administration de l’IRCAM et président de sa commission des affaires culturelles, éducatives et de communication. Feu Akhiat a milité depuis les années 1960 pour la reconnaissance de la culture et de la langue amazighes en tant que composantes de la culture plurielle du Maroc. Le défunt a écrit plusieurs ouvrages, notamment “Tabrat” (la lettre) “Pourquoi l’amazighité ?” (1994), “Les hommes de l’action amazighe: les défunts d’entre eux” (2004) et “L’amazighité, notre identité nationale” (2007).

Le 8 octobre, la scène picturale marocaine a été endeuillée par le décès de l’artiste-peintre marocain Abdelbasset Ben Dahman qui s’est éteint à l’âge de 69 ans. L’artiste figuratif a intégré le Centre pédagogique régional de Rabat (CPR, section arts plastiques) après des études à l’Ecole des arts appliqués de Casablanca. Sa première exposition a eu lieu en 1972. A partir de 1973, il va se consacrer à l’enseignement des arts plastiques dans sa ville natale, avant de poursuivre en 1983-1984 le cycle spécial de formation des professeurs d’arts plastiques. Il gère la Galerie Linéart qui abrite aussi son atelier.

Le champ de la justice a perdu au cours de cette année le directeur de l’Institut supérieur de la magistrature (ISM) et président de chambre à la Cour de Cassation, Abdelmajid Ghmija, décédé à l’âge de 62. Le défunt était membre de l’Instance du dialogue national sur la réforme du système de la justice, de la Commission nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel et de la Commission nationale du traitement du recours fiscal. Le regretté juriste était aussi membre du comité de gestion de l’Agence nationale de réglementation des télécommunications (ANRT) et du conseil d’administration du Centre marocain de médiation bancaire.

Quant au domaine du journalisme et des médias, l’ancien directeur général de l’Agence Maghreb Arabe presse (MAP), Abdeljalil Fenjiro, est décédé le 6 février à l’âge de 80 ans. Feu Fenjiro fut une référence vivante du journalisme national. Son nom est demeuré indubitablement lié à la MAP pour avoir longtemps présidé aux destinées de l’une des plus grandes agences de presse d’Afrique et du monde arabe en tant que directeur puis directeur général, de 1974 à 1999, avant d’être nommé

ambassadeur du Maroc au Liban.

La journaliste Maria Latifi est décédée le 15 mai à l'âge de 66 ans. La défunte a occupé le poste de directrice de la chaîne éducative "Arrabiaa", relevant de la Société nationale de radiodiffusion et de télévision (SNRT), depuis son lancement en 2005 jusqu'à 2017. Feue Maria Latifi a eu un parcours professionnel exceptionnel avec des émissions à caractère culturel et éducatif, notamment "Attalfaza al madrasiya" (la télévision scolaire) et "Namadij" sur 2M.

Les anciens journalistes de l'Agence Maghreb Arabe Presse (MAP), Mohamed Benseddik, Ibrahim Alia, Driss Boualam et Mekki Zerhouni se sont éteints respectivement le 29 juin, le 27 juillet, le 20 septembre et le 1er août.

Dans le domaine du journalisme sportif, le journaliste Abdeljabbar Ouzahra, membre de rédaction du journal "Al Mountakhab" et une des figures emblématiques de la presse sportive nationale, est décédé le 21 juin à l'âge de 77 ans. Ouzahra était connu pour son dévouement et son action en faveur du journalisme et des différentes causes sportives. Il était considéré comme une "mémoire vivante" du journal et du sport national.

Le président de l'Association marocaine des journalistes et écrivains du tourisme (AMJET), Mustapha Trai, est décédé le 16 janvier. Enseignant de profession, feu Trai a été le fondateur et le directeur de publication du magazine "Tourisme et Gastronomie".

La scène artistique a également perdu plusieurs de ses figures emblématiques au cours de cette année. L'actrice marocaine Khadija Jamal est ainsi décédée le 5 octobre à l'âge de 83 ans. Khadija Jamal était notamment connue pour son rôle dans la série comique "Lalla Fatima", portée par Khadija Assad et Aziz Saadallah. En plus de ses multiples rôles à la télévision, la défunte était connue pour son militantisme contre l'occupation française.

L'artiste marocain Mohamed Mezgueldi, décédé le 29 janvier à l'âge de 86 ans, est l'un des pionniers ayant jeté les fondements de la chanson marocaine, en plus d'avoir été ambassadeur de la chanson marocaine en Orient arabe.

Pionnier de la musique marocaine et célèbre violoniste et compositeur, Jilali Belmahdi est décédé le 6 mars à l'âge de 84 ans. Le défunt a légué à la postérité nombre d'œuvres d'art qui ont enrichi la scène artistique marocaine et qui ont été jouées par des orchestres nationaux et internationaux.

Ali Bachar, alias Qchbal, membre du célèbre duo "Qchbal et Zeroual", a rendu l'âme le 2 août à Settat à l'âge de 86 ans. Sur 50 ans, Qchbal formait avec Bachar Mohammed, alias Zeroual, qui n'est autre

que son neveu, le duo le plus attachant qui a marqué de son empreinte le spectacle à la saveur de “halqa” où musique et comédie ne font qu’un.

L’icône de la chanson populaire marocaine, Hamid Zahir (de son vrai nom Hamid Bentaher), est décédé le 10 décembre à l’âge de 82 ans. Le regretté a développé un style personnel alliant paroles, musique et joie de vivre. Des tubes comme “Awin Awin”, “Rouah Li Bgha Yzour”, “Lila a Sidi Aâmara”, “Marrakech a Sidi Koulou Fareh Lik (Tout Marrakech est heureux pour vous, Majesté), “Lalla Fatima” et “Ach Dak Tmchi Lzine” sont repris partout au Maroc.

Le célèbre chanteur du raï Mimoun El Oujdi s’est éteint, le 3 novembre à Oujda à l’âge de 68 ans. Considéré comme l’une des vedettes de la scène musicale marocaine, il puisait ses chansons dans les sonorités du raï et les rythmes de la région de l’Oriental.

L’artiste-peintre émérite Hassan El Glaoui a tiré sa révérence le 21 juin à Rabat, à l’âge de 94 ans. Le défunt artiste s’est distingué par une carrière aussi dense que singulière et il est considéré comme l’un des fondateurs et pionniers de l’art contemporain au Maroc. Ses peintures ont reçu une reconnaissance internationale. Il est célèbre pour ses tableaux de chevaux, des fantasias notamment, et de nature morte.

Le réalisateur Abderrahmane Mouline est décédé le 16 juillet à l’âge de 75 ans. Mouline appartenait à la toute première génération de réalisateurs marocains. Durant sa longue carrière, le défunt a réalisé des télé-feuilletons, des pièces de théâtre et des séries télévisuelles populaires, dont la dernière “Men dar al dar” a connu un succès immense.

Dans le domaine sportif, l’ex-joueur de l’équipe nationale de football, Mohamed Baba, s’est éteint à l’âge de 83 ans. Le défunt, qui a porté le maillot des Lions de l’Atlas aux années soixante, avait brillé au sein du club casablancais Nejm Chabab, s’attirant les convoitises de nombreuses équipes dont le Wydad, le Raja et le Racing de Casablanca.

L’ancien international et entraîneur de l’équipe nationale de football, Abdellah Settati, a rendu l’âme le 29 mars à l’âge de 83 ans. Le défunt avait été entraîneur-adjoint des Lions de l’Atlas lors de la phase finale de la Coupe du monde de 1970 au Mexique. Il avait aussi présidé aux destinées de plusieurs clubs nationaux, dont le Moghreb de Fès, la Renaissance de Settati, le Wydad de Casablanca (WAC), le CODM de Meknès, le Mouloudia d’Oujda, le Chabab Mohammédia, l’ASS de Salé et l’Ittihad Zemmouri de Khémisset.

L’ancien gardien du Moghreb de Fès (MAS) et de l’équipe nationale de football, Hamid El Hazzaz, est

décédé le 13 janvier à l'âge de 72 ans. Feu El Hazzaz était l'un des plus prestigieux gardiens de l'histoire de l'équipe nationale du Maroc avec laquelle il a remporté la Coupe d'Afrique des nations 1976. Il fut également sélectionné pour la Coupe du monde Mexico-1970 avec le Maroc.

L'entraîneur marocain Mustapha Madih est décédé le 04 novembre à l'âge de 62 ans. Madih, qui a dirigé plusieurs clubs notamment le Chabab Al Massira, le Raja Béni Mellal, Hassania d'Agadir et l'Olympique de Khouribga, a été à la barre technique de la sélection olympique ayant remporté la médaille d'or des jeux de la Francophonie au Canada en 2001 et du Onze marocain à la Coupe Arabe (Koweït 2002). Avant son décès, il était entraîneur de l'équipe du Maroc des moins de 17 ans.

L'ancien joueur de l'équipe nationale de football des années 1960, Mohamed Jarir, connu sous le nom de "Houmane", est décédé le 19 mai aux États-Unis à l'âge de 74 ans. Le défunt a porté le maillot du Raja Casablanca et de l'équipe nationale à plusieurs reprises dont la phase finale de la Coupe du Monde 1970 au Mexique, où il avait inscrit le premier but du Onze national au Mondial face à l'Allemagne.

L'ancien gardien de but du Wydad de Casablanca Mohamed El Khalidy, alias "Yachine", est décédé le 18 juillet à l'âge de 75 ans. Il s'est rendu célèbre, dans les années 1960, par son agilité et ses parades spectaculaires dans la cage du prestigieux club casablancais, d'où son surnom qui faisait référence au keeper légendaire de l'Union soviétique Lev Yachine.

L'ancien dirigeant et membre de nombreux comités du Raja de Casablanca, Hadj Abdellatif Lasky, s'est éteint le 2 novembre à l'âge de 78 ans. Ce vétéran des dirigeants du club des diables verts avait occupé, durant près de 35 ans, le poste de vice-président à maintes reprises et d'autres responsabilités au sein des différents comités.

Au cours de l'année qui s'achève, la famille de la résistance a elle aussi, été affligée par le décès de plusieurs militants, dont El Khamani Ben Salem El Khamni, qui s'est éteint le 04 avril à Zagora. Feu El Khamni, né en 1926 à M'hamid El Ghizlane, a rejoint les rangs de l'Armée de libération du Sud en tant que Caid au 7e arrondissement du centre de M'hamid El Ghizlane. Le défunt a participé à des batailles cruciales au Sahara telles Swihat, Zemoul et Oum Laachar.

L'ancien résistant Mohamed Tabach est décédé le 10 août 2018. Le défunt a rejoint les rangs de l'Armée de libération au nord du Royaume et pris part à plusieurs opérations visant les intérêts de l'occupant, avant d'être emprisonné en 1955. Il était parmi les premiers résistants ayant marqué de leurs empreintes la lutte nationale pour le recouvrement de l'indépendance et la consécration de la

souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale.

Dans le domaine associatif, Pierrette M'jid, veuve de l'ancien président de la Fédération royale marocaine de Tennis, Mohamed M'jid, a rendu l'âme le 7 août à l'âge de 67 ans. "Le Maroc a perdu une grande dame. La Fondation M'jid a perdu sa 2ème moitié", a indiqué la Fondation dans un communiqué, relevant que "si le bénévolat existe encore, il est porté par des personnes comme Pierrette M'jid, cette dame au grand coeur qui mettait un point d'honneur à aider son prochain".

Le 24 avril, le caporal chef Rachid Abarki, membre du contingent marocain en service au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée de l'ONU pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), est décédé au champ de l'honneur.

Paru aussi dans: www.mapexpress.ma, www.lemag.ma, fr.le360.ma, fr.hibapress.com

- <http://www.mapexpress.ma/actualite/societe-et-regions/ils-nous-ont-quittes-en-2018/>
- <https://www.lemag.ma/lemag/c/0/i/29307429/ils-nous-ont-quittes-en-2018>
- <http://fr.le360.ma/societe/ces-brillants-marocains-qui-nous-ont-quittes-en-2018-181268>
- <https://fr.hibapress.com/news-25514.html>

Rétro 2018. Ils nous ont quittés cette année (www.h24info.ma)

- <https://www.h24info.ma/actu/retro-2018-ils-nous-ont-quittes-cette-annee/>
- Le 31 décembre 2018



L'année 2018 a été marquée par la disparition de plusieurs personnalités marocaines qui ont contribué, chacun dans son domaine, au rayonnement du royaume. Ces intellectuels, hommes politiques, sportifs, artistes et autres acteurs associatifs ont réussi à inscrire leurs noms en lettres d'or dans la mémoire nationale.

Mohamed Karim Lamrani, ancien Premier ministre



Né en 1919, il a occupé le poste de premier ministre à six reprises, sans oublier une longue période passé à la tête de L'OCP. Il est décédé à l'âge de 99 ans. Le défunt a marqué de son empreinte l'Histoire contemporaine du Maroc. Ses passages à la tête du gouvernement se sont soldés par des réformes majeures. Le nom du défunt, qui a occupé des postes de haute responsabilité dans la gestion de la chose publique, a été associé à une série de réformes politiques, économiques et sociales, outre son rôle déterminant au sein de l'Office chérifien des phosphates.

Ahmed Iraqi, ancien secrétaire d'Etat à l'environnement



Ahmed Iraqi, est décédé le 24 janvier à l'âge de 69 ans. Un des leaders du parti de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), feu Iraqi fut nommé en 1998 au poste de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Aménagement du territoire national, de l'environnement, de l'urbanisme et de l'habitat, chargé de l'environnement. Il a publié plusieurs ouvrages scientifiques dans les domaines

de la santé, de la pédagogie, du système d'enseignement, de la santé publique, de l'environnement et des sciences humaines.

Ali Skalli Houssaini, auteur des paroles de l'hymne national



Le poète a tiré sa révérence le 6 novembre à Rabat à l'âge de 86 ans. Le défunt, qui est également l'auteur de nombreuses œuvres, avait remporté en 1982 le Grand Prix du Maroc et reçu, en 1992, le Prix international du Roi Fayçal d'Arabie Saoudite de la littérature d'enfant.

Mimoun El Oujdi, chanteur



Le célèbre chanteur du raï Mimoun El Oujdi s'est éteint, le 3 novembre à Oujda à l'âge de 68 ans. Considéré comme l'une des vedettes de la scène musicale marocaine, il puisait ses chansons dans les

sonorités du raï et les rythmes de la région de l'Oriental.

Hamid El Hazzaz, gardien du but



L'ancien gardien du Moghreb de Fès (MAS) et de l'équipe nationale de football, Hamid El Hazzaz, est décédé le 13 janvier à l'âge de 72 ans. Feu El Hazzaz était l'un des plus prestigieux gardiens de l'histoire de l'équipe nationale du Maroc avec laquelle il a remporté la Coupe d'Afrique des nations 1976. Il fut également sélectionné pour la Coupe du monde Mexico-1970 avec le Maroc.

Mustapha Madih, entraîneur



L'entraîneur marocain Mustapha Madih est décédé le 04 novembre à l'âge de 62 ans. Madih, qui a dirigé plusieurs clubs notamment le Chabab Al Massira, le Raja Béni Mellal, Hassania d'Agadir et

l'Olympique de Khouribga, a été à la barre technique de la sélection olympique ayant remporté la médaille d'or des jeux de la Francophonie au Canada en 2001 et du Onze marocain à la Coupe Arabe (Koweït 2002). Avant son décès, il était entraîneur de l'équipe du Maroc des moins de 17 ans.

Mohamed El Khalidy, gardien du Wydad (alias Yachine)



L'ancien gardien de but du Wydad de Casablanca Mohamed El Khalidy, alias "Yachine", est décédé le 18 juillet à l'âge de 75 ans. Il s'est rendu célèbre, dans les années 1960, par son agilité et ses parades spectaculaires dans la cage du prestigieux club casablancais, d'où son surnom qui faisait référence au keeper légendaire de l'Union soviétique Lev Yachine.

IV. Articles sur les lauréats des Jeux de la Francophonie

Côte d'Ivoire/Festibo 6: Des compagnies artistiques de renommée internationale invitées (aip.ci)

- <https://aip.ci/cote-divoire-festibo-6-des-compagnies-artistiques-de-renommee-internationale-invitees/>
- Le 7 décembre 2018



La compagnie Dumanle lors de sa prestation à la 6e édition du Festibo à Bouna

Bouna, 7 déc (AIP)-La 6e édition du festival des danses traditionnelles du Bounkani (Festibo) reste enrichie par la participation de compagnies artistiques ivoiriennes de renommée internationale, invitées spéciales de ce grand rendez-vous culturel, a constaté l'AIP.

Il s'agit principalement de Ivoire Marionnette et la Compagnie Dumanle.

Selon les organisateurs du Festibo, la participation de ces deux grandes compagnies vise à susciter un engouement particulier au niveau des troupes locales afin de conduire celles-ci, vers le professionnalisme et exporter au-delà des frontières ivoiriennes, et dans un proche avenir, la richesse culturelle des peuples du Bounkani.

La compagnie ivoirienne Dumanle est un ensemble artistique né en 2013 et qui est spécialisé dans la danse et le théâtre. Elle a participé à plusieurs événements sur la plan national et international. Ses récentes tournées aux Émirats arabes unis et en Tunisie se sont déroulées en avril 2018.

Quant à Ivoire Marionnette, elle est spécialisée dans les arts de la marionnette. Plus qu'une fierté aujourd'hui pour la Côte d'Ivoire, elle reste la compagnie de marionnette la plus titrée d'Afrique. Elle a remporté des médailles d'or successivement au 7e et 8e Jeux de la Francophonie à Nice en France et à Abidjan en Côte d'Ivoire, signale-t-on.

Paru aussi dans : news.abidjan.net

- <https://news.abidjan.net/h/649204.html>

***Ivoire Marionnettes (Cote d'Ivoire), médaille d'or au concours de marionnettes géantes des Villes
Jeux de la Francophonie, France 2013***

Fred Pellerin conte « Les jours de la semelle » ([ici.radio-canada.ca](https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1140309/fred-pellerin-conte-orchestre-symphonique-montreal-archives))

- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1140309/fred-pellerin-conte-orchestre-symphonique-montreal-archives>
- Le 10 décembre 2018



Le conteur Fred Pellerin nous racontera avec l'Orchestre symphonique de Montréal une nouvelle histoire puisée des contes et légendes de son village natal. Photo: Radio-Canada

Du 12 au 15 décembre 2018, Fred Pellerin collaborera avec l'Orchestre symphonique de Montréal pour nous dévoiler un nouveau conte se déroulant à Saint-Élie-de-Caxton. Nos archives suivent la carrière de Fred Pellerin depuis ses débuts.

***« Saint-Élie-de-Caxton est probablement le seul village
au monde où on retrouve une traverse de lutins. »***

— Pierre Marceau, journaliste au Téléjournal/Le Point

Naissance d'un conteur

Ce sera la quatrième fois que Fred Pellerin s'associera à l'Orchestre de Montréal pour nous offrir un conte provenant de son village natal de Saint-Élie-de-Caxton.



Les jours de la semelle nous racontent l'histoire de la famille Gélinas qui se trouve, à la veille de Noël, à devoir se sortir d'un détour malheureux qui menace la survie de ses 473 enfants.

Une famille de 473 enfants; probablement le seul village au monde où l'on retrouve une traverse de lutins. Les personnes et les lieux de Saint-Élie-de-Caxton avaient de quoi inspirer Fred Pellerin, et cela, dès son plus jeune âge.

En 2001, l'émission *Les Jeux de la Francophonie* du 24 juillet 2001 qu'anime Daniel Bouchard nous présente celui qu'on connaît alors comme Fréd(éric) Pellerin.

Le jeune homme représentait le Canada lors d'un concours de performance artistique dans le cadre des Jeux de la Francophonie tenus à Ottawa.

Il y remporte la médaille de bronze en racontant la folle histoire du dentier de sa grand-mère.

Un village, ça compte!

« ... Y'a une mode d'aller vivre à Montréal, mais au-delà de cela, on peut pas tous vivre à Montréal. »

— Fred Pellerin

« Un conteur peut-il réussir à arrêter l'exode des villages au Québec? En tout cas, c'est ce qu'aimerait bien réussir à faire Fred Pellerin, qui a commencé sa bataille dans son propre village de Saint-Élie-de-Caxton. »

— Céline Galipeau

En 2005, Fred Pellerin connaît tant de succès avec ses contes qu'il peut vivre en racontant ses histoires au public.



Le journaliste Pierre Marceau va à sa rencontre chez lui. Cette rencontre, le journaliste nous la résume dans un reportage présenté à l'émission le *Téléjournal/Le Point* le 23 juin 2005 qu'anime Céline Galipeau.

On comprend en l'écoutant que la démarche artistique de Fred Pellerin s'apparente à un combat.

Au fil du temps, il a compilé des centaines de contes et de légendes provenant de son village. En partageant son travail avec le public, Fred Pellerin cherche à préserver la tradition orale dont ces derniers font partie.

Ce n'est pas seulement le patrimoine oral que Fred Pellerin veut maintenir vivant.

ICI TÉLÉ présentera le spectacle de Fred Pellerin le dimanche 23 décembre à 20 h et ARTV fera de même le 25 décembre à 21 h 30.

Outre le territoire de l'imaginaire, c'est aussi tout le territoire du Québec que le conteur souhaite que l'on occupe.

Fred Pellerin déplore par conséquent l'exode qui dépeuple l'ensemble des régions rurales du Québec.

Or, un effet inattendu de son succès dans les salles de spectacle de la province est que l'industrie touristique connaît une forte poussée à Saint-Élie-de-Caxton.

C'est tellement vrai que les autorités municipales n'ont même plus de cartes du village à distribuer aux touristes!

Cet attrait est le bienvenu au moment où l'usine de meubles locale, qui faisait travailler 54 personnes, ferme ses portes.

À Saint-Élie-de-Caxton, les lignes de la réalité et du merveilleux se mélangent en bonne partie grâce à Fred Pellerin.

C'est pourquoi on peut trouver dans ce village des touristes qui viennent voir... une traverse de lutins.

Frédéric Pellerin (Canada), médaille de bronze au concours de Contes et conteurs des IVes Jeux de la Francophonie, Canada 2001

La double casquette de Pauline Allin (www.directvelo.com)

- <https://www.directvelo.com/actualite/71154/la-double-casquette-de-pauline-allin>
- Le 14 décembre 2018



CRÉDIT PHOTO RÉGIS GARNIER

En 2018, Pauline Allin a connu sa plus belle saison sur un vélo. Elle a été présente tout au long de l'année. "J'ai beaucoup progressé en 2018 et j'ai vu dès le début d'année que j'avais passé un cap physiquement", analyse-t-elle pour DirectVelo. Classée 2e du général de la Coupe de France, elle n'a aucun regret. "C'était un peu inespéré car j'avais comme un objectif de Top 10 en début d'année. Même si j'étais leader avant la dernière manche, j'avais obtenu le maillot car Marie Le Net n'était pas là à la Picto-Charentaise. Elle a été simplement plus forte sur la dernière épreuve, la Classique des Pyrénées. Cela s'est joué à la pédale. Mais j'ai réussi à obtenir plusieurs podiums en Coupe de France. Seul petit bémol, je n'ai pas levé les bras cette année", confie la 3e de la Picto-Charentaise. Son meilleur souvenir se trouve en Irlande, en fin d'année. "C'était une bonne semaine avec une bonne ambiance d'équipe. Je n'ai pas obtenu forcément de résultat sur ce Tour d'Irlande mais l'équipe a été performante, avec en cerise sur le gâteau la victoire d'Iris (Sachet) lors de la dernière étape", commente-t-elle.

L'année prochaine, la 2e du Tour de Charente-Maritime va disputer de nouvelles épreuves à l'étranger, grâce au passage de la DN 17 Nouvelle-Aquitaine en UCI (lire ici). "J'ai déjà connu les épreuves internationales, il y a deux ans avec le SAS Macogep. C'est une bonne nouvelle. Je sais que les courses UCI font énormément progresser. Ça frotte et roule beaucoup plus vite. Ça m'avait permis déjà de passer un palier", constate la lauréate des Jeux de la Francophonie 2017. "J'ai pu rencontrer les nouvelles filles de l'équipe lors du stage de cohésion le week-end dernier. Se voir hors vélo permet de souder un groupe", apprécie la 20e du Challenge DirectVelo Féminin 2018.

LIBRE LE WEEK-END

La Charentaise aura une double casquette en 2019 : cycliste et responsable de la DN2 du Team U Cube 17. "Je fais partie du club de l'A.P.O.G.E. J'avais un emploi aidé il y a deux ans et lorsque le président de club m'a annoncé que le responsable de l'équipe arrêtrait, j'ai sauté sur l'occasion. Je m'occupe donc de la section sportive créée il y a deux ans avec douze jeunes lycéens que j'entraîne ainsi que le sponsoring, la communication ou la logistique de l'équipe DN2", confie la 3e du Grand

Prix de Trevé-Le Menec Loudéac. Mais pas question de laisser sa carrière de cycliste de côté pour le moment. "Je ne serai pas présente sur les courses. J'ai été claire avec mon club. Le week-end, je suis libre pour courir", relate-t-elle.

D'ailleurs, la 6e du Championnat de France 2017 nourrit de grandes ambitions pour la saison prochaine. "J'ai vu que le classement de la Coupe de France était à portée de main donc si j'ai l'occasion de faire toutes les manches pourquoi ne pas en faire un objectif. Sinon, je termine souvent sur le podium du Tour de Charente-Maritime mais je ne l'ai jamais remporté. J'ai envie de gagner chez moi. Il faudra voir aussi avec le staff de l'équipe car avec les nouvelles arrivantes, l'équipe s'est renforcée et il faudra faire en fonction des ambitions de chacune", conclut la 2e de la Deux-Sévrienne.

Pauline Allin (France), médaille d'or, Cyclisme sur route féminin, Villes Jeux de la Francophonie Côte d'Ivoire / Abidjan 2017

L'assemblée facultaire 2018 sous le signe du 175^e (medecine.umontreal.ca)

- <https://medecine.umontreal.ca/2018/12/17/assemblee-facultaire-2018-sous-le-signe-du-175e/>
- Le 17 décembre 2018



Le 5 décembre dernier avaient lieu l'assemblée facultaire et le traditionnel cocktail de Noël de la Faculté de médecine. Plus de 200 membres de la faculté s'étaient réunis dans l'amphithéâtre Ernest-Cormier du pavillon Roger-Gaudry pour clore une année historique : son 175^e anniversaire!

La doyenne, la Dre Hélène Boisjoly, a souligné combien la Faculté de médecine a été et demeure un acteur important de l'évolution de la médecine et des sciences de la vie au Québec.

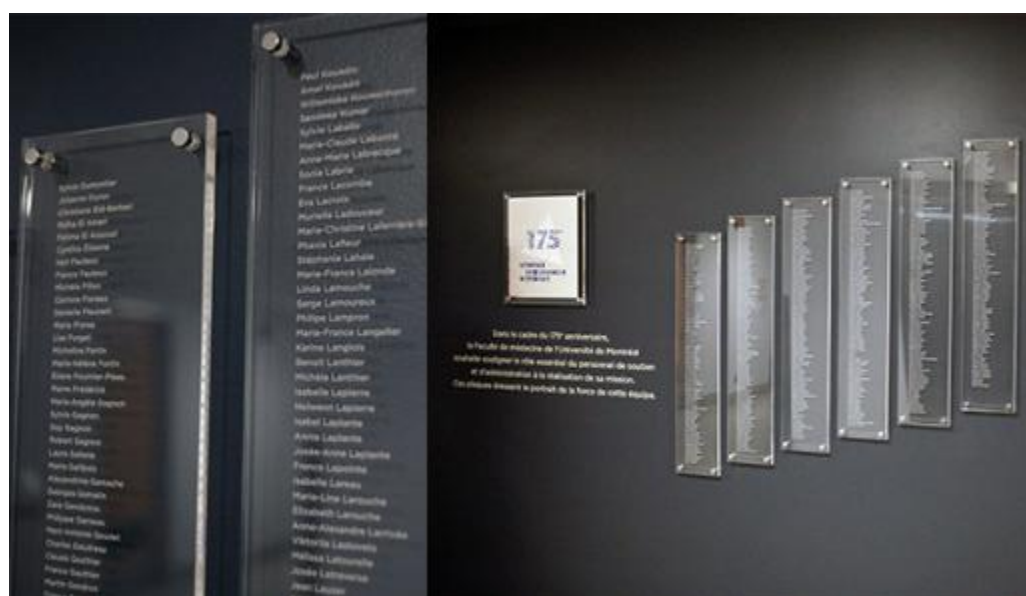
« Je dirais même que la Faculté de médecine de l'Université de Montréal a contribué activement au développement du Québec francophone », a-t-elle renchéri.

Beaucoup de grands moments et de personnalités ont marqué la faculté. Choisir parmi les centaines de moments forts n'a pas été facile pour la Dre Boisjoly, qui avait la dure tâche de n'en retenir qu'une vingtaine! Ce choix difficile s'est transformé en une présentation visuelle de l'évolution des lieux et de la formation des écoles et des départements au sein desquels se forme une relève de haut niveau et se réalisent de grandes percées en recherche.



Mur de reconnaissance du personnel de soutien et d'administration

Dans le cadre des festivités du 175^e anniversaire de la Faculté de médecine, plusieurs initiatives ont été mises de l'avant afin de souligner cette grande année. Un mur de reconnaissance du personnel de soutien et d'administration, sur lequel plus de 400 noms figurent, a été installé au corridor S-4 du pavillon Roger-Gaudry. La réalisation de ce tableau souligne l'apport essentiel du personnel de soutien et d'administration à la réalisation de la mission facultaire. L'histoire de la Faculté de médecine s'écrit jour après jour grâce à la contribution de tous ses membres et ce projet marque leur importante contribution.



Souligner l'excellence en enseignement

De nombreux membres de la faculté se sont illustrés en 2018 et l'assemblée facultaire est l'occasion de souligner ces accomplissements que sont l'obtention de médailles de carrière et d'éméritats.

Médailles de carrière

- Jacques Monday, Département de psychiatrie et d'addictologie
- Bryna Shatenstein, Département de nutrition
- Robert Thivierge, Département de pédiatrie

Éméritats

- Louise Caouette-Laberge – Département de chirurgie
- Normand Lapointe – Département de pédiatrie
- Serge Rossignol – Département de neurosciences



Remise du Prix de reconnaissance de la doyenne et du Prix engagement social Prix de reconnaissance de la doyenne – PSA



Cette année, un nouveau concours a été lancé afin de valoriser la contribution du personnel de soutien et d'administration. Il s'agit du Prix de reconnaissance de la doyenne.

Cette récompense vise à reconnaître un membre du personnel de soutien et d'administration qui participe de façon significative à la réalisation de la mission facultaire. Une personne dont l'engagement professionnel incarne les valeurs de la Faculté de médecine, de façon exemplaire et inspirante.

Le premier lauréat a été **Pascal Barrette**, qui a reçu un chèque personnel de 500 \$.

Prix engagement social – Personnel enseignant

Deux lauréats *ex aequo*, qui recevront chacun un chèque de 500 \$, versé à la cause qu'ils défendent.



François Chagnon, Bouge plus, mange mieux

M. Chagnon est chargé d'enseignement de clinique au Département de chirurgie (Centre hospitalier Pierre-Boucher).



Andrea MacLeod **Stimuler**

Mme MacLeod est professeure agrégée à l'École d'orthophonie et d'audiologie.



Reconnaissance des années de service du personnel

L'un des moments les plus importants de l'assemblée est sans doute la reconnaissance des années de service du personnel de la faculté ayant cumulé 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35 et même 40 années de service à la faculté! En guise de reconnaissance de leur fidélité et de leurs loyaux services, un certificat honorifique a été remis à chacun d'eux.



Conférence cadeau du 175^e

Comme les grands anniversaires ne peuvent se dérouler sans cadeau spécial, la dernière portion de l'assemblée du 175^e s'est terminée sur le thème de : « La musique, ça fait du bien ». L'animateur Claude Saucier était l'invité spécial. Depuis 2012 à l'antenne d'ICI Musique de Radio-Canada, il berce ses auditeurs avec les grands classiques de la musique grâce à sa très populaire émission : *C'est si bon*.



Grand cocktail de Noël

Une fois l'assemblée terminée, l'auditoire était invité à se rendre dans le hall d'honneur pour le traditionnel cocktail de Noël, où de nombreux autres employés de la faculté sont venus les rejoindre pour célébrer l'année qui s'achève.

Pour l'occasion, le poète « slameur » Mathieu Lippé est venu réciter ses mots écrits spécialement pour la faculté. Mathieu est le grand gagnant 2011 du Festival international de la chanson de Granby, médaillé d'or aux 6^e Jeux de la francophonie de Beyrouth et lauréat du prix Dédé Fortin. Durant le cocktail, ce moment a été grandement apprécié de tous!



Slam de Mathieu Lippé

Mathieu Lippé (Canada Québec), médaille d'or, Contes et conteurs, Vies Jeux de la Francophonie Liban 2009

Entretien avec Nasser Larguet, directeur technique national «Je considère que mon bilan à la tête de la DTN est positif à 75%» (lematin.ma)

- <https://lematin.ma/journal/2018/considere-bilan-tete-dtn-positif-75/307064.html>
- Le 19 décembre 2018



À la tête de la Direction technique nationale depuis 2014, Nasser Larguet est revenu pour «Le Matin» sur les principales réalisations de son département. En attendant les résultats de l'audit initié par la Fédération Royale marocaine de football, Larguet considère que les fondations d'un football sain basé sur la formation des jeunes joueurs sont posées, mais qu'il y a encore plusieurs aspects à améliorer.

Le Matin : Votre contrat est arrivé à échéance le 30 juin dernier. On aimerait savoir quelle est votre situation contractuelle : occupez-vous toujours le poste de directeur technique national ou assurez-vous uniquement l'intérim ?

Nasser Larguet : Écoutez, on n'en sait rien. C'est une question qu'il faut poser au président de la FRMF. Aujourd'hui, je fais mon travail professionnellement. Vous avez utilisé un terme très adapté à la situation, à savoir intérim ou pas intérim. Pour l'instant, la décision de la Fédération est de maintenir la direction technique nationale, avec moi à sa tête jusqu'à fin décembre. Si la DTN devait être remplacée, je me ferais un devoir et une grande responsabilité de remettre tous les dossiers du travail qui a été fait depuis quatre ans. Si je suis maintenu, il va falloir travailler sur les ressources humaines qui nous tiennent à cœur. Les ressources humaines, c'est ce qui fait la force d'une action.

Est-ce que vous comprenez ceux qui établissent le bilan de la Direction technique nationale en se basant uniquement sur les résultats des équipes nationales de jeunes ?

Juger le travail de la Direction technique nationale sur des résultats (gagner ou ne pas gagner, titre ou pas titre) fait partie du jeu et ce n'est pas un problème. Mais par contre, il faut éduquer l'amoureux du football à travers le journaliste, le dirigeant et l'entraîneur. Le résultat de la Direction technique se décline sur plusieurs choses. Faire travailler toutes les Ligues régionales sur les mêmes objectifs de développement, c'est un résultat. Faire venir l'Université de Limoges, dans laquelle ont été formés les Zidane et les Laurent Blanc, pour assurer la formation dans notre pays, c'est un

résultat. La CAF vous désigne comme le premier pays à faire la CAF Pro avec notre propre contenu, c'est un résultat. Voir les centres de formation bouger et commencer à recruter des jeunes de 12-13 ans, alors qu'à l'époque on ne recrutait que des jeunes de 18 ans, c'est un résultat. Voir nos équipes nationales gagner des titres, c'est un résultat. Voir des jeunes joueurs qui ont commencé avec nous dans les U17 et qui jouent en équipe nationale A ou avec les Locaux, c'est un résultat. Se focaliser uniquement sur des résultats purs, c'est réduire son champ de vision et son intelligence intellectuelle du football. Le jugement du travail d'une DTN sur la seule base de résultats serait un jugement biaisé.

Est-ce que vous ne pensez pas qu'il faut avoir un débat entre les différents protagonistes (journalistes, techniciens et dirigeants), autour d'un projet commun de développement d'un football national sain ?

C'est sûr que c'est une éducation à faire. Le président de la Fédération sensibilise les présidents de clubs à ce niveau-là. Il nous a demandé d'accompagner les clubs au niveau de la formation et malgré cela, il est très difficile d'imposer des gens dans des clubs. Ce qu'il faut, ce n'est pas imposer, mais enseigner aux gens la notion de formation. Aujourd'hui, on a quelques petits signaux qui vont pousser les gens à s'intéresser à la formation. Quand vous voyez un Bencharki, formé au MAS et récupéré par le WAC qui le vend à 6 millions de dollars, c'est quelque chose d'exceptionnel pour un joueur qui a passé deux ou trois ans dans le club. Le MAS va aussi récupérer une certaine somme d'argent. Les clubs amateurs vont s'engager dans la formation parce qu'il y a un retour sur investissement. Un joueur comme El Kaabi, découvert par le RAC, a été sélectionné en équipe des locaux par Jamal Sellami alors qu'il jouait en deuxième division. Tout ça va amener les dirigeants à se demander ce qu'ils veulent réellement. La formation a trois vertus. La première est sociale, parce que vous donnez de l'espoir à des jeunes qui sont parfois désœuvrés. La deuxième est d'ordre technique, puisque quand vous formez un gamin dans votre club et qu'il a connu l'équipe de football, la préformation et la formation, le joueur peut s'identifier à ses couleurs et il va se battre pour son équipe. Rappelez-vous le MAT, quand ils ont eu des problèmes avec l'équipe première, avec Aziz El Amri et la famille Abroun, ils ont pris l'équipe espoir et ils sont devenus champions. Le troisième point est malheureusement encore tabou chez nous, c'est l'aspect économique. Quand vous voyez ce que ça peut générer et que ça permet au club de vivre sans attendre les subventions de la Fédération, c'est quelque chose d'important, voire l'équivalent d'un sponsor. Si on est capables de réunir tous les gens concernés autour de la même table, dont les journalistes, comme vous l'avez signalé, ce serait une partie importante de cette vulgarisation et cette éducation. L'objectif est de faire admettre aux gens qu'il y a un travail de fond. Le football est devenu une entreprise. Par exemple au Brésil, une étude sur dix ans a révélé que le football représentait 6% du PIB.

Ce que vous dites, M. Larguet est intéressant, mais je vais vous citer pour montrer que ce que vous dites est bien, mais qu'il n'est pas d'actualité chez nous. Vous avez dit : «Un centre de formation qui n'a pas de lien avec l'équipe première est voué à l'échec.» En tant que directeur technique, que faites-vous pour que ces centres de formation aient des liens avec l'équipe première ?

Dernièrement, nous avons travaillé avec des personnes du bureau fédéral mandatées par le président de la Fédération pour travailler sur les centres régionaux. L'un d'eux sera prêt au mois de janvier à Saïdia. Nous avons émis l'idée que pour accompagner et aider les centres de formation, il faut que ce soit une volonté du dirigeant du club. Le dirigeant va écrire à la Fédération pour dire : «Je suis prêt à m'investir dans la formation et répondre au cahier des charges de la Fédération.» La Fédération a un cahier des charges pour les centres de formation. Le président accomplit cette étape-là, il montre sa volonté de faire de la formation, donc il va la lier à l'équipe première. À partir de là, la Fédération devra y aller avec une commission, dont la DTN, pour vérifier si effectivement le club répond au cahier des charges. Lorsqu'il aura effectivement répondu au cahier des charges, on lui donnera l'autorisation d'exercer, de faire de la formation, ce qui lui donnera aussi le droit d'avoir des conventions de formation, de se protéger. Rappelez-vous ces derniers temps, le MAT s'est élevé

contre le Raja qui, soi-disant, lui a piqué des joueurs. Même nous, quand on était à l'Académie, on nous accusait de piquer des joueurs. Mais aucun joueur n'a de lien juridique avec le club, si ce n'est sa licence. Et sa licence est une licence amateur, tous les ans, il peut partir. La convention de formation lie le joueur au club pendant la durée de sa formation et implique aussi le club, qui a des devoirs envers le gamin. C'est-à-dire le scolariser, le suivre médicalement, etc.

Souvent, la FRMF octroie des subventions aux clubs pour qu'ils fassent de la formation, mais généralement cet argent n'arrive pas à la formation. Les dirigeants le distribuent à l'équipe première. Avez-vous le moyen de vérifier où va cet argent ?

Le président de la FRMF a pris une décision, en faisant une note aux présidents de clubs que cette somme-là sera contrôlée par la Fédération et ne sera pas distribuée aux clubs. Il nous a demandé de trouver un préparateur physique et un directeur de la formation et du matériel pour les centres payés par cette somme. C'est-à-dire que s'il restait un reliquat à la fin de la saison, il serait donné aux clubs pour payer les frais liés à la formation. Aujourd'hui, on a amorcé la pente avec cette idée. Je dirais qu'elle est à revoir, elle n'est pas totalement satisfaisante. Il faut donner le droit aux clubs, comme je l'ai dit, d'avoir la volonté de faire de la formation. Par contre, cet argent-là devra être contrôlé par la Fédération. C'est en faire en quelque sorte un critère pour récompenser les clubs qui travaillent bien. Vous avez formé un joueur, en lui faisant signer son premier contrat professionnel dans le club. Ce joueur-là vient d'où, est-ce qu'il est dans le club depuis l'âge de 6, 13, 15 ou 18 ans ? Selon l'âge où il a été pris en charge, il a une valeur supérieure. Par exemple, si un joueur a été recruté à 18 ans, il n'a pas la même valeur formative du club qu'un joueur recruté à 6 ans. À chaque fois qu'un club fait signer un contrat pro, il marque des points. Ensuite, il s'agit de savoir si ce joueur qui signe un premier contrat pro, comme Achraf Dari par exemple, joue effectivement. À chaque fois qu'il joue en équipe première plus de 20 minutes, il marque des points pour son club. Combien de joueurs vous fournissez pour l'équipe nationale, que ce soit pour les équipes de jeunes et/ou l'équipe A ? À chaque fois qu'un joueur passe une catégorie, il y a des points supplémentaires. Le quatrième critère, c'est la scolarité. Combien d'enfants qui sont en centre de formation, qui sont en convention avec le club, réussissent, soit un brevet de l'OFPPT, soit le bac, soit à l'université ! Cinquième point, c'est la fidélisation des éducateurs. Vous l'avez dit tout à l'heure, c'est un projet de long terme. Si vous prenez un entraîneur des minimes et que vous le virez s'il n'obtient pas de résultats, vous ne faites pas de la formation. Tous les entraîneurs qui sont au travail plus de trois ans avec ces enfants réussissent et marquent des points. À partir de là, vous faites une simulation de points qui fait que vous avez droit à 1 million, 1,2 million ou plus. C'est cela qui permet de contrôler et inciter à l'excellence dans la formation.

En quatre ans, en tant que directeur technique national, vous avez formé pas mal de joueurs, mais on constate toujours que les équipes des catégories de jeunes font appel aux joueurs formés en Europe. C'est un peu contradiction, non ?

Si vous suivez l'actualité et les effectifs, vous voyez que dans l'équipe nationale qui a gagné la médaille d'or des Jeux de la francophonie en Côte d'Ivoire, sur les 20 joueurs, 17 sont des locaux, avec lesquels on a travaillé pendant deux ans. Dans l'équipe nationale U15 qui a gagné la médaille d'or des Jeux africains de la jeunesse, sur les 20 joueurs, il n'y avait que deux venus d'Europe et donc 18 locaux. Et ces derniers, ce sont les joueurs avec lesquels on a commencé notre première année au sein de la DTN. On a mené une opération de remise du football à neuf, avec une compétition de toutes les ligues qui sont venues et une équipe qui a gagné et qui a ensuite représenté le Maroc à la Danone Cup, qu'ils ont gagnée. Ce sont les mêmes que l'on a retrouvés deux ans après à Alger. Sur ces joueurs-là, qui étaient à peine nés en 2003, il y en a trois qui figurent dans l'équipe U17, qui est allée gagner en Tunisie avec Jamal Sellami sa qualification pour la Coupe d'Afrique. Dans cette équipe, il y a cinq joueurs qui sont formés en Europe sur les 23. C'est-à-dire que le travail que nous faisons localement est en train de donner ses fruits, ce qui n'exclut pas les joueurs marocains de

l'étranger. Les parents et les jeunes, ainsi que les clubs que l'on a rencontrés lors des tournées que l'on a faites les deux premières années, on leur a expliqué que seuls ceux qui ont des qualités supérieures aux garçons qui sont ici pourront avoir une place avec l'équipe nationale. On l'a fait avec un joueur comme Achraf Hakimi, qui est désormais avec l'équipe nationale A. Cela a convaincu ensuite Amine Harit, qui devait venir avec nous en U20, mais les choses ont pris un peu plus de temps, mais il a fait plusieurs apparitions en équipe A. Vous avez Mazraoui également. C'est ce genre de joueurs que l'on veut, qui sont dans le top niveau, et des garçons dont on n'a pas les qualités ici au Maroc. Aujourd'hui, en toute honnêteté, le joueur local est en train de monter en puissance.

Quand pensez-vous qu'on atteindra les mêmes proportions en équipe A ?

Les joueurs qui sont susceptibles d'être le noyau dur de l'équipe nationale A, ce sont les générations 1997, je dirais même 2002, qui auront l'âge de jouer en A dans 3 ou 4 ans. Ce sont des joueurs qui sont encore jeunes, dont certains en équipe U17. Donnons-leur le temps et dans 3 ou 4 ans, ils y seront. Un garçon comme Nanah, qui est né en 2003, un latéral gauche avec beaucoup de clubs européens qui le suivent. Mohamed Amine Sayegh, un milieu de terrain qui vient de Fès et qui a rejoint l'Académie, est aujourd'hui un pilier de l'équipe nationale U17, alors qu'il est né en 2003 et que ses coéquipiers sont nés en 2002. Ces joueurs-là, je peux vous assurer qu'ils vont y arriver petit à petit. Pour les joueurs qui ont 20 ou 21 ans, je vous l'avoue, on fait du rattrapage.

Comprenez-vous que le président de la FRMF fasse l'audit de votre travail au sein de la DTN ? Votre bilan est-il positif ?

Je ne dirais pas qu'il est totalement positif. Je dis plutôt que par rapport à ce qu'on a construit, je me mouille en disant qu'il est à 75% positif. Il y a encore un pourcentage à changer. On a besoin de passer un cap. Comme je vous le disais, la maison a de bonnes fondations, maintenant il s'agit de meubler la maison avec goût, avec professionnalisme. Il y a deux problèmes : celui des ressources humaines, qui doivent travailler sur le terrain de façon effective et en faire véritablement un métier, pas un loisir. Il faut passer son temps à travailler, pas à parler. Le travail c'est archiver, préparer les séances et être professionnel. Le travail à la DTN c'est de 8 heures du matin jusqu'à 8 heures du soir. Pas dans le quartier, pas dans les cafés. Le deuxième point ce sont les dirigeants. Le dirigeant veut-il faire partie de ce bond qualitatif que l'on veut faire ? Je ne suis pas choqué par l'audit, je ne le prends pas au niveau personnel. C'est très bien qu'il y ait un œil extérieur qui vienne voir. Je les ai rencontrés deux fois, on leur facilite la tâche pour qu'ils fassent un rapport objectif, bien lu et bien compris de tout le monde, pour pouvoir prendre les bonnes décisions. Ce qui m'importe, ce n'est pas le fait auditer Nasser Larguet ou la DTN de Nasser Larguet. C'est une hérésie de dire que la DTN appartient à untel, la DTN appartient à la FRMF, il faut arrêter de personnaliser les actions, les départements... Il faut institutionnaliser la DTN, comme ça, les directeurs peuvent passer, mais les objectifs, la vision et la stratégie seront toujours là.

Entretien réalisé par Abderrahman Ichi & Amine El Amri

Equipe nationale du Maroc, médaille d'or, Football masculin, Villes Jeux de la Francophonie Côte d'Ivoire /Abidjan 2017



Mamiki Cissé quitte l'ABC pour le Sénégal (<http://www.sport-ivoire.ci>)

- <http://www.sport-ivoire.ci/basketball/mamiki-ciss%C3%A9-quitte-l%E2%80%99abc-pour-le-s%C3%A9n%C3%A9gal>
- Le 20 décembre 2018



Mamiki Cissé quitte l'Abidjan Basket Club (ABC) et s'engage avec le DUC du Sénégal pour une saison renouvelable.

Agé de 25 ans, l'ex ailière de l'Abidjan Basket Club (ABC) rejoint le club le plus titré du Sénégal. « Mon

objectif est de me battre, bosser 3 fois dur et remporter des titres avec le DUC » a-t-elle déclaré.

Après son excellent passage à l'Abidjan Basket Club (ABC) couronné par 3 titres de championne de Côte d'Ivoire, l'internationale ivoirienne en sera à sa première expérience hors de la Côte d'Ivoire.

A son palmarès, Mimiki a accroché a entre autres la médaille d'or des Jeux de la Francophonie 2013 à Nice avec les Eléphantés.

Stéphane DATHE

Equipe de basketball de la Côte d'Ivoire, médaille d'or dans la compétition de Basketball féminin des Villes Jeux de la Francophonie, France 2013

Théâtre : le comédien Petit Tonton promène le public dans les méandres du « Duel au fouet » (www.guineenews.org)

- <https://www.guineenews.org/theatre-le-comedien-petit-tonton-promene-le-public-dans-les-meandres-du-duel-au-fouet/>
- Le 21 décembre 2018



Décidément, le jeune metteur en scène, Moussa Doumbouya, doublé de comédien et de conteur prodige, aura offert son spectacle de l'année ce vendredi 21 décembre 2018, au Centre culturel franco-guinéen (Ccfig). C'est du moins l'avis des spectateurs qui ont été bercés par l'homme dans la

salle Momo Wandel, à Conakry.

Dans cette nouvelle représentation théâtrale intitulée « Le duel au fouet » produite par le Ccfig, Petit Tonton a tenu en haleine pendant une heure le public mobilisé pour la circonstance et acquis à la cause de l'artiste.

Le récit est une adaptation du roman « Safrin ou le duel au fouet » du président de l'Association des écrivains de Guinée, Lamine Capi Kamara. Il retrace l'histoire du héros Safrin resté, plusieurs moments, intrépide dans la contrée de Djomabana avant de croiser sur un champ de bataille Karinka, qui le fera subir une défaite cuisante dans un combat historique.

Plongeant ainsi dans une honte inouïe, celui qui a régné pendant longtemps dans la région du Manding et qui eut, pendant ce temps, raison de tous les jeunes de sa génération. Comme pour dire qu'on peut se targuer de n'avoir pas son modèle dans sa famille, mais jamais dans la vie.

Et le tout entremêlé d'une symphonie musicale d'un rare professionnalisme, auréolé de pas de danse bien esquissés au rythme de la mélodieuse chanson qui l'accompagne, sous une lumière à la fois attrayante et captivante. Toute chose qui n'a pas fait regretter les spectateurs d'être venus suivre l'époustouflant spectacle que les uns et les autres se sont accordés à qualifier de « représentation théâtrale de l'an de Petit Tonton » malgré sa brillante et récente prestation au festival Les Récréatales au Burkina et au festival Export to Africa dans la ville allemande de Nuremberg.

Le récit présenté ce vendredi parle de l'organisation de la société traditionnelle mandingue, de ses coutumes et de sa musique à travers l'histoire d'un jeune descendant de Magassouba à Diomabanan conté par le parolier des temps modernes, Petit Tonton, médaillé d'argent aux 8èmes Jeux de la Francophonie, et qui a constitué autour de lui une petite équipe sur ce projet composée d'Eric Kemonhacks pour la musique, Cheick Omar à la direction musicale, de Mohamed Lamine Soumah pour la scénographie et de Habibatu Bah pour les costumes, dans un décor tradi-moderne.

Réactions d'après-spectacle

Au terme du spectacle, le public joyeux n'a pas manqué de confier son sentiment mais aussi les enseignements qu'il tire de cette représentation. Le directeur général de CIS Médias, Aboubakry Ba,

s'est déclaré ébloui par la qualité du spectacle.

« On sent que c'est un spectacle bien travaillé, avec beaucoup de professionnalisme. On n'en doutait pas. Parce qu'on connaissait déjà l'immense talent de l'artiste qu'on a vu sur plusieurs scènes, aux Jeux de la Francophonie notamment d'où il est revenu avec une médaille. C'est un garçon très talentueux pour qui on éprouve du plaisir à toujours voir sur scène. Il a fait la restitution, avec la modernisation, d'un texte qu'on connaissait déjà. Mais l'adaptation faite de ce texte nous rassure davantage de la créativité, de la qualité, du talent des artistes guinéens symbolisés par cette représentation d'un très haut niveau », s'est réjoui l'ancien journaliste sportif à Canal+.

Par la suite, le directeur des ressources humaines au Groupe Hadafo Médias, également directeur général de Sweet FM, Macka Traoré, trouve en cette représentation un spectacle qui lui a procuré à la fois beaucoup d'enthousiasme et de plaisir.

« Petit Tonton, c'est quelqu'un que je côtoie tous les jours. Mais jamais je ne l'avais découvert dans cet état. Et le conte doit revenir, parce que vous avez vu ce qu'il est capable de faire: revivre le passé et donner plein d'enseignements. Il a offert un beau spectacle. Et si c'était à suivre à nouveau, je le ferais », a affiché Macka Traoré.

Ce commissaire général du festival de Fria dénommé Fristival indique qu'il est en train, depuis un certain temps, de draguer Petit Tonton afin que ce spectacle se transporte au Fristival.

« Il m'a promis sans que je n'aie vu le spectacle. Maintenant que je l'ai vu, je vais tout faire pour que la population de Fria et tous ceux qui rallieront le Fristival aient la chance de suivre ce spectacle », a-t-il promis.

Aboubacar Diallo, plus connu dans le milieu de la presse culturelle sous le pseudonyme de Séné Diallo soutient pour sa part que la prestation scénique de l'artiste l'inspire la vraie Afrique qu'on ne devrait nullement perdre.

« Cette Afrique qui a des valeurs et qu'on devrait transmettre à nos progénitures, mais que nous n'exploitons pas malheureusement. Celui qui a eu la chance de suivre cette représentation, comprend tout de suite l'histoire du Mandingue et se rend compte que l'Afrique vivait organisée. Il faudrait que la nouvelle génération que nous sommes et que sont vos lecteurs essaient de mettre le complexe à

côté et chercher à mieux connaître la culture qui est la nôtre », a formulé l'impresario du jour.

***Doumbouya Moussa- Compagnie Arc-en-ciel (Guinée), médaille d'argent, Contes et conteurs, Villes
Jeux de la Francophonie Côte d'Ivoire /Abidjan 2017***

Aké Loba (ex-joueur de la SOA) pose ses valises au Mexique (<http://mondialsport.net/>)

- <http://mondialsport.net/ake-loba-ex-joueur-de-la-soa-pose-ses-valises-au-mexique-5053.sport>
- Le 25 décembre 2018



Bonne nouvelle pour le footballeur Ivoirien qui après seulement une saison au Pérou rejoint la division 1 du Mexique.

L'ancien sociétaire de la Société Omnisports de l'Armée (Côte d'Ivoire) et meilleur buteur ivoirien lors des jeux de la Francophonie à Abidjan (2017) avec 4 réalisations est depuis ce 24 décembre 2018 le nouvel attaquant du Querétaro Fútbol Club, club Mexicain évoluant en D1.



Gallos de Querétaro ✓
@Club_Queretaro



¡Buenos y navideños días! 🎄🌲 #SiempreGallos
♡ 212 17:13 - 24 déc. 2018



Aké Loba
@Akeloba_off



#NouvellePhotoDeProfil

♡ 35 12:49 - 24 déc. 2018

 [Voir les autres Tweets de Aké Loba](#)



A tout juste 20 ans, Aké Loba sort d'une saison remarquable du côté de Saint Martin au Pérou avec 18 buts marqués en 32 rencontres. On espère qu'il brillera autant avec son nouveau club.



Ci-dessous, une compilation des actions d'Aké Loba qui n'ont pas laissé indifférent le Querétaro Fútbol Club.



Equipe nationale de la Côte d'Ivoire, médaille d'argent, Football masculin, Villes Jeux de la Francophonie Côte d'Ivoire /Abidjan 2017

L'athlète Gaël Kangbazou récompensé par le ministre Régis Dounda **(<http://www.faapa.info>)**

- <http://www.faapa.info/blog/lathlete-gael-kangbazou-recompense-par-le-ministre-regis-dounda/>
- Le 31 décembre 2018

Le ministre de la Promotion de la Jeunesse et de Sports, Régis Dounda, a remis, lundi 31 décembre 2018 à Bangui, une enveloppe d'un montant de cinq cent mille FCFA à l'athlète paralympique, Gaël Kangbazou, en présence du président de la Fédération Centrafricaine de sport Paralympique, Henri Tago.

Cette enveloppe est l'initiative de la conférence des ministres de la Jeunesse et des sports (CONFEJES), destinée à récompenser l'athlète centrafricain Gaël Kangbazou qui a remporté deux médailles de bronze aux derniers jeux de la francophonie en Côte-d'Ivoire.

Le ministre Régis Dounda a salué la performance de cet athlète paralympique, tout en déclarant que le sport est pour lui un facteur déterminant pour la paix et la cohésion sociale.

Le membre du gouvernement a exhorté l'athlète à travailler davantage afin d'améliorer ses performances et ses qualités en vue de remporter des médailles dans les prochaines compétitions internationales.

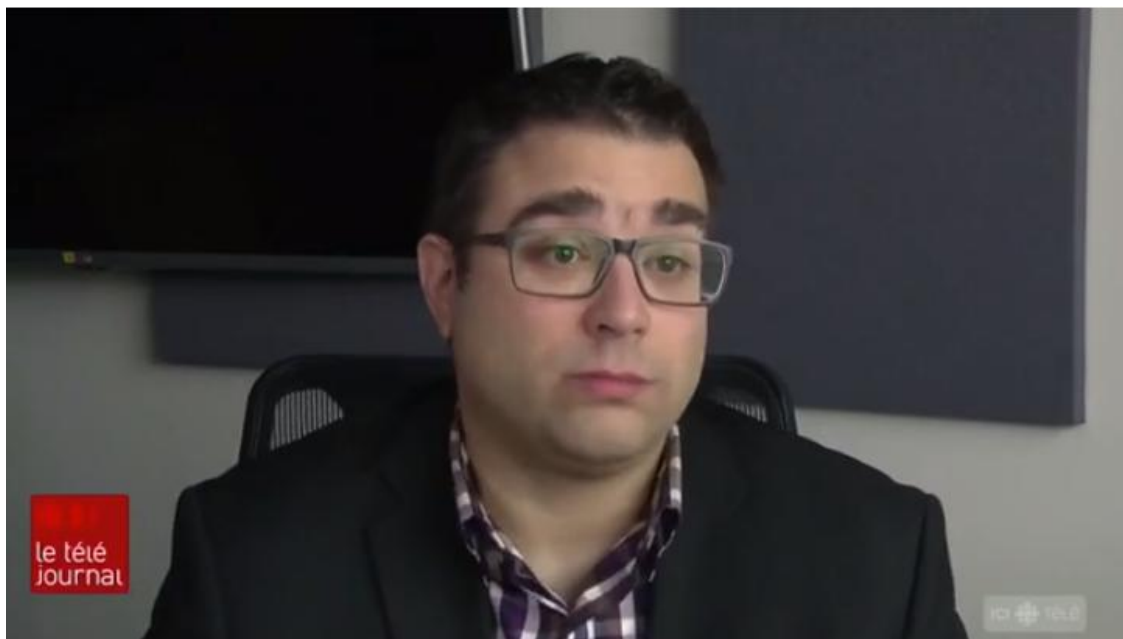
Le bénéficiaire a saisi cette opportunité pour interpeller le gouvernement centrafricain à faire du sport, dans son ensemble, son cheval de bataille pour promouvoir la paix. Il convient de noter que l'athlète paralympique a remporté ses deux médailles de bronze aux derniers jeux de la francophonie dont l'une sur 200 m et l'autre en saut en longueur.

***Kangbazou Tristan Gael (Centrafrique), médaille de bronze 200m & Saut en longueur T44,
Handisport athlétisme masculin, Villes Jeux de la Francophonie Côte d'Ivoire /Abidjan 2017***

V. Vidéos

La tenue des Jeux de la francophonie compromise (Radio-Canada.ca)

- <https://www.msn.com/fr-ca/actualites/video/la-tenue-des-jeux-de-la-francophonie-compromise/vi-BBQBSp4>
- Le 7 décembre 2018



Téléjournal Acadie

- <https://www.facebook.com/infoacadie/videos/739277163114380/>
- Le 10 décembre 2018



PÉRIODE DES QUESTIONS: LE BUDGET DES JEUX DE LA FRANCOPHONIE, LE 11 DÉCEMBRE (<http://davidcoonmla.ca>)

- <http://davidcoonmla.ca/question-period-the-2020-jeux-de-la-francophonie-budget-11-december-2018/>
- Le 12 décembre 2018



L'accueil de ces jeux est une occasion incroyable pour notre province. Nous devons aller au fond du budget élargi pour trouver une solution.

Des organisations sportives se lancent à la défense des Jeux de la Francophonie (ici.radio-canada.ca)

- <https://ici.radio-canada.ca/info/videos/media-8016260/organisations-sportives-se-lancent-a-defense-jeux-francophonie>
- Le 19 décembre 2018

Des organismes sportifs appuient la tenue des Jeux de la Francophonie à Moncton-Dieppe en 2021.



VI. Publications / brochures

L'ÉCHO DES TATAMIS DES TATAMIS

- <http://www.ffbjudo.be/index.php/coin-media/telechargements/category/17-echo-des-tatamis?download=950:echo-des-tatamis-decembre-2018>
- Décembre 2018

BERGER ET DIMARCA EN VUE

Engagés sur le circuit international lors de certaines European Cup notamment, Sophie Berger (-70 kg) et Flavio Dimarca (-60 kg) ont également marqué la saison 2017 de leur empreinte.

D'une part, la Liégeoise a décroché à Sarajevo (29/04) sa première médaille (3^e) dans un tournoi européen seniors tandis que d'autre part, le sociétaire du J.C. Mons a enchaîné les bonnes performances en prenant le bronze à Visé (04/02) et l'argent aux Jeux de la Francophonie (25/07) avant de terminer 7^e des Universiades de Tapei (23/08).

VII. Contact

Direction du Comité international des Jeux de la Francophonie

Organisation internationale de la Francophonie

19-21 avenue Bosquet

75007 Paris

Tel: +33 (0)1 44 37 32 04

Fax : +33(0)1 44 37 32 54

cijf@francophonie.org